

ÉCOPHYTO

RÉDUIRE ET AMÉLIORER
L'UTILISATION DES PHYTOS



2014

Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt
Direction générale de l'alimentation
251 rue de Vaugirard / 75732 Paris Cedex 15

Contact presse :

Service de presse du Cabinet du Ministre en charge de l'agriculture : 01 49 55 59 74
Service de presse du Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt : 01 49 55 60 11

Ce volume fait partie du rapport annuel 2014 du plan Ecophyto, paru à l'occasion du Comité national d'orientation et de suivi du plan.

Le rapport annuel 2014 du plan est composé de deux tomes :

– Tome 1 - Ecophyto : faits marquants de l'année 2014
Il présente les avancées significatives du plan Ecophyto sur l'année 2014
– Tome 2 : Ecophyto en 2014 dans les régions et départements d'Outre-Mer.
Il rassemble des fiches synthétiques des avancées du plan Ecophyto dans chaque région et DOM.
Chaque fiche régionale est disponible en téléchargement.

Ce document est disponible sur le site web du ministère chargé de l'agriculture :
<http://agriculture.gouv.fr/ecophyto>

Rédaction :

Services régionaux de l'alimentation et Direction générale de l'alimentation du ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

Mise en page : Service de la Communication / Pôle Editions

Photographies :

Photothèque du Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt
Alsace : Pascal Bastien
La Réunion : Ludovic Maillary/DAAF
Pays de la Loire : SRAL PL

Décembre 2014

SOMMAIRE

ECOPHYTO EN BREF	P. 4
VIVRE LE PLAN EN RÉGION ET DANS LES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER	P. 5
LES FICHES PAR RÉGION ET PAR DÉPARTEMENT D'OUTRE-MER	P. 6

ECOPHYTO EN BREF

Le plan Ecophyto vise à réduire l'utilisation des produits phytosanitaires en France tant en zone agricole qu'en zone non agricole.

L'enjeu est non seulement de concilier performance écologique et performance économique mais également de préserver la santé publique.

Comment ?

- En diffusant le plus largement possible auprès de tous les utilisateurs et de leurs conseillers les techniques connues, économes en produits phytopharmaceutiques,
- en améliorant l'information des agriculteurs en temps réel sur la présence des maladies et ravageurs des cultures pour mieux cibler les traitements,
- en garantissant la compétence de l'ensemble des acteurs de la chaîne : distributeurs, conseillers, utilisateurs professionnels de produits phytopharmaceutiques,
- en dynamisant la recherche agronomique sur les cultures économes en produits phytopharmaceutiques, et en communiquant les résultats au plus grand nombre.

Le Président de la République a confié au Ministre chargé de l'agriculture le pilotage du plan Ecophyto, dont les différents volets sont mis en œuvre par plusieurs ministères, en fonction des compétences requises et des responsabilités engagées. La Direction générale de l'alimentation a été chargée de la coordination du plan.

Ce dernier est structuré en axes et pour chacun d'entre eux, un pilote a été désigné au sein de l'administration.

Les chiffres clés de l'avancée du plan

Diffusion des bonnes pratiques

- 1 900 fermes de démonstration et d'acquisition de références
- 41 exploitations d'enseignement supérieur engagées dans la démarche Ecophyto

Surveillance de la santé des plantes

- 3 500 Bulletins de santé du végétal (BSV) publiés chaque année
- 15 000 parcelles observées chaque année
- 3 500 observateurs sur le terrain

Formation

- 400 000 personnes déjà formées et certifiées dont 267 000 agriculteurs

↓ Pour en savoir plus : voir le tome « **Ecophyto : faits marquants 2014** »

VIVRE LE PLAN EN RÉGION ET DANS LES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER

La déclinaison régionale du plan doit permettre de mobiliser les acteurs locaux et de prendre en compte les spécificités de chaque territoire. Elle est un gage de réussite et de crédibilité du plan.

Le pilotage du plan en région

La mise en œuvre du plan Ecophyto à l'échelle régionale est confiée aux Préfets de régions, qui s'appuient sur les Directions régionales de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (DRAAF) et les Directions de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (DAAF) des DOM.

La Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt, pivot de la mise en œuvre régionale

Comme au niveau national, la conduite du plan nécessite la coordination de l'action de différents services de la DRAAF/DAAF et un travail de concertation étroite avec les autres administrations concernées et les différents acteurs. C'est pourquoi en 2011, chaque DRAAF/DAAF a désigné un chef de projet régional Ecophyto. Il s'agit généralement d'un ingénieur expérimenté en protection des végétaux, souvent déjà impliqué dans l'animation du groupe régional de lutte contre les pollutions de l'eau par les produits phytosanitaires.

Le chef de projet régional a pour missions :

- de fédérer les différents services des DRAAF et des Directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL), ainsi que des autres administrations territoriales autour du projet Ecophyto, et de mobiliser ensemble des partenaires extérieurs autour du plan régional,
- d'assurer la liaison avec l'administration centrale,
- d'assurer le suivi du tableau de bord pour sa région.

Il reçoit l'appui de l'animateur régional Ecophyto basé en Chambre régionale d'agriculture et financé dans le cadre du plan Ecophyto. La mission de l'animateur consiste à aider le chef de projet régional dans la mobilisation des professionnels.

Les comités régionaux d'orientation et de suivi

La mise en œuvre régionale du plan Ecophyto s'organise autour de comités régionaux d'orientation et de suivi (CROS), rassemblant toutes les parties prenantes à l'échelle régionale du plan Ecophyto.

Le plan d'action régional Ecophyto

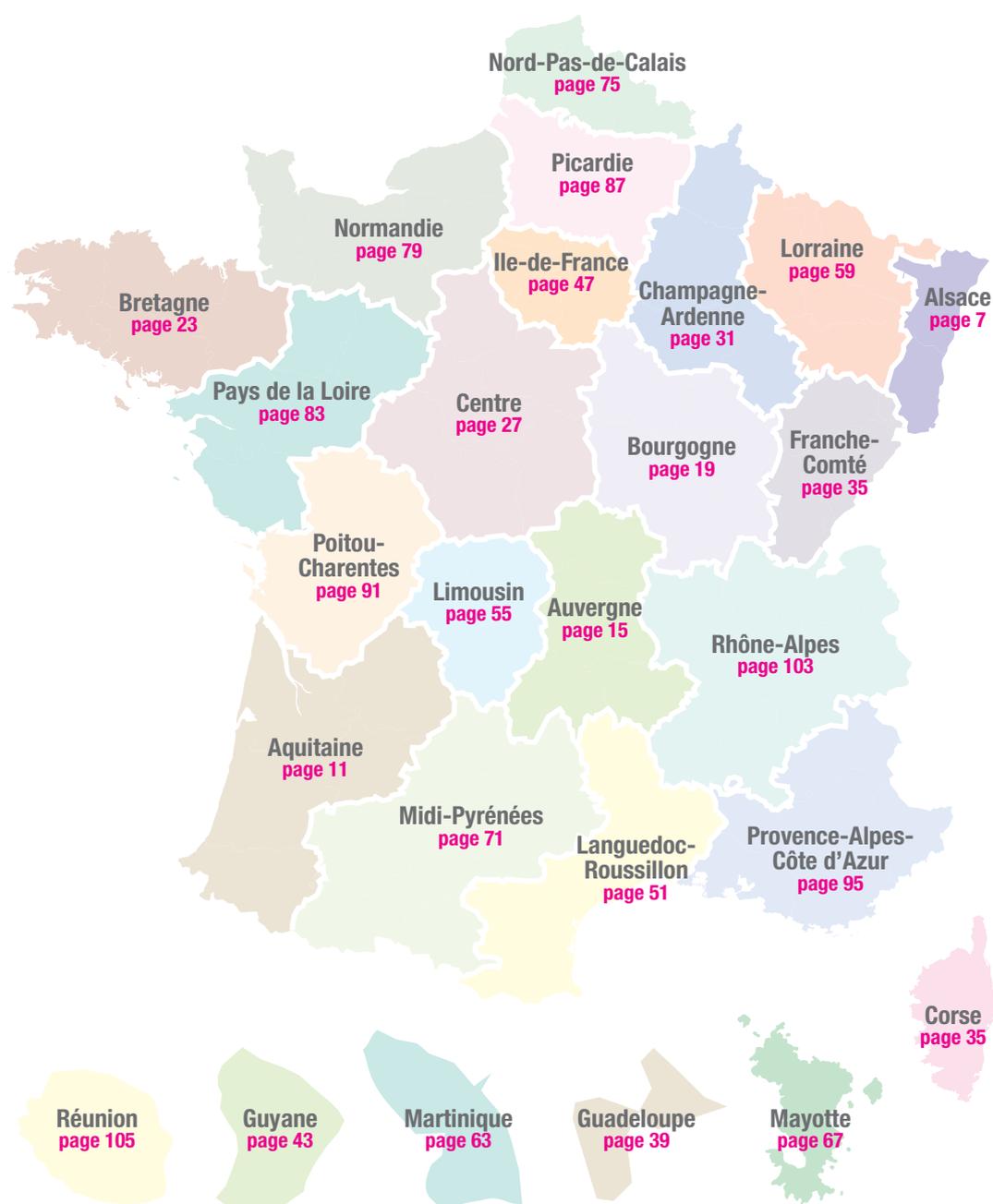
Afin d'être mis en œuvre efficacement sur l'ensemble du territoire, le plan Ecophyto doit être décliné et adapté au niveau régional. Certains objectifs du plan national Ecophyto font l'objet d'une déclinaison spécifique en région. Des priorités et des actions spécifiques à la région peuvent par ailleurs être proposées. Les objectifs et les actions à mettre en œuvre à l'échelle de la région doivent être décrits par le plan régional Ecophyto.

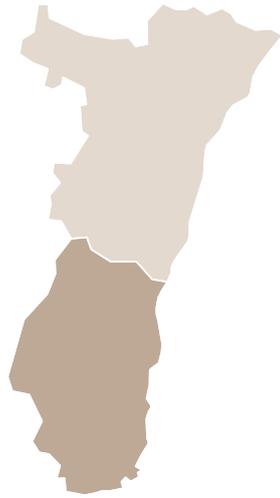
⇓ Pour en savoir plus : agriculture.gouv.fr/ecophyto-en-region

LES FICHES PAR RÉGION ET PAR DÉPARTEMENT D'OUTRE-MER

Pour chaque région et département d'outre mer, vous trouverez une fiche présentant :

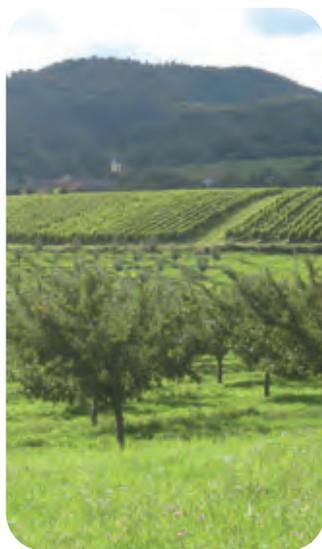
- des éléments de contexte,
- un récapitulatif de la gouvernance régionale,
- une action phare mise en place par la région,
- les principales avancées en 2013 pour
 - l'essai et la diffusion des bonnes pratiques en zone agricole,
 - la surveillance de l'état phytosanitaire des cultures,
 - le soutien à la dynamique de réduction des pesticides en zone non agricole,
 - la formation et la professionnalisation,
- et les chiffres clés.





ALSACE





L'Alsace avec ses 8 280 km² couvre 1,5 % du territoire national métropolitain et se compose de plusieurs grands ensembles naturels contrastés : la plaine, le piémont et le massif vosgien qui s'étendent sur les deux départements de la région. Ces différences de topographie expliquent la diversité de paysages et plusieurs types d'agricultures en Alsace. Ainsi, la surface agricole utile de 338 700 ha se répartit majoritairement entre le maïs grain et le blé en plaine, la vigne sur le piémont, et les surfaces herbagères en montagne. Les rendements en céréales, notamment de maïs grain, sont élevés du fait de la présence d'eau en quantité provenant de la nappe phréatique rhénane. Toutefois, les ressources naturelles (eau, biodiversité, ...) sont menacées par la forte densité urbaine de la plaine et les pratiques agricoles intensives.

Depuis une dizaine d'années, les acteurs du monde agricole et les partenaires institutionnels se mobilisent autour de la thématique des produits phytosanitaires. De nombreuses initiatives et projets ont été initiés et menés, aussi bien en matière de connaissance de l'état des eaux, de compréhension des mécanismes de transfert, et de promotion de techniques permettant de réduire l'impact de l'utilisation des pesticides en zones agricoles et non agricoles. Plus récemment, des suivis des effets non intentionnels des pratiques agricoles sur l'environnement ont démarré en Alsace.

GOVERNANCE

Dates de réunion des CROS

Le 28 janvier 2014

Nombre de groupes de travail

Axe 1-2-3 :

Groupe régional d'actions phytos (GRAP)

4 réunions dont 1 sur le terrain

Axe 5 :

Comité régional d'épidémiosurveillance végétale
réunions le 3 mai 2013
et le 3 juin 2014

Axe 8 :

groupe communication
réunion le 22 mai 2014

Structure du plan d'action régional

Plan régional d'actions validé le 20 novembre 2012
Actualisation du plan régional :
non

Nb d'enjeux régionaux :
8

Nb de fiches actions :
54

ACTION PHARE

Plaquette et conférence « phytos et santé »

Dans le cadre de la semaine des alternatives aux pesticides, une conférence « phytos et santé » à destination des agriculteurs-viticulteurs a été organisée le 27 mars à Sainte-Croix-en-Plaine. La présidente de la Mutualité sociale agricole (MSA) d'Alsace, Christiane Bernard, a ouvert les débats. Les trois intervenants ont été : Dr Isabelle Baldi, chercheur à l'Institut de la santé publique « épidémiologique et de développement » à l'université de Bordeaux ; Denis Litt, conseiller « prévention » à la Caisse d'assurance accidents agricoles (CAAA) d'Alsace et de Moselle ; et Michel Urtizberea, toxicologue représentant l'Union des industries de la protection des plantes. Cette conférence a été l'occasion de présenter la nouvelle plaquette régionale « Les produits phytosanitaires et votre santé » rédigée par la Chambre régionale d'agriculture d'Alsace en partenariat avec la CAAA, la MSA et la DRAAF. Elle a été diffusée à l'ensemble des agriculteurs-viticulteurs de la région.



TESTER ET PROMOUVOIR LES BONNES PRATIQUES EN ZONES AGRICOLES

LES RÉSEAUX D'EXPLOITATIONS ET D'EXPÉRIMENTATION

En Alsace trois groupes **DEPHY FERME** sont en place : deux « grandes cultures » et un « viticulture ». Deux projets DEPHY EXPE sont pilotés en région, par l'association pour la relance agronomique en Alsace en grandes cultures (INNOVIPEST) ; et par l'INRA en viticulture (« PEPSVI »).

2014 a été l'année des échanges au sein de DEPHY :

- entre FERME et EXPE avec des visites et des présentations de résultats d'essais.
- entre groupes FERME : les deux groupes « grandes cultures » ont visité des exploitations maïsicoles DEPHY de l'Ain avec des systèmes de culture proches des systèmes alsaciens. De même le groupe viticole s'est rendu en Champagne après avoir accueilli en Alsace le groupe champagnard en 2013.

2014 a aussi été l'année de la communication des premiers résultats. Une brochure présentant les premiers résultats du groupe « viticulture » a été envoyée à plus de 3000 viticulteurs alsaciens. De même, une plaquette sur les évolutions des exploitations d'un groupe FERME « grandes cultures » et du projet EXPE INNOVIPEST sera réalisée cet hiver et diffusée largement début 2015.

ACTIONS D'INITIATIVE RÉGIONALE

La première campagne annuelle de mesure des produits phytosanitaires dans l'air a été réalisée dans la région en 2013 par l'association de surveillance de la pollution atmosphérique en Alsace (ASPA) en Pays d'Alsace Centrale.

Cette étude avait pour objectif l'acquisition de données sur l'exposition générale de la population alsacienne aux produits phytosanitaires. 50 substances actives volatiles reflétant l'utilisation des produits phytosanitaires dans la région sont recherchées. Les prélèvements ont été réalisés sur 3 sites

ruraux représentatifs des principales cultures alsaciennes (grandes cultures, viticulture, maraîchage) et 1 site urbain à Sélestat. Les périodes de prélèvement ont été de 5 semaines lors de l'épandage des produits phytosanitaires et 1 semaine hors des périodes d'épandage important.

La publication des résultats d'analyses est programmée pour la fin de l'année 2014.



© P. Bastien

SURVEILLER L'ÉTAT PHYTOSANITAIRE DES CULTURES

Après cinq années de fonctionnement, le réseau alsacien est bien structuré et les partenaires restent fortement impliqués sur le terrain. Une nouvelle édition spécifique du BSV a vu le jour pour la filière « Tabac » et les suivis « chrysomèle du maïs » sont intégrés depuis 2014 dans le BSV « Grandes cultures ».

Le suivi des effets non intentionnels des pratiques agricoles sur l'environnement se poursuit en Alsace. Il se compose d'un volet « biodiversité » avec des observations sur 21 parcelles de la flore de bord des champs, des coléoptères, des vers de terre, des oiseaux et d'un volet « suivi de l'apparition des résistances aux produits phytosanitaires ».

Nombre de BSV publiés en 2013 et en 2014 (chiffres au 01/12/2014)		
	2013	2014
Grandes cultures	34	39
Arboriculture fruitière	22	26
Cultures légumières	24	25
Viticulture	15	18
Horticulture	14	13
Zones non agricoles	15	14
Houblon	6	9
Tabac	7	9

SOUTENIR LA DYNAMIQUE SUR LA RÉDUCTION DES PESTICIDES EN ZNA

Les Missions Eau de la Ville de Mulhouse, du Syndicat des eaux et de l'assainissement d'Alsace-Moselle et du Syndicat intercommunal de production d'eau potable de Merxheim-Gundolsheim mettent en œuvre des actions pour la protection de la ressource en eau, avec le soutien de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse, de la Région Alsace et des Syndicats d'eau partenaires. Ces actions s'adressent notamment aux particuliers et jardiniers amateurs.

Pour sensibiliser le grand public aux risques liés aux pesticides et afin de l'orienter vers les techniques alternatives, des manifestations festives sont organisées sur une journée ou un

week-end. Proposées en 2013 et 2014 à Heiligenstein, Rixheim, Efig, Offendorf, Gamsheim et Wittersdorf, ces fêtes mêlent activités de sensibilisation et moments conviviaux : balades découvertes de plantes sauvages, ateliers (jardinage, arboriculture, compostage, fabrication de gîtes à insectes), spectacles pour enfants, visites de jardins, conférences et repas à base de produits locaux. Pour chaque édition, elles accueillent plusieurs centaines de curieux, amateurs de jardinage naturel ou novices !

FORMER ET PROFESSIONNALISER

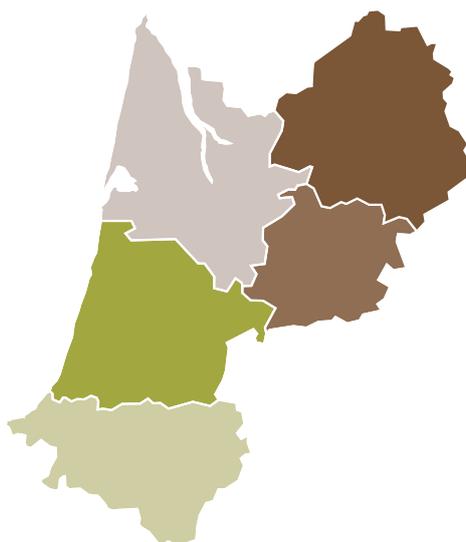
Les formations « Certiphyto » pour les agents des collectivités territoriales et les salariés agricoles ont démarré tardivement en Alsace mais montent en puissance. A contrario, les conseillers et distributeurs de produits phytosanitaires professionnels et grand public ont quasiment tous obtenu leur certificat. La plupart des formations sont conduites par des organismes régionaux, ce qui permet de contextualiser les enjeux environnementaux et les méthodes alternatives à promouvoir.

Dans le projet « enseigner à produire autrement », la réduction des produits phytosanitaires et le changement de système de cultures font partie intégrante des actions mises en œuvre et programmées sur les quatre fermes de l'enseignement agricole alsacien.

Ces nouvelles expérimentations, engagées en cohérence avec le projet agroécologique et le plan Ecophyto, associent les étudiants des classes de BTS agricole, de la conception à la valorisation des résultats.

Une action de formation sur les guides de conception de systèmes économes en produits phytosanitaires en grandes cultures (guide STEPHY) a été organisée pour les enseignants des lycées agricoles en associant la chambre régionale d'agriculture.

CERTIFICATION (chiffres au 01/12/14)
Nombre d'agriculteurs ayant obtenu leur Certiphyto : 6 534
Nombre de conseillers agricoles ayant obtenu leur Certiphyto : 282
Nombre de distributeurs ayant obtenu leur Certiphyto : 915
Nombre d'utilisateurs en zones non agricoles ayant obtenu leur Certiphyto : 448
Nombre d'applicateurs en prestation de service (zones agricoles et zones non agricoles) ayant obtenu leur Certiphyto: 286
Décideur travaux & services : 578
Opérateur travaux & services : 286
Applicateur collectivités : 284
Applicateur opérationnel collectivités : 164
Nombre total de Certiphyto délivrés : 9 082



AQUITAINE





Au second rang des régions françaises en nombre d'exploitations (43 000 exploitations pour 1,4 million d'hectares) et au premier rang pour l'emploi agricole, l'Aquitaine concentre près de 8% du potentiel économique agricole national. Les départements, chacun avec sa spécificité, représentent des productions agricoles diverses : surfaces toujours en herbe et fourrages (plus de 43% de la surface agricole utile des exploitations agricoles), céréales (32%), vigne (10%), oléagineux-protéagineux (6%) et autres productions (maraîchage, arboriculture fruitière, jachères... pour moins de 9%).

En Aquitaine, les objectifs du plan Ecophyto reposent sur l'adoption par les agriculteurs, de nouvelles pratiques et de nouvelles stratégies d'intervention dans deux filières emblématiques : le maïs et la vigne. Ces orientations sont en lien avec les quantités de produits phytopharmaceutiques vendus (les cultures pérennes sont soumises à une pression sanitaire plus forte et sont de fait plus consommatrices en produits phytopharmaceutiques) et les pics de pollution constatés dans l'air ou dans les eaux (en particulier des herbicides). Il s'agit donc d'accompagner le plus grand nombre vers :

- la limitation des stratégies d'herbicides de pré-levée et le développement des techniques de désherbage mécanique ou des traitements localisés, pour la culture de maïs ;
- l'amélioration de la qualité de la pulvérisation pour la vigne et plus généralement pour les cultures pérennes, pour la protection des opérateurs et du voisinage, et qui contribue à la réduction des quantités de produits utilisés.

GOUVERNANCE

Dates de réunion des CROS

3 réunions :

18/05/2010,

05/01/2012,

19/09/2013

Pilotage :

DRAAF-SRAL et CRAA

Nombre de groupes de travail

6

Structure du plan d'action régional

Validation des principaux enjeux pour la mise en œuvre du plan Ecophyto en Aquitaine lors du CROS du 19/09/2013

ACTION PHARE

Les démonstrations de confinement de la pulvérisation en viticulture

Des démonstrations sur la pulvérisation confinée dans les exploitations des lycées viticoles de Montagne St-Emilion, de La Tour Blanche en Sauternais, et de château Dillon en Médoc, ont été réalisées en 2013 et seront reconduites en 2014. Les résultats techniques et économiques de ces essais « grandeur nature » ont été présentés lors de ces journées techniques de restitution regroupant un public nombreux. Des démonstrations de matériels et des témoignages d'agriculteurs utilisant ce type de pulvérisateurs ont également eu lieu dans le cadre des réseaux DEPHY viticulture, notamment lors des journées portes ouvertes DEPHY organisées par les deux réseaux de la Chambre d'agriculture de Gironde.

La prochaine grande manifestation se tiendra à l'initiative de la DRAAF, lors du salon professionnel Vinitech-Sifel en décembre 2014, en partenariat avec la Chambre régionale d'agriculture d'Aquitaine, l'IFV et INVENIO. Un espace dédié « ECOPHYTO, pulvérisons autrement » sera le lieu de démonstration d'une dizaine de pulvérisateurs confinés. Il sera complété par un espace conférences avec l'intervention d'experts.

TESTER ET PROMOUVOIR LES BONNES PRATIQUES EN ZONES AGRICOLES

LES RÉSEAUX D'EXPLOITATIONS ET D'EXPÉRIMENTATION

En Aquitaine, **10 réseaux DEPHY sont en place, qui mobilisent 8 des 14 exploitations de lycées agricoles** et qui ont été choisis pour être représentatifs des principales filières régionales : 4 réseaux « viticulture », 1 réseau « grandes cultures (maïs) », 2 réseaux « polyculture-élevage », 1 réseau « maraîchage (fraise) », 2 réseaux « horticulture ».

La région accueille 11 projets du réseau EXPE, sur 19 sites.

On peut citer notamment :

- expérimentations de systèmes viticoles à faibles niveaux d'intrants (EcoViti, pilotage INRA) ;
- essais de combinaison de méthodes alternatives de lutte en fraise (pilotage INVENIO), basé principalement sur le biocontrôle ;

• co-construction avec les acteurs de la filière légumes d'expérimentations au champ de systèmes alternatifs (coordination INVENIO), en forte rupture par rapport aux pratiques locales (AOP carottes) ;

• mise au point d'itinéraires économes en intrants (HORTIPOT et HORTIPEPI) et développement d'outils d'aide à décision (OTELHO).

L'objectif est de décliner au fur et à mesure les pratiques innovantes et économes dans les filières et de les restituer aux professionnels via des journées de démonstration techniques, films, colloques...

ACTIONS D'INITIATIVE RÉGIONALE

Outre les actions sur le confinement de la pulvérisation en viticulture, des initiatives ont porté sur les techniques alternatives aux herbicides.

Des démonstrations techniques « bouts de parcelle »

Avec la collaboration des chambres d'agriculture, des FDCUMA et du Groupement de recherche sur les cultures et techniques agricoles, des journées techniques de démonstration ont eu lieu sur tout le territoire afin de promouvoir différents types de matériels innovants : bineuse guidée par caméra, herse étrille, herse rotative, désherbage localisé adaptable sur semoir et bineuse ou encore désherbage thermique. Ces journées ont permis d'apporter des réponses concrètes à plusieurs centaines d'agriculteurs (vitesse et efficacité du matériel, montant de l'investissement...).

Les aires de captages Grenelle ont été privilégiées dans cette communication.

Par ailleurs, afin de proposer des solutions alternatives à l'usage du glyphosate, notamment pour l'entretien des clôtures, la Chambre d'agriculture de Dordogne a sensibilisé une centaine d'éleveurs lors du festival « Elevage et territoire » par une démonstration au champ présentant l'ensemble des outils existants.



SURVEILLER L'ÉTAT PHYTOSANITAIRE DES CULTURES

Le réseau Aquitaine assure une couverture complète de toutes les filières végétales et repose sur la mobilisation des partenaires techniques (100 structures et 180 observateurs) et d'outils adaptés permettant une analyse de risque pertinente (400 parcelles de référence, piégeage mutualisé entre filières, tours de plaine basés sur le dire d'experts, modèles, bases de données...). Une enquête de satisfaction menée en 2013 et une étude comparative entre BSV et bulletins techniques de la filière viticole soulignent que le BSV est de plus en plus lu et reconnu comme un outil d'aide à la décision pour les exploitants.

Afin de renforcer encore son impact sur les pratiques phytosanitaires, les efforts pour développer sa diffusion se poursuivent (aujourd'hui 7000 destinataires directs par mail).

Le prochain objectif est de renforcer l'analyse de risque au niveau parcellaire en donnant accès à une meilleure connaissance des bio-agresseurs (rédaction de guides des seuils par filière / grille d'analyse de risque) mais également des adventices et de leur gestion (rédaction de notes techniques en ce sens et mise en place d'un réseau mutualisé permettant d'évaluer les stratégies alternatives de désherbage).

Nombre de BSV publiés en 2013 et en 2014 (chiffres au 12/09/2014)

	2013	2014
Grandes cultures	47	31
Arboriculture fruitière	24	20
Maraîchage, pomme de terre	28	22
Légumes de plein champ	25	15
Viticulture	22	21
Fraise-Framboise	20	16
Horticulture, Pépinières	12	8
Zones non agricoles	7	9
Noisettes	20	17
Tabac	12	11
TOTAL	217	170

SOUTENIR LA DYNAMIQUE SUR LA RÉDUCTION DES PESTICIDES EN ZNA

Priorité en Aquitaine : cibler sur les alternatives au désherbage chimique

Le développement des communes adhérentes aux chartes « zero herbi » et « zero phyto », ainsi que l'augmentation du

nombre de collectivités ayant rédigé ou mis en œuvre un plan de désherbage ou de gestion différenciée sont remarquables. L'objectif est de prioriser ces actions sur les zones de captage Grenelle ou de la conférence environnementale.

FORMER ET PROFESSIONNALISER

Démarré en 2009 en phase « expérimentale » le Certiphyto a été délivré à plus de 30 000 professionnels en Aquitaine, dont plus de 20 000 agriculteurs.

En 2014, une soixantaine d'organismes de formation sont habilités à délivrer les différents Certiphyto en Aquitaine. Sur l'ensemble des certificats délivrés, 5 % des Certiphyto sont obtenus par équivalence de diplôme, les 95 % restant passent par un organisme délivrant une formation ou plus marginalement par un test ou une formule mixte (formation et test).

Dans le cadre du renouvellement des habilitations à venir, un bilan de l'impact de ces formations sur les changements de pratiques des agriculteurs va être réalisé en Aquitaine. L'objectif est de capitaliser via ces formations les solutions et bonnes pratiques innovantes pour chacune des filières.

NOMBRE DE CERTIFICATS DÉLIVRÉS (Chiffres au 31/07/2014)

Décideur expl. Agricole : 20 425
Opérateur expl. Agricole : 2 620
Conseil : 948
Distributeurs professionnels : 610
Distributeurs grand public : 1 732
Décideur travaux & services : 1 727
Opérateur travaux & services : 1 163
Applicateur collectivités : 917
Applicateur opérationnel collectivités : 321
TOTAL certificats délivrés : 30 870



AUVERGNE





L'Auvergne est une **région d'élevage**, avec une dominance des orientations bovins viande et bovins lait. La production de fourrage occupe 82 % de la surface agricole utile régionale et est essentiellement représentée par des **surfaces toujours en herbe**. La problématique phytosanitaire y est donc réduite.

Les systèmes de **grandes cultures** sont principalement localisés dans la **plaine de la Limagne et le Val d'Allier**. L'enjeu y est important en termes de désherbants et de fongicides, et accentué par la présence de **filières sous contrat à forte valeur ajoutée** dont les exigences de qualité sont fortes (maïs semence, blés améliorants, baby-food, betterave). La grande diversité des contextes agro-pédo-climatiques et de pression sanitaire sur les cultures rend nécessaire une réflexion à l'échelle infra régionale. La plupart des exploitations de grandes cultures se situent dans la **plaine alluviale de l'Allier** qui constitue la principale ressource en eau de la région.

Malgré une faible proportion du territoire soumise à une pression réelle en produits phytosanitaires, les analyses de qualité de l'eau démontrent la **réalité de la contamination par les pesticides**. De plus, étant située en **tête de bassin hydrographique**, l'Auvergne doit assumer sa **responsabilité** en termes de contamination de la ressource en eau vis-à-vis des régions situées plus en aval (bassin Loire-Bretagne).

Enfin, **les zones urbanisées sont peu développées et surtout atomisées**, ce qui complexifie l'accompagnement dans une démarche de progrès.

GOVERNANCE

Dates de réunion des CROS

6 mai 2010

18 avril 2011

8 juin 2012

5 septembre 2013

5 décembre 2014

Nombre de groupes de travail

9

Structure du plan d'action régional

Le plan d'action régional 2014

a été validé dans sa version

actualisée en CROS

le 5 septembre 2013

Nb de fiches actions :

39

classées selon les axes
du plan national

ACTION PHARE

Protection des aires d'alimentation des captages prioritaires en eau potable : une action 21 bien engagée !

En Auvergne, **19 captages** ont été déclarés prioritaires vis-à-vis des pollutions diffuses d'origine agricole. 18 d'entre eux ont fait l'objet **d'études de délimitation de l'aire d'alimentation** afin de définir les zones de plus grande vulnérabilité où doivent s'appliquer prioritairement les actions de protection.

Début 2014, on compte **4 contrats territoriaux** (regroupant 16 captages) **signés** entre les gestionnaires des captages et l'Agence de l'Eau concernée. Pour deux d'entre eux (soit 11 captages), la chambre d'agriculture s'est portée co-maître d'ouvrage et assure les actions prévues du volet agricole.

8 des 19 captages présentent une préoccupation phytosanitaire mais **tous ont intégré un volet « pesticides » et des actions en zones non agricoles**, dont le pilotage est généralement confié à un animateur dédié avec l'appui d'autres structures (FREDON,...). Un comité de pilotage composé des acteurs concernés est mis en place pour chaque contrat ; il est chargé du suivi et de l'avancement du programme d'action.

Une évaluation de la mise en œuvre et de l'efficacité des actions sera réalisée au bout de 5 ans.

TESTER ET PROMOUVOIR LES BONNES PRATIQUES EN ZONES AGRICOLES

LES RÉSEAUX D'EXPLOITATIONS ET D'EXPÉRIMENTATION

La région compte **4 réseaux FERME** (2 « grandes cultures » et 2 « polyculture-élevage ») animés par les chambres d'agriculture. 4 exploitations de lycées agricoles sont impliquées dans ces réseaux, dont une, celle du lycée de Marmilhat (Puy-de-Dôme), participe également au **réseau national d'établissements pilotes sur le plan Ecophyto** (action 16), et a réalisé à ce titre en 2013 un **document 4 pages de valorisation** de ses actions techniques et pédagogiques.

Chaque réseau organise 2 journées de communication par an, à destination de l'ensemble des professionnels agricoles : **des démonstrations techniques de terrain** en relation avec un

levier mis en œuvre sur le réseau sont proposées ; les **témoignages** des agriculteurs engagés dans le dispositif DEPHY FERME enrichissent les échanges. En 2013, **8 journées** ont ainsi rassemblé une centaine de professionnels sur les thématiques des rotations, du désherbage raisonné en blé et maïs, des couverts végétaux et des associations de cultures.

Ces journées sont systématiquement relayées par la **presse régionale agricole**.

Une **plaquette régionale sur les réseaux** a été conçue par la DRAAF et la Chambre régionale d'agriculture.

ACTIONS D'INITIATIVE RÉGIONALE

Action 1

Journée régionale d'information « De nouvelles filières pour de nouvelles rotations »

Sur le territoire régional consacré aux grandes cultures, le levier de l'allongement et de la diversification des rotations est essentiel pour progresser vers les objectifs du plan Ecophyto. De telles modifications supposent la création de nouveaux débouchés et de nouvelles filières.

Afin d'alimenter la réflexion régionale, la DRAAF et la Chambre Régionale d'Agriculture d'Auvergne ont organisé conjointement, le 4 février 2014, une journée intitulée « **De nouvelles filières pour de nouvelles rotations** ».

120 participants ont pu apprécier les différentes interventions : INRA, Chambre régionale d'agriculture, groupe Limagrain, FRCIVAM, groupe Terrena et association Bleu Blanc Cœur.

Action 2

Lettre d'information sur le plan écophyto en Auvergne

Diffusée à **l'ensemble des acteurs et partenaires du plan en Auvergne** deux fois par an, on y retrouve **l'agenda des manifestations régionales**, le retour sur des **événements forts** de l'actualité régionale (journée thématique Ecophyto, plaquette régionale, vidéo ZNA ...).

Les principales actualités nationales Ecophyto et l'actualité réglementaire complètent la publication.

Cette lettre est téléchargeable sur le site de la DRAAF Auvergne.



SURVEILLER L'ÉTAT PHYTOSANITAIRE DES CULTURES

Le dispositif d'épidémiosurveillance végétale en Auvergne suit aujourd'hui **neuf filières**, couvrant ainsi les principaux besoins de la région.

182 observateurs, dont 64 agriculteurs, réalisent les observations et les piégeages, sur un réseau de **232 parcelles**, les données sont ensuite mutualisées pour permettre la rédaction de **125 BSV par an**.

Les BSV sont **mis à disposition sur les sites Internet** des partenaires (2200 connexions en 2013 pour le site de la DRAAF) ; des envois mail touchent 7 000 destinataires directs ; des encarts réguliers dans la presse agricole régionale complètent le dispositif de diffusion.

Deux **études** réalisées en 2012 et 2013 sur la **satisfaction et l'utilisation des BSV pour la rédaction des Bulletins techniques de conseil**, ont permis de tirer des enseignements utiles pour faire évoluer le dispositif. Depuis 2012, un **réseau national de suivi des effets non intentionnels des produits phytosanitaires sur l'environnement** a été mis en place (12 parcelles en Auvergne), à travers l'observation de quatre espèces indicatrices de biodiversité (flore, oiseaux, vers de terre

et coléoptères). La DRAAF exerce un contrôle de second niveau sur le dispositif.

Nombre de BSV publiés en 2013 et en 2014 (chiffres au 31/08/2014)		
	2013	2014
Grandes cultures	44	27
Arboriculture fruitière	/	/
Cultures légumières dont	29	29
- Pommes de terre	14	14
- lentilles	6	6
- Ail	9	9
Viticulture	15	14
Horticulture	8	4
Petits fruits	8	6
Prairies	9	3
Zones non agricoles	10	7

SOUTENIR LA DYNAMIQUE SUR LA RÉDUCTION DES PESTICIDES EN ZNA

Le groupe régional **Phyt'Eauvergne** propose des outils pour différentes catégories d'utilisateurs :

- **les collectivités** : la **Charte d'entretien des espaces publics** a été signée par **97 communes, représentant plus de 40% de la population auvergnate**. 34 d'entre elles sont labellisées ; l'accent est mis entre autres sur la sensibilisation des habitants à l'acceptation de la végétation spontanée. En complément, l'affichage volontaire d'un **panneau « Ensemble réduisons les pesticides »** a été proposé aux habitants des communes signataires.

- **les jardiniers amateurs** : la **charte « Jardiner en préservant**

sa santé et l'environnement » est signée par 41 jardineries.

Le panneau « Ensemble réduisons les pesticides » a également été décliné pour les particuliers clients de ces jardineries.

- **les gestionnaires d'établissements d'enseignement** ont été accompagnés pour une réduction de leur utilisation de produits phytosanitaires.

Des associations d'éducation à l'environnement ont réalisé un inventaire des ressources pédagogiques à destination de différents types de publics, ainsi que des animations dans une dizaine de jardineries signataires de la charte.

FORMER ET PROFESSIONNALISER

Les formations au Certiphyto sont proposées par **16 organismes de formation régionaux** habilités par la DRAAF Auvergne. **14 300 Certiphytos** ont été délivrés, dont **10 000** à des exploitants agricoles. Une grande majorité est obtenue après formation seule, les équivalences de diplôme restent très minoritaires.

Les Chambres départementales d'agriculture sont bien impliquées dans le dispositif depuis le début, elles ont délivré 6 450 Certiphytos (soit 72 % du total agricole).

Début 2013, les formations Certiphyto destinées aux **collectivités territoriales** se sont mises en place, on compte 1 700 formés à la fin août 2014. Ces formations montent en puissance de par l'échéance qui approche et le nombre d'agents qui restent à former. La communication sur le Certiphyto est largement relayée par la presse agricole régionale et par le Centre national de la fonction publique territoriale. Ces formations obligatoires sont complétées par les **actions de communication** liées au plan Ecophyto ; les thèmes abordés comportent notamment des

démonstrations de techniques alternatives pour les agriculteurs et les collectivités. Des **plaquettes** de communication régionale thématiques ont également été conçues dans ce sens.

CERTIFICATION (chiffres au 30/11/14)	
Nombre d'agriculteurs ayant obtenu leur Certiphyto :	10 218
Nombre de conseillers agricoles ayant obtenu leur Certiphyto :	453
Nombre de distributeurs ayant obtenu leur Certiphyto :	1 073
Nombre d'utilisateurs en zones non agricoles ayant obtenu leur Certiphyto :	1 705
Nombre d'applicateurs en prestation de service (zones agricoles et zones non agricoles) ayant obtenu leur Certiphyto :	863
Nombre total de Certiphyto délivrés : 14 312	



BOURGOGNE





En Bourgogne, de superficie 31 600 km² soit 6% du territoire métropolitain, la surface agricole utile occupe 58% du territoire, par ailleurs boisé à hauteur de 30%. Les prairies permanentes et temporaires occupent 46% de la SAU (480 000 vaches allaitantes, 2^e région française). Les productions céréalières et oléagineuses sont importantes : 3^e rang pour les orges et le colza (tête de rotation sur les plateaux), 6^e rang pour le blé tendre. Toutefois leurs rendements diffèrent notablement selon les zones géographiques. La viticulture, sur 30 290 ha (1% de la superficie régionale et 1,7% de la SAU), représente à elle seule le tiers de la valeur de la production agricole régionale. Aussi, la gestion de la problématique de réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires ne peut être abordée de façon homogène et avec la même progression. De plus la Bourgogne est partagée entre trois agences de l'eau (Loire-Bretagne, Seine-Normandie et Rhône-Méditerranée-Corse), ce qui augmente le nombre d'intervenants.

Pour autant, le plan régional Ecophyto fédère désormais de multiples acteurs, dont les origines sont variées : services de l'État, collectivités, associations, organisations professionnelles, et recherche. Si ces acteurs identifiés oeuvrent continuellement à la mise en place de nouvelles actions, de nombreux professionnels font évoluer leurs pratiques depuis des années, sans que cela soit connu. Dès 2013, la mise en avant des « expériences réussies » a été une priorité régionale.

GOVERNANCE

Dates de réunion des CROS

Le 16 avril 2014
(19/06/13 ; 30/01/12 ;
11/04/11 ; 26/01/10)*

Nombre de groupes de travail

6

Structure du plan d'action régional

Plan d'action régional validé

Actualisation du plan régional :

le 16 avril 2014

(actualisation annuelle)

Nb d'enjeux régionaux :

6

Nb de fiches actions :

15

ACTION PHARE

Mise en œuvre de la charte régionale « Jardiner en préservant sa santé et l'environnement » puis communication

L'action visait la mobilisation de jardineries en Bourgogne, autour de la signature d'une charte de promotion des techniques alternatives. La mise en œuvre de la charte a été effective en 2013.

Les jardineries ont mis en place un kit de communication dans leurs magasins, et apporté un conseil orienté vers les méthodes alternatives à l'utilisation des pesticides. Le comité de pilotage, qui s'est réuni en décembre dernier, a conclu sur une implication plutôt bonne des jardineries. Néanmoins, cette implication est perfectible, et en 2014, l'accompagnement des magasins déjà engagés sera une priorité.

La signature de la charte par le Conseil Général de Saône-et-Loire a fait l'objet d'une médiatisation supplémentaire. Elle a été couplée avec l'inauguration d'une exposition temporaire "histoires de jardins" au centre muséographique, le centre Eden à Cuisery



TESTER ET PROMOUVOIR LES BONNES PRATIQUES EN ZONES AGRICOLES

LES RÉSEAUX D'EXPLOITATIONS ET D'EXPÉRIMENTATION

Les **74 exploitations bourguignonnes du réseau FERME** multiplient les échanges avec les groupes d'autres régions, et elles ont profité de la semaine du développement durable pour ouvrir leurs portes aux agriculteurs et viticulteurs de Bourgogne.

Cette année, la chambre régionale d'agriculture a organisé une rencontre DEPHY FERME avec un groupe d'agriculteurs de l'Eure, le 9 décembre 2013 à l'attention des Ingénieurs Réseaux et des agriculteurs de Bourgogne pour :

- découvrir, échanger et comprendre les travaux et activités menés dans le cadre du groupe depuis 10 ans, en fonction des

projets des agriculteurs et en mobilisant différentes ressources ;

- identifier des pistes d'action, idées et propositions pour les groupes de Bourgogne, pour des productions utiles et valorisations possibles.

Enfin, les **réseaux d'expérimentation EXPE** poursuivent leurs travaux et rendent compte de leurs résultats en termes de réduction d'utilisation des pesticides, lors des comités de pilotage réunissant des représentants de la recherche, du développement, des coopératives et des lycées agricoles, jouant ainsi le rôle de relais vers les professionnels agricoles.

2013				
	Nb de groupes	Nb de démonstrations	Nb de participants	Dont agriculteurs (%)
DEPHY FERME	7 en 2013	14	311	73

ACTIONS D'INITIATIVE RÉGIONALE

Action 1

Deux journées régionales de sensibilisation aux méthodes alternatives à destination des horticulteurs

Cette action a informé 26 producteurs bourguignons sur les ravageurs, maladies et auxiliaires spécifiques à l'horticulture. Elle a permis de présenter notamment l'intérêt des auxiliaires (diffusion de 4 fiches techniques auxiliaires et maladies/ravageurs), des champignons antagonistes des maladies fréquentes, et des stimulateurs de défenses naturelles. La réglementation sur les certificats individuels et la certification des distributeurs de produits phytosanitaires, et la BSV « horticulture » de Bourgogne, ont été mis en avant.

Action 2

Deux journées d'échange dans le cadre du réseau captage du PRSE (Alterre Bourgogne)

L'objectif de ce réseau est de favoriser le « passage à l'action » pour la protection de captages par **l'échange d'expériences** entre acteurs et des **apports techniques ou réglementaires**. En 2013, deux journées d'échanges de savoir-faire ont été organisées : en Côte-d'Or, à destination des animateurs, intitulée « Organiser la concertation et le dialogue territorial : analyse de pratiques » (28 participants) et dans l'Yonne, sur le thème « La protection de captages face aux pollutions diffuses. Le rôle de l'élu local : comment assurer au mieux la maîtrise d'ouvrage du projet ? » (100 participants).

SURVEILLER L'ÉTAT PHYTOSANITAIRE DES CULTURES

À ce jour, le **réseau de Surveillance Biologique du Territoire** peut-être considéré comme totalement déployé (toutes les filières principales sont suivies).

Dans le cadre du réseau de suivi des effets non intentionnels,

30 fiches de synthèse régionales sont réalisées annuellement pour satisfaire le vif intérêt des techniciens et agriculteurs ayant participé aux observations.

Nombre de partenaires		Nombre de filières suivies		Nombre d'observateurs		Nombre d'abonnés (+ consultation site internet CRAB + BIVB + FREDON)		Nombre d'observateurs ENI - biodiversité
2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2013
37*	41	11	11	162	131	9375**	5110**	8 organismes 11 observateurs

* regroupement de structures entre 2011 et 2012

** chiffres sous estimés car ne comptabilisant que des consultations directes

Nombre de BSV publiés en 2012, 2013 et 2014 (chiffres au 31/07/2014) Nombre de BSV

	Nombre de BSV			Nombre de parcelles observées		
	2012	2013	2014	2012	2013	2014
Grandes cultures	39	68	23	259	186	186
Arboriculture fruitière (cassis)	9	10	7	21	21	21
Cultures légumières	9	9	6	19	21	21
Viticulture	19	19	18	306	228	9
Horticulture	16	18	10	92	82	82
Zones non agricoles	9	9	9	9	9	9
Horticulture	16	13	9	13	19	19
Prairies	3	2	1	88	88	88
Betteraves (dans grandes cultures)	/	/	5	/	/	5 (dans l'Yonne)
Autres						

SOUTENIR LA DYNAMIQUE SUR LA RÉDUCTION DES PESTICIDES EN ZNA

Diagnostic de 30 communes dans le cadre du projet porté par le conseil régional « Zéro pesticides dans nos villes et villages »

Les 30 dernières communes ayant adhéré à la charte doivent désormais mettre en place un plan de désherbage.

Diffusion d'une plaquette de communication sur la réglementation en ZNA

Cette plaquette, réalisée par la FREDON Picardie, a été régionalisée par la FREDON Bourgogne et diffusée par la DRAAF par courrier à l'ensemble des 2100 communes de Bourgogne.

6 journées de communication et de démonstration sur les méthodes alternatives à destination des collectivités et des professionnels du paysage en ZNA en 2013

- 1 journée locale à destination des collectivités, organisée par l'EPTB Saône-Doubs,

- 1 journée régionale FREDON à destination des collectivités, en particulier sur les enjeux réglementaires autour de l'utilisation des pesticides et les pistes techniques et stratégiques disponibles. 120 personnes étaient présentes à cette journée.

- 4 journées départementales à destination des paysagistes et des collectivités, organisées par Natura'lis, et dont l'objectif était d'informer sur les méthodes alternatives et la réglementation. Près de 350 personnes ont assisté à ces journées.

FORMER ET PROFESSIONNALISER

Dispositif de « certification individuelle »

L'échéance du 1^{er} octobre 2013 pour l'obtention de l'agrément des entreprises de distribution, application et conseil à l'utilisation des produits phytosanitaires a engendré un nombre croissant de demandes de Certiphyto sur 2013.

Une conférence-débat Université pour Tous : « Du bon usage des produits phytopharmaceutiques dans le contexte du plan Ecophyto » pour le grand public a été organisée pour :

- informer sur le contexte actuel de l'utilisation des pesticides en France (socio-économique, environnemental et sanitaire) ;
- faire connaître les règles simples de manipulation assurant

la sécurité des utilisateurs tout en respectant l'environnement. Cette manifestation, organisée par l'Université de Bourgogne a réuni environ 2000 étudiants, et de nombreux particuliers.

Des réunions d'accompagnement des collectivités dans le dispositif Certiphyto ont été organisées par le CNFPT de Bourgogne pour présenter aux agents des collectivités et aux élus le plan Ecophyto, la réglementation, et les démarches à suivre dans le cadre de la réforme de la certification individuelle pour les collectivités.

Ainsi, au total, près de 500 personnes ont été sensibilisées.

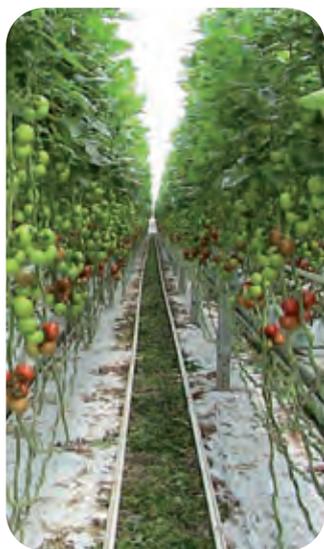
CERTIFICATION (chiffres au 31/07/14)

	2011	2012	2013	Total
Nombre de Certiphyto délivrés pour le secteur agricole	3 359	1 368	3 381	8 108
Nombre de conseillers agricoles ayant obtenu leur Certiphyto	31	135	262	428
Nombre de distributeurs ayant obtenu leur Certiphyto	78	195	1 018	1 291
Nombre d'utilisateurs en zones non agricoles ayant obtenu leur Certiphyto	81	0	?	
Nombre d'utilisateurs en prestation de service (zones agricole et zones non agricoles) ayant obtenu leur Certiphyto	8	94	872	974
Nombre de Certiphyto délivrés en collectivités territoriales	0	0	291	291
Nombre total de Certiphyto délivrés	3 557	1 792	5 824	11 092



BRETAGNE





L'agriculture bretonne repose sur l'intensification des productions animales et fourragères avec comme principales orientations le lait, le porc et la volaille. Acteur incontournable dans les filières animales avec le quart de la production nationale, la Bretagne est aussi très spécialisée dans la production légumière destinée au marché frais ou à celui de la transformation qui représente également le quart de la production française.

Avec 34 450 exploitations agricoles, la Bretagne est la première région française pour les productions animales, 7 exploitations sur 10 ayant une activité spécialisée dans l'élevage. Quant aux grandes cultures, avec près d'un million d'hectares de céréales et maïs, et les prairies avec plus de 700 000 ha, elles ont pour principale vocation la nutrition animale. Avec ses 50 000 ha de cultures légumières, la région produit notamment plus de 80 % du tonnage français de choux-fleurs, artichauts et échalotes. Les autres cultures concernant les épinards, haricots, petit pois et tomates. La Bretagne est également la première région exportatrice de plants de pomme de terre. En revanche, les productions de fruits (hors fraise et pomme à cidre) sont marginales.

Dans ce contexte de production intensive, la Bretagne fait face à des problèmes de pollution et de contamination nécessitant des opérations de reconquête de la qualité de l'eau. Aussi, depuis plus de vingt ans, la profession agricole et les collectivités territoriales sont engagées dans des actions réglementaires et incitatives dont certaines ont été poursuivies et amplifiées dans la déclinaison régionale du plan Ecophyto.

GOVERNANCE

Dates de réunion des CROS

10 mai 2010
14 novembre 2012
3 juillet 2014

Nombre de groupes de travail

2 comités régionaux :
CRSBT et CROSOP

10 commissions thématiques :
surveillance biologique
pour **6** filières, indicateurs,
agronomie, zones non agricoles,
formation

2 groupes de travail spécifiques :
communication, santé et sécurité

Structure du plan d'action régional

Plan d'action régional validé

le 11 mai 2010

Nombre de fiches actions :
32

Enjeux régionaux :
qualité de l'eau, zéro phyto
dans les collectivités, jardineries
et amateurs, santé
et sécurisation des utilisateurs

ACTION PHARE

L'observatoire des ventes mis en place en Bretagne en 2010 a permis de connaître les ventes à différentes échelles territoriales (région, département, SAGE...). Ainsi, les données 2008-2009 et 2010 ont été rendues disponibles pour les structures de bassin versant (BV) et les Commissions locales de l'eau (CLE) dans un objectif d'amélioration de la qualité de l'eau.

Rapidement, la CLE du SAGE Vilaine (1/3 du territoire breton), appuyée techniquement par la Chambre régionale d'agriculture, a élaboré une méthodologie pour valoriser ces données :

à partir de l'outil SIRIS-pesticides : pointage des substances actives les plus aptes à transférer, confrontation avec les résultats du suivi de la qualité de l'eau pour identifier les situations et pratiques agricoles à risque sur le territoire.

Une plaquette d'information a été adressée à l'ensemble des distributeurs bretons et la méthodologie a fait l'objet d'une large diffusion auprès de tous les BV à commencer par les structures du SAGE Vilaine qui se sont retrouvées durant une journée. Puis, des comités locaux se sont réunis pour valoriser les données de cet observatoire à leur échelle.

Ces travaux se poursuivront avec les valeurs 2011 et 2012.

TESTER ET PROMOUVOIR LES BONNES PRATIQUES EN ZONES AGRICOLES

LES RÉSEAUX D'EXPLOITATIONS ET D'EXPÉRIMENTATION

Parce qu'il relève à la fois de la recherche, du développement et de la formation, le **dispositif DEPHY apparaît comme une plateforme incontournable**. En Bretagne, ce sont près de 130 agriculteurs qui s'engagent et 9 projets expérimentaux qui permettent de tester de nouvelles solutions. Les réseaux et les projets qui ont été mis en place sont représentatifs de l'ensemble des systèmes de production et territoires bretons (polyculture-élevage pour la plupart), et sont complémentaires les uns des autres. Les premiers résultats sont là : en 2013, une réduction moyenne de 20% de l'IFT pour les fermes engagées en 2010 et 2011 a été observée.

Outre la valorisation des références issues du dispositif, des travaux sont en cours pour maintenir la dynamique, en renforçant notamment le lien entre les volets FERME et EXPE (réunions, organisation conjointe d'un colloque, rédaction d'une brochure commune) et avec les lycées et centres de formation (9 centres de formation ou lycées agricoles engagés dans DEPHY en Bretagne).



ACTIONS D'INITIATIVE RÉGIONALE

Des témoignages sur DEPHY

Parallèlement à de multiples actions de communication sur les avancées du dispositif DEPHY en Bretagne, 80 personnes ont assisté en novembre 2014 à un colloque «témoignages» d'agriculteurs FERME et de chefs de projets EXPE. À cette occasion, une brochure de présentation des 12 réseaux de FERME et 9 projets EXPE en place en Bretagne a été diffusée.

Trois vidéos «témoignages» d'agriculteurs DEPHY ont également été réalisées. Dans ces films courts, six exploitants DEPHY témoignent de leurs pratiques, des leviers qu'ils ont mobilisés pour réduire leur utilisation de produits phytosanitaires et des changements que cela a provoqué au quotidien.

Ces actions de communication ont été menées en concertation avec l'ensemble des partenaires du dispositif DEPHY en Bretagne.

Des échanges sur les ventes

Agriculteurs, techniciens de bassins versants et conseillers des coopératives et négoce du SAGE Vilaine ont eu l'occasion d'échanger début 2014, sur les premières données issues de l'observatoire des ventes de produits phytosanitaires (données 2008-2010). Le partage de ces informations se fait dans un objectif de travail en commun sur les pratiques visant l'amélioration de la qualité de l'eau.

SURVEILLER L'ÉTAT PHYTOSANITAIRE DES CULTURES

Les 6 éditions des Bulletins de Santé du Végétal (BSV) ont été complétées en grandes cultures par un BSV lin oléagineux inter-régional et un suivi sanitaire sur tomates sous serres qui donne lieu à deux bilans sanitaires. Au total, ce sont 145 BSV qui ont été publiés en 2013 en Bretagne.

En légumes et grandes cultures, une réflexion a été menée pour améliorer la présentation : tableaux de synthèse, affichage des niveaux de risque avec des couleurs, etc. Par ailleurs, les suivis et informations sur les maladies en légumes industrie ont été plus systématiques. Au final, l'audience, analysée par le nombre de connexions sur les sites et les abonnements a progressé de 50% en moyenne.

Cette dernière campagne a aussi vu la tenue d'une journée technique pour les observateurs et techniciens grandes cultures avec des interventions qui ont permis d'apporter des informations précises sur les sujets d'actualité les plus marquants.

Enfin, l'ensemble des protocoles effets non intentionnels (ENI), que ce soit pour la biovigilance ou l'analyse des résistances, sont maintenant déployés.

Nombre de BSV publiés en 2013 et en 2014 (chiffres au 15/09/2014)		
	2013	2014
Grandes cultures	37	22
Arboriculture fruits transformés	22	21
Cultures légumières : légumes frais	22	17
Cultures légumières : légumes industrie	16	11
Pommes de terre	17	17
Ornement - Zones non agricoles	15	10
Autres : édition inter-région lin	16	14

SOUTENIR LA DYNAMIQUE SUR LA RÉDUCTION DES PESTICIDES EN ZNA

La région Bretagne connaît une très forte dynamique d'accompagnement à la réduction des produits phytosanitaires, pour les collectivités comme pour les jardiniers amateurs. Depuis 2007, des actions phares sont déployées telles que les chartes de désherbage communal, avec leur objectif zéro phyto et les chartes « jardiner au naturel, ça coule de source ». Des nouveaux outils viennent consolider ces actions avec, en particulier et pour la deuxième année, un prix spécial « Villes et Villages Fleuris Zéro Phyto », venu récompenser 2

communes, pour leurs efforts d'embellissement sans produit phytosanitaire. En complément, la commune de Locmariaquer a ouvert ses portes aux autres collectivités, pour une journée d'échanges sur les pratiques à zéro phyto.

Enfin, une journée spéciale réservée à l'entretien des terrains de football a rencontré un franc succès avec plus de 120 participants de collectivités bretonnes, à la recherche de solutions techniques pour la réduction de l'usage de produits sur les terrains de sport.



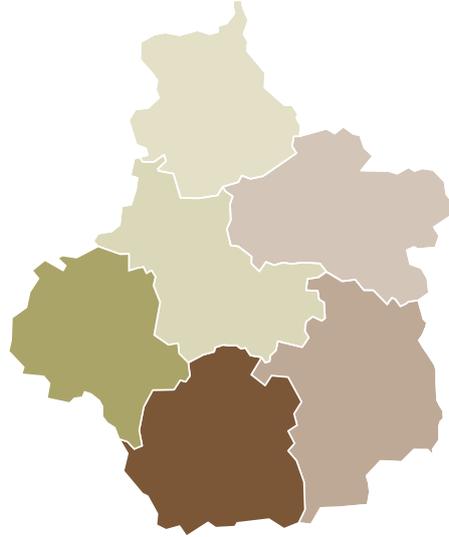
FORMER ET PROFESSIONNALISER

Les formations se poursuivent à un rythme soutenu, notamment celles qui concernent les utilisateurs en propre. Pour les agents des collectivités territoriales, cela a vraiment démarré en 2014 et, avec près de 1 200 Certiphytos, on est en moyenne à une personne formée par commune. Pour les exploitations agricoles, on atteint maintenant près de 21 000 décideurs et opérateurs formés. Afin de satisfaire aux besoins, évalués à au moins 26 000 Certiphytos, il convient donc que ce rythme perdure encore une année.

L'essentiel des formations des distributeurs, applicateurs en prestation et conseillers a été organisé jusqu'à fin 2013. L'année 2014 a vu surtout la délivrance de la certification et de l'agrément de ces entreprises : près de 400 ont été concernées. Si la grande majorité des distributeurs professionnels est maintenant agréée, il reste encore des distributeurs grand public et surtout des applicateurs, paysagistes ou entreprises de travaux agricoles, en cours de démarche.

CERTIFICATION (chiffres au 15/09/14)

	2011	2012	2013	2014	Total
Nombre d'agriculteurs ayant obtenu leur Certiphyto	10 642	2 290	3 965	4 048	20 945
Nombre de conseillers agricoles	17	85	575	173	850
Nombre de distributeurs ayant obtenu leur Certiphyto	107	276	2 291	689	3 363
Nombre d'utilisateurs en zones non agricoles			265	865	1 130
Nombre d'applicateurs en prestation de service (zones agricole et zones non agricoles)	224	273	1 487	823	2 807
Nombre total de Certiphyto délivrés	10 990	2 924	8 583	6 598	29 095



CENTRE





Fort de plus de 2,3 millions d'hectares de SAU, le Centre est la première région agricole de France par la surface. Les productions sont majoritairement tournées vers les grandes cultures, la polyculture-élevage et la viticulture. L'arboriculture fruitière et l'horticulture occupent également une place importante sur le Val de Loire.

En zone non agricole, en dehors des voiries et terrains de sport communaux, de nombreux domaines sont entretenus le long des cours d'eau régionaux. Même si dans quelques communes des initiatives émergent pour limiter le désherbage chimique, la majorité des espaces non agricoles sont entretenus au moyen d'herbicides généralistes.

Les molécules les plus retrouvées dans l'environnement (eau et air) sont donc les herbicides de culture et les herbicides généralistes. La présence des produits phytosanitaires dans les différents compartiments de l'environnement est un enjeu pour la région, qui compte environ 50 captages Grenelle.

En 2013 est parue une note de suivi régionale sur la période 2008-2012, donnant quelques éléments clefs sur l'utilisation régionale des produits phytosanitaires.

GOVERNANCE

Dates de réunion des CROS

27 novembre 2009
22 novembre 2010
17 novembre 2011
12 décembre 2012
28 janvier 2014

Nombre de groupes de travail

4

Structure du plan d'action régional

Plan d'action régional validé

44 fiches actions
7 thèmes régionaux

ACTION PHARE

Au cours de l'année 2013, et avec l'appui de l'ensemble des partenaires du plan régional EcoPhyto, la DRAAF Centre a élaboré une note de suivi régionale portant sur la période 2008-2013. Ne disposant pas de NODU régional permettant d'estimer la quantité de produits phytosanitaires vendus, la DRAAF a fait le choix de présenter les valeurs d'une batterie d'indicateurs. Ainsi, des chiffres sur la pression climatique et phytosanitaire, le cours des productions, les indices RICA et IPAMPA, les priorités dans les règles de décision des agriculteurs, les données de présence des substances actives dans l'environnement, ont été publiés en accompagnement de l'ensemble des indicateurs de mise en œuvre du plan EcoPhyto.

Cette note de suivi, disponible sur le site de la DRAAF Centre, est un outil synthétique et facile à diffuser pour donner une approche de la question de phytosanitaires en région Centre.



TESTER ET PROMOUVOIR LES BONNES PRATIQUES EN ZONES AGRICOLES

LES RÉSEAUX D'EXPLOITATIONS ET D'EXPÉRIMENTATION

9 réseaux FERME sont en place en région Centre; ils représentent l'ensemble des filières agricoles de la région. Un dixième réseau, d'arboriculture, a également été créé à cheval sur les régions Centre, Pays de Loire et Poitou-Charentes.

Ces réseaux ont montré en 2013, en particulier au travers de l'opération « DEPHY portes ouvertes », une réelle dynamique de sensibilisation des agriculteurs sur les problématiques phytosanitaires : des visites d'exploitation, des témoignages sur les techniques culturales et le matériel utilisé, des articles de presse contribuent au rayonnement du dispositif et développent son impact sur le terrain.

Dans la majorité de ces réseaux, des lycées agricoles ont engagé une partie de leur exploitation. Cela permet de renforcer les liens entre les plates-formes de démonstration et la valorisation pédagogique des avancées techniques.

La DRAAF et ses partenaires, en particulier la Chambre régionale d'agriculture et les ingénieurs territoriaux DEPHY, ont travaillé en 2013 à multiplier les transferts de connaissances entre ces différents dispositifs, grâce aux ingénieurs territoriaux.

ACTIONS D'INITIATIVE RÉGIONALE

Une journée sur la protection biologique intégrée

En octobre 2013, le Comité de développement horticole de la région Centre a organisé une journée de communication et de sensibilisation des professionnels autour de la protection biologique intégrée. Cette journée a été financée au moyen de l'appel annuel à projets de communication publié par la DRAAF et la DREAL. Des initiatives innovantes ont été promues, ainsi que des techniques testées dans le cadre du projet EXPE porté par le site. Un questionnaire de satisfaction ayant été diffusé et fait état de retours très majoritairement positifs, l'expérience a été renouvelée en 2014 à destination des amateurs.

Une communication par courrier pour les collectivités

Deux documents clefs ont été élaborés en zone non agricole :

- un flyer présentant le plan régional Ecophyto, dépliant très utile pour donner une information synthétique et pragmatique lors de salons ou de festivals ;
- et une plaquette sur la gestion préventive des plantes invasives. Ces deux documents ont été envoyés par courrier à l'ensemble des 1840 communes de la région, accompagnées d'une lettre présentant le plan Ecophyto et ses pilotes dans le Centre.

SURVEILLER L'ÉTAT PHYTOSANITAIRE DES CULTURES

Les enquêtes pratiques culturales menées en 2011 en région Centre montrent que l'observation de la parcelle est le raisonnement prioritaire de 48% des exploitants pour les traitements herbicides, et 38% pour les autres traitements. Le BSV est le raisonnement prioritaire pour 4% des exploitants sur les traitements fongicides et insecticides, contre 21% des exploitants qui se fondent avant tout sur le conseil de structures extérieures. Cela montre que le BSV, avec lequel les bulletins de préconisation doivent s'articuler dans le cadre du nouvel agrément, sensibilise les exploitants à l'utilité d'observer les parcelles.

D'autre part, la Chambre régionale d'agriculture a développé en 2013 un outil d'envoi automatique des BSV par une plateforme Internet. Ce développement permettra de dépasser les limites d'envoi autorisées par mail et d'augmenter considéra-

blement le nombre de destinataires directs du BSV ainsi que des notes nationales relatives aux méthodes alternatives.

Nombre de BSV publiés en 2013 et en 2014 (chiffres au 14/08/2014)

	2013	2014
Grandes cultures	124	105
Arboriculture fruitière	31	19
Cultures légumières	22	17
Viticulture	17	17
Horticulture	16	11
Zones non agricoles	8	6
Autres	/	/

SOUTENIR LA DYNAMIQUE SUR LA RÉDUCTION DES PESTICIDES EN ZNA

La déclinaison du plan Ecophyto en ZNA est pilotée en région Centre par l'association Nature Centre. Les professionnels des espaces verts et communaux sont très engagés dans la réduction des produits phytosanitaires : en 2014 a été célébrée l'inscription de la 100^e commune régionale dans la charte « Objectif zéro pesticide ». Une centaine de communes ont par ailleurs établi un plan de désherbage communal.

Parallèlement, des opérations de communication sur le plan Ecophyto ont été menées aux assises régionales du fleurissement (vers les communes), et aux jardins de Villandry (vers le grand public). Un guide de bonnes pratiques

phytosanitaires pour l'entretien des espaces verts et voiries a été élaboré par la FREDON Centre et connaît un grand succès auprès des collectivités.

Enfin, un travail a été entamé avec les gestionnaires des voies de communication (voies navigables, autoroutes, routes départementales, chemin de fer) pour favoriser les échanges de pratiques entre les structures qui en ont la charge et qui mettent en place des actions de réduction d'usage des produits phytosanitaires. Un référentiel des bonnes pratiques a ainsi été publié pour faire connaître leurs initiatives.

FORMER ET PROFESSIONNALISER

Les organismes de la région Centre se sont positionnés dès la phase test du Certiphyto comme centres de formation des utilisateurs professionnels de produits phytosanitaires. L'enjeu a été bien compris localement, et la profession agricole s'est mobilisée pour accompagner les 25 000 exploitants dans la démarche de certification. Le dispositif de certification individuelle et d'agrément des entreprises est approuvé par la profession agricole de la région, même s'il induit des contraintes réglementaires.

Une cinquantaine d'organismes de formation sont habilités en région Centre, et couvrent l'ensemble des catégories de certificat individuel.

La mise en place du dispositif dans un calendrier contraint provoquant chez les professionnels concernés un nombre important d'interrogations, la DRAAF a organisé une réunion technique régionale, avec l'appui de la DGAL, pour exposer le dispositif et répondre aux questions des professionnels. Des demi-journées d'information en partenariat avec le Centre

national de la fonction publique territoriale ont également eu lieu à l'été 2013 dans chaque département, permettant de sensibiliser au niveau régional environ 350 communes au Certiphyto et aux bonnes pratiques.

CERTIFICATION (chiffres au 15/09/14)

Nombre d'agriculteurs ayant obtenu leur Certiphyto : 17 565
Nombre de conseillers agricoles ayant obtenu leur Certiphyto : 1 015
Nombre de distributeurs ayant obtenu leur Certiphyto : 2 349
Nombre d'utilisateurs en zones non agricoles ayant obtenu leur Certiphyto : 1 664
Nombre d'applicateurs en prestation de service (zones agricoles et zones non agricoles) ayant obtenu leur Certiphyto : 2 578
Nombre total de Certiphyto délivrés : 25 171



CHAMPAGNE- ARDENNE





Le territoire agricole de la Champagne-Ardenne s'étend sur 1,5 million d'hectares de SAU, soit 60% de la superficie régionale, réparti sur 4 départements. La région compte 24 587 exploitations en 2010 (5% du niveau national) et 50 067 personnes actives sur une exploitation agricole. Le secteur agricole constitue une composante forte de l'économie régionale; près de 10% de la valeur ajoutée brute régionale provient de l'agriculture et de la sylviculture. La région se place parmi les premières régions en termes de production et de surface pour les céréales, le colza, la betterave industrielle. Avec près de 50 000 ha, la Champagne-Ardenne est la première région productrice de luzerne déshydratée.

La superficie en vigne AOC Champagne s'élève à un peu plus de 31 765 ha. Avec ses 2% de la SAU, la part de cette production représente 53% dans la valeur de la production régionale.

L'agriculture régionale est diversifiée, s'appuie sur des filières fortes, portées par des acteurs agro-industriels qui rayonnent à l'échelle nationale, européenne et mondiale, et sur plusieurs AOC (Champagne, Langres, Chaource...), elle est compétitive, techniquement très performante et créatrice de valeur ajoutée pour le territoire. Cependant, cette agriculture s'est aussi développée au prix d'une certaine dépendance aux intrants (notamment engrais et produits phytosanitaires). Réduire cette dépendance de l'agriculture vis-à-vis de l'utilisation des produits phytopharmaceutiques constitue donc un enjeu important pour l'ensemble des acteurs engagés dans la mise en œuvre du plan Ecophyto.

GOVERNANCE

Dates de réunion des CROS

3/02/2012

Structure du plan d'action régional

Plan d'action régional validé en 2010

Actualisation du plan régional : en cours

Nb d'enjeux régionaux :

4

ACTION PHARE

Journée technique en viticulture

Le 30 juillet 2014, deux réseaux « FERME DEPHY viticoles », se sont retrouvés sur l'exploitation « Champagne Bérèche & Fils » pour échanger et mettre en commun leurs expériences. Bien que les modes de cultures soient sensiblement différents (pour l'un, la pratique de la viticulture biologique est dominante), ces deux réseaux ont des perspectives communes : atteindre les objectifs du plan.

Trois points principaux ont fait l'objet d'échanges : les essais d'effeuillage précoce qui permettent de réduire voire d'arrêter les traitements anti-botrytis et de limiter le développement de l'oïdium ; l'enregistrement de la pluviométrie en fonction des secteurs du vignoble pour pouvoir progresser vers une approche plus parcellaire des traitements. L'idée est que les données météo de chacun peuvent profiter à tous ; des applications sur smartphone existent déjà. L'entretien du sol est également un sujet partagé.

Sur ces différents points, la technologie et le matériel sont cruciaux pour progresser, ces sujets seront inévitablement abordés lors des prochaines rencontres entre ces deux réseaux.



TESTER ET PROMOUVOIR LES BONNES PRATIQUES EN ZONES AGRICOLES

LES RÉSEAUX D'EXPLOITATIONS ET D'EXPÉRIMENTATION

Dans le sud de la Haute-Marne, les contraintes pédologiques et climatiques font la part belle à la rotation colza-blé-orge fortement dépendante des phytos. L'arrivée de DEPHY est ainsi une opportunité pour les agriculteurs volontaires pour faire évoluer leurs systèmes de culture. Après deux années d'existence, le réseau animé par la coopérative EMC2 retient plusieurs points clés pour arriver à diminuer l'utilisation des phytos : intégration de cultures de printemps dans la rotation (orge de printemps, maïs, tournesol) pour perturber le cycle des adventices ; retour au travail du sol pour réduire l'utilisation du glyphosate ; retardement des dates de semis afin d'éviter des

ravageurs d'automne (cicadelles, pucerons) ; utilisation de variétés résistantes ou tolérantes aux maladies, maîtrise des outils d'aide à la décision.

Un exploitant témoigne « *produire plus et mieux, c'est davantage de surveillance, des raisonnements réalisés à la parcelle, l'introduction de nouvelles cultures et l'utilisation de techniques alternatives comme les plantes compagnes. Mon objectif en m'engageant dans DEPHY : trouver le meilleur compromis entre productivité et protection de l'environnement* ».

ACTIONS D'INITIATIVE RÉGIONALE

Journée de sensibilisation des élèves des lycées agricoles et viticoles

Une journée de présentation des différentes actions du plan Ecophyto a été organisée au lycée agricole de Saint Pouange (10) le 28 novembre 2013. Au travers de témoignages, différents acteurs ont pu exposer les points forts de la déclinaison du plan en région .

Les pauses ont permis de découvrir trois ateliers sur l'agrément des entreprises et le certiphyto, les auxiliaires pour protéger les plantes et la reconnaissance d'insectes ravageurs des cultures.

Cette journée a été renouvelée début 2014 sur deux autres lycées, à Somme-Vesle et à Avize. À Somme-Vesle, les étudiants ont présenté les outils et techniques de désherbage alternatif mis en place sur l'exploitation du lycée et le Bulletin de la Ferme de Somme-Vesle (BFSV). Mis en place à la rentrée 2013, ce bulletin relate l'état phytosanitaire des cultures, formule des préconisations et informe sur les travaux réalisés et à venir sur l'exploitation du lycée.

Sur Avize, une partie de la journée s'est déroulée en extérieur. Par rapport aux standards champenois, les élèves ont pu mettre du concret sur les innovations conduites dans le vignoble de l'exploitation.



SURVEILLER L'ÉTAT PHYTOSANITAIRE DES CULTURES

En Champagne-Ardenne, le réseau de surveillance biologique du territoire est en place, sous l'impulsion de la chambre régionale d'agriculture depuis début 2009 grâce à la forte implication de l'ensemble des partenaires et à la volonté de travailler ensemble sur le sujet.

En 2014, des formations ont été proposées, en particulier sur la reconnaissance des pontes de bruches de féverole. Deux sessions « terrain » sur la reconnaissance des auxiliaires des cultures ont permis de donner des clés et outils d'identification simples, permettant aux observateurs du réseau de mieux appréhender la problématique des auxiliaires des cultures. À cette occasion, le guide « Pesticides et auxiliaires » publié par l'Astredhor a été fourni aux stagiaires.

En ce qui concerne le BSV, le nombre de connexions observé sur les sites Internet de la DRAAF et de la Chambre régionale d'agriculture progresse chaque année depuis l'initiation du dis-

positif. Il est passé de 9 092 sur l'année en 2010 à 21 458 connexions cumulées sur l'année en 2013, soit une augmentation de 236 % en 3 ans. Le BSV étant à ce jour repris par l'ensemble de la prescription, on estime qu'il est lu par la majorité des agriculteurs de la région.

Nombre de BSV publiés en 2013 et en 2014 (chiffres au 30/08/2014)

	2013	2014
Grandes cultures	40	30
Viticulture	17	19
Zones non agricoles	16	12
Autres	6	3

SOUTENIR LA DYNAMIQUE SUR LA RÉDUCTION DES PESTICIDES EN ZNA

Tous les ans, la FREDON Champagne-Ardenne organise, sur deux départements de la région, des demi-journées de démonstration de techniques alternatives aux traitements chimiques.

Ces matinées s'adressent aux collectivités, mais aussi à tous les autres gestionnaires d'espaces publics ou privés (gestionnaires des sites militaires, paysagistes, etc.) de ces départements. Elles ont pour rôle de sensibiliser les participants aux risques encourus par l'utilisation de produits phytosanitaires et de présenter les différentes méthodes de substitution.

Elles s'organisent en deux temps, une partie théorique qui permet l'introduction aux nouveaux modes de gestion des espaces publics, les retours d'expériences de collectivités ayant déjà adopté des méthodes alternatives, une présentation des aides des Agences de l'Eau. La deuxième partie est orientée démonstration avec une présentation sur le terrain de matériels et matériaux permettant la réduction voire la suppression de l'utilisation des pesticides.

En 2013, la quatrième édition s'est déroulée les 9 et 10 octobre, à Val-de-Meuse en Haute-Marne et à Courteranges dans l'Aube.

FORMER ET PROFESSIONNALISER

20 200 est le nombre de certificats individuels professionnels délivrés en mai 2014.

En extrapolant les données du recensement général agricole de 2010, ce chiffre permet d'estimer qu'à cette date, environ 50% des besoins étaient satisfaits (hypothèse la plus « critique »). Ce résultat encourageant est dû au travail des 18 centres habilités de la région. Cependant le taux de 100 % ne devrait pas être atteint malgré le report de la date butoir.

Commandée par VIVEA (fonds d'assurance formation des exploitants agricoles), une enquête BVA portant sur les formations 2012, révèle que les stagiaires sont très satisfaits de la formation. Les impacts positifs de la formation sont importants notamment dans la connaissance des outils d'aide à la décision et du bulletin de santé du végétal mais surtout par rapport au risque santé de l'utilisateur et de l'environnement. Deux stagiaires sur trois souhaitent donner une suite au stage. Les thématiques préférentielles sont l'accès aux résultats de

la recherche et des travaux de l'INRA, des visites de terrain, les échanges de pratiques et d'expériences, la visite de fermes du réseau DEPHY.

CERTIFICATION (Chiffres au 07/07/2014)

Décideur exploitation Agricole : 15 027
Opérateur exploitation Agricole : 1 587
Décideur travaux & services : 1 612
Opérateur travaux & services : 1 228
Distributeurs professionnels : 532
Distributeurs grand public : 760
Applicateur collectivités territoriales : 49
Applicateur opérationnel collectivités territoriales : 334
Conseil : 653
TOTAL certificats délivrés : 22 183



CORSE





Troisième plus grande île de la Méditerranée, la Corse est un territoire particulièrement marqué par son relief, se répercutant de fait sur son agriculture, qui dispose seulement de 11% de terres cultivables (168 000 ha de SAU). La production agricole insulaire est résolument tournée vers la qualité, comme en attestent les nombreux signes de qualité obtenus dans l'île.

La viticulture est la première culture sur l'île (plus de 6 000 ha). L'arboriculture (agrumes, oliviers, fruits à noyau, fruits à coques) constitue la deuxième activité : les agrumes avec leurs 1 420 ha constituent le principal bassin de production français. Le verger oléicole, constitué de vergers traditionnels et de jeunes plantations représente 2 000 ha, en faisant ainsi la première culture fruitière en superficie. La châtaigneraie, en proie à une invasion de cynips, représente 1 360 ha.

La Corse bénéficie par ailleurs d'un bon état à très bon état écologique des eaux. Afin de préserver cette situation, un suivi de la qualité des eaux doit être poursuivi, tout comme la sensibilisation des exploitants agricoles et des professionnels de l'aménagement et de l'entretien du territoire au travers de la formation et de la vulgarisation de systèmes économes en produits phytosanitaires. Il est essentiel de développer et pérenniser le dispositif de surveillance du territoire mis en place notamment au travers du plan Ecophyto.

GOVERNANCE

Dates de réunion des CROS

CROS restreint le 18 décembre
2013
Pas de CROS en 2014

Structure du plan d'action régional

Plan d'action régional validé
en décembre 2013 pour 2014
Validation du plan d'action 2015
prévüe en janvier 2015

Nombre de groupes de travail

En 2014,
Comité Régional
d'Epidémiosurveillance (CRE)
1
Comité de pilotage DEPHY EXPE
1
Comité de pilotage DEPHY
FERME
1
Groupe de travail Certiphyto

ACTION PHARE

L'action phare du réseau Ecophyto en 2014 est la réalisation des journées de démonstration et de formation concernant les techniques et les réglages des appareils de pulvérisation.

Cette initiative, organisée par le réseau DEPHY FERME, avec le concours du lycée agricole de Borgo, s'est concrétisée en trois temps : la présentation de nouvelles méthodes de désherbage mécanique, l'organisation d'un cycle de 3 jours consécutifs de formation à l'utilisation de ces méthodes et, enfin, la lutte contre les ravageurs par la phytothérapie.

– La présentation de ces nouvelles méthodes de désherbage mécanique avait pour objectif de promouvoir la substitution progressive des traitements chimiques.

– Le cycle de 3 jours de formation a été animé par des experts qui sont intervenus sur différents thèmes tels que l'utilisation particulière des machines, l'optimisation de leur capacité grâce à des explications sur les différents réglages possibles, la présentation des nouveaux procédés et des nouvelles machines de démonstration à l'appui. Cette organisation qui a connu un vif succès, a permis de déployer les trois jours consécutifs dans les deux départements corses.

– Dans la continuité de la réduction des pulvérisations, une troisième étape a donné lieu à une présentation de la lutte contre les ravageurs grâce à la phytothérapie, notamment contre la cicadelle verte.

La mise en avant de nouvelles méthodes doit permettre de limiter les fréquences de traitement, voire de diminuer les quantités de produits utilisés. Cette initiative sera poursuivie en 2015.

TESTER ET PROMOUVOIR LES BONNES PRATIQUES EN ZONES AGRICOLES

LES RÉSEAUX D'EXPLOITATIONS ET D'EXPÉRIMENTATION

Changements de pratiques: Exemples d'évolution des systèmes de culture en lien avec une diminution de l'IFT

Le réseau DEPHY FERME a organisé des journées de démonstration et de formation sur le thème de l'utilisation des pulvérisateurs au printemps 2014. Cette action a été reprise en Corse du Sud au mois de septembre.

Puis au mois d'octobre 2014, une journée de démonstration concernant la lutte contre la cicadelle verte par application d'argile a été organisée par la chambre d'agriculture de la Haute-Corse dans le cadre du réseau DEPHY FERME.

2014				
	Nombre de groupes	Nombre de journées de démonstration	Nombre de participants	Dont agriculteurs (%)
DEPHY FERME	1	2 x 3 journées démonstration / Formation sur l'utilisation des pulvérisateurs	Une trentaine	90%
DEPHY FERME	1	1 x 2 journées de formation et démonstration lutte contre la cicadelle	Une trentaine	65%

ACTIONS D'INITIATIVE RÉGIONALE

Intégrer autant que possible des indicateurs de moyens et de résultats

En 2014, la décision avait été prise en CROS restreint de diviser le Groupe régional d'action phytosanitaire en deux groupes distincts, le premier réalisant le suivi de la pollution des eaux par les produits phyto piloté par la DREAL, le second appelé « Bonnes pratiques agricoles », animé par la CRA portant notamment sur toutes les actions visant à diminuer l'impact des produits phytosanitaires sur l'environnement.

À ce jour, seul le premier groupe s'est réuni.

Mettre en place au moins une opération de communication (grand public ou vers les agriculteurs)

Les actions de communication mises en place en 2014 ont porté sur :

- la modification des pratiques en matière de pulvérisation, avec des journées de formation et de démonstration organisées par les deux chambres d'agriculture ;
- la création de visuels à l'attention des ZNA mais aussi des professionnels, réalisés par l'Association régionale d'expérimentation sur les fruits et légumes en Corse ;
- l'accompagnement des détenteurs du Certiphyto avec l'édition d'un livret post-formation a également été portée par les deux chambres d'agriculture.



SURVEILLER L'ÉTAT PHYTOSANITAIRE DES CULTURES

Évolution du réseau par rapport à 2013 :

Le réseau régional s'appuie depuis 2009 pour la réalisation des observations sur les structures techniques et des exploitants, pour les filières viticulture, oléiculture et grandes cultures/fourrages (intégrée en 2014).

Une enquête de satisfaction a été réalisée auprès des exploitants toutes filières végétales lors des collectes EVPP et lors de sessions de formation. 70% des enquêtés connaissent le BSV, dont 89% le lisent. Il leur permet :

- de mieux positionner leurs traitements (50%),
- de mieux reconnaître les ravageurs (50%),
- de mieux adapter la stratégie de traitement (55%),
- de mieux apprécier les risques (68%).

Un comité de relecture comprenant des exploitants a été mis en place en 2014. Il va permettre, au-delà de l'enquête de satisfaction, d'émettre un avis plus critique sur la forme et le fond du BSV. Ces commentaires seront transmis à chaque animateur filière pour le début de saison 2015.

En 2012, le réseau ENI a été mis en place pour les cultures de salade et vigne. Afin de réaliser le suivi de ces indicateurs de biodiversité, le Conservatoire botanique national de Corse (flore) et le Conservatoire des espaces naturels (oiseaux) ont été sollicités pour leurs compétences.

Nombre de BSV publiés en 2013 et 2014 (chiffres au 15/12/2014)

	2013	2014
Arboriculture fruitière	11	15
Oléiculture	9	5
Agrumes-Kiwi	12	5
Cultures légumières	8	8
Viticulture	12	9
Zones non agricoles	4	3
Hors série	0	3

SOUTENIR LA DYNAMIQUE SUR LA RÉDUCTION DES PESTICIDES EN ZNA

La région Corse ne s'est pas encore engagée de manière significative dans des actions en ZNA ; c'est un des objectifs forts des années à venir.

Depuis 2013 néanmoins, des enquêtes en matière d'usage de produits phytosanitaires sont en cours dans toutes les communes de l'île (enquêtes FREDON), et également auprès

des distributeurs de produits phytosanitaires à destination du grand public (enquêtes de l'Office de l'Environnement Corse). Une action de sensibilisation des jardiniers amateurs aura lieu en Corse du Sud avant la fin 2014.

FORMER ET PROFESSIONNALISER

En 2014, la Corse compte 12 organismes de formation habilités à délivrer le Certiphyto.

La grande majorité des Certiphytos ont été obtenus par la voie de la formation. Ce mode d'acquisition répond très bien à la difficulté de mobiliser les publics concernés. En effet, les 2 CFPPA ont mis en œuvre des sessions de Formation Ouverte à Distance (FOAD), ce qui permet aux professionnels de ne pas devoir se déplacer et pour les centres de formation, il s'agit

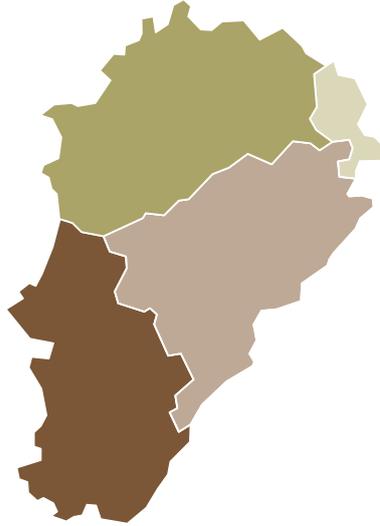
d'accueillir facilement des publics différents qui ne pourraient pas suivre ensemble la formation en présentiel.

Depuis 2011, 642 exploitants agricoles (dont 211 en 2014) ont été formés sur les 1300 agriculteurs identifiés.

Par ailleurs, un besoin en formation est apparu pour les équipes pédagogiques, notamment, les enseignants et les formateurs techniques. Cette formation sera mise en place en 2015.

CERTIFICATION (chiffres au 15/12/14)

	2013	2014
Nombre d'agriculteurs ayant obtenu leur Certiphyto	190	211
Nombre de conseillers agricoles ayant obtenu leur Certiphyto	3	16
Nombre de distributeurs ayant obtenu leur Certiphyto	63	30
Nombre d'utilisateurs en zones non agricoles ayant obtenu leur Certiphyto		
Nombre d'applicateurs en prestation de service (zones agricole et zones non agricoles) ayant obtenu leur Certiphyto	124	108
Nombre total de Certiphyto délivrés	380	365



FRANCHE-COMTÉ





La Franche-Comté, avec 88 % de son territoire réparti à parts égales entre forêts et terres agricoles, possède un caractère rural et agricole marqué avec des spécificités locales que l'on peut regrouper au sein de quatre grandes zones :

- la zone haute (montagne et piémont) spécialisée en production de lait transformé en fromages sous signes de qualité,
 - le vignoble, essentiellement dans le Jura,
 - une large zone jouxtant les Vosges incluant la porte de Bourgogne et le nord de la région des plateaux où la polyculture élevage domine (viande et lait standard),
 - la façade ouest (plaines et plateaux de Haute-Saône et ouest du Jura) où les grandes cultures sont majoritaires et côtoient des ateliers laitiers spécialisés.
- Les eaux superficielles et souterraines bénéficient d'un suivi régulier et malgré une baisse de la contamination pour la plupart des stations, celles-ci restent sensibles, de par la pédologie et l'origine géologique des sols (zone karstique), aux molécules issues de pesticides, dont on observe une plus grande diversité dans les molécules identifiées.

Le comité régional d'orientation et de suivi du plan ECOPHYTO assure le suivi des avancées régionales, favorise la concertation et la coordination des actions de l'ensemble des acteurs répartis en 6 groupes de travail, correspondant à 6 enjeux identifiés. Entre 2010 et 2013 l'implication de la profession agricole a permis au plan d'action régional Ecophyto de passer de 15 à 24 fiches action avec l'objectif de réduire l'utilisation des pesticides.

GOVERNANCE

Dates de réunion des CROS

30 juin 2010
19 octobre 2011
14 décembre 2012
19 novembre 2013

Structure du plan d'action régional

Plan d'action régional validé

Actualisation du plan régional mis à jour et validé par le CROS
19 novembre 2013
enjeux régionaux :

6

Nombre de fiches actions :

24

ACTION PHARE

Journée « du Certiphyto au zéro phyto »

La tenue d'une journée d'échanges et de démonstrations de techniques alternatives a été initiée en 2004 dans le cadre du programme d'actions régionales pour la réduction des pollutions phytosanitaires d'origine non agricole par la FREDON Franche-Comté, avec le soutien financier de l'Agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse et le Conseil régional.

L'objectif est de sensibiliser les collectivités aux enjeux inhérents à l'emploi des phytosanitaires, pour l'environnement, la santé des opérateurs et de la population, et de faire le point sur les évolutions de la réglementation en vigueur. On y montre comment une gestion différenciée du désherbage dans la commune permet de réduire fortement les risques de pollutions des eaux, et quelles sont les techniques non chimiques permettant sa mise en œuvre.

8 manifestations ont été réalisées depuis 2004. En 2012 et 2013, une nouvelle thématique a été intégrée aux présentations en salle : le certificat individuel phytosanitaire « collectivités territoriales ». Dans ce cadre un partenariat a été établi avec le Centre national de la fonction publique territoriale, et la journée a été renommée « du Certiphyto au zéro phyto ».

TESTER ET PROMOUVOIR LES BONNES PRATIQUES EN ZONES AGRICOLES

LES RÉSEAUX D'EXPLOITATIONS ET D'EXPÉRIMENTATION

Accompagnées par leur ingénieur réseau, ce sont aujourd'hui 33 exploitations franc-comtoises qui participent au réseau national DEPHY FERME dont deux exploitations de lycées agricoles (une en Haute-Saône et une dans le Doubs).

L'année 2013 a vu l'organisation de 7 portes ouvertes ou visites d'exploitation dans les réseaux de Franche-Comté. Plus de 250 participants ont fait le déplacement pour ces occasions. Le plan Ecophyto et le dispositif DEPHY ont été présentés, et des visites d'essais ont eu lieu autour de techniques précises économes en intrants et de leviers agronomiques (allongement de la rotation, association de cultures, décalage des dates de semis,...).

La rencontre annuelle des formateurs Certiphyto a été l'occasion de leur faire visiter une parcelle d'essai pluriannuel chez un agriculteur du réseau DEPHY du Doubs. Cette journée a permis d'échanger sur le travail réalisé chez les agriculteurs des réseaux afin de valoriser cette action dans les formations Certiphyto.

En 2013, les actions de ces réseaux ont fait l'objet de 2 articles dans les journaux agricoles de la région ainsi que d'un article dans un journal grand public.

ACTIONS D'INITIATIVE RÉGIONALE

En janvier 2014, deux rencontres intitulées « Entre agriculture et apiculture » ont été organisées à l'initiative de la Chambre régionale d'agriculture de Franche-Comté. Apiculteurs et agriculteurs ont répondu présents, ainsi que des représentants de coopératives, de l'Union des industriels de la protection des plantes (UIPP), de firmes, et des élus de la Chambre d'agriculture.

Ces journées ont été l'occasion pour les participants de mieux comprendre les logiques et les enjeux des itinéraires techniques aussi bien de la conduite d'un rucher que de celle d'un colza.

Le lycée agricole de Vesoul, qui a exprimé un fort intérêt pour cette thématique, a lui aussi organisé une journée apiculture.



SURVEILLER L'ÉTAT PHYTOSANITAIRE DES CULTURES

Le réseau de surveillance du territoire construit à partir de 2010 sur la base de partenariats avec la profession agricole regroupe aujourd'hui une centaine de structures et concerne 6 filières. Des observations et du piégeage, réalisés sur plus de 300 parcelles, ont conduit en 2013 à la publication de 76 BSV.

La mise en place du suivi des effets non intentionnels (ENI) sur 12 parcelles a bénéficié d'une implication forte de divers partenaires. Les observations ont fait l'objet d'une synthèse distribuée à l'ensemble des membres du CROS, des partenaires du réseau ENI et des agriculteurs mettant à disposition leur parcelle.

Nombre de BSV publiés en 2013 et en 2014 (chiffres au 30/08/2014)

	2013	2014
Grandes cultures	35	24
Cultures légumières	12	12
Viticulture	18	18
Zones non agricoles	6	4
Prairies	5	3

SOUTENIR LA DYNAMIQUE SUR LA RÉDUCTION DES PESTICIDES EN ZNA

L'appel à Projets « Zéro Pesticide en Franche-Comté » porté par l'ASCOMADE, qui a démarré en 2012, avait pour objectif d'inciter les collectivités à s'engager dans une démarche de réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires.

13 lauréats ont été retenus, représentant 59 communes (portage intercommunal). Ces derniers se sont engagés à réaliser au niveau de leur territoire : un diagnostic de leurs pratiques en termes de pesticides ; à réduire leur utilisation en 2 ans avec mise en œuvre de préconisations (techniques alternatives) ; mais également à sensibiliser et à promouvoir les actions mises en œuvre auprès de la population.

En 2014, les lauréats poursuivent leurs actions. Des visites de contrôles seront réalisées pour établir l'avancée des lauréats pour une labellisation à la Charte d'entretien des espaces publics de la FREDON FC.

Aujourd'hui, de nombreux lauréats se sont mis en conformité vis-à-vis de la réglementation, ont mis en place des techniques de réduction des produits phytosanitaires, certains sont parvenus à ne plus utiliser aucun produit phyto. Toutefois, ce changement de pratiques nécessite du temps.

Pour plus d'information : <http://www.ascomade.org>

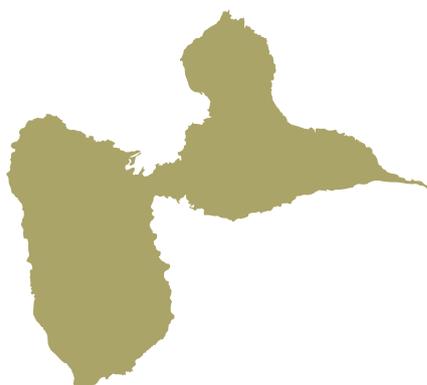
FORMER ET PROFESSIONNALISER

Le dispositif de certification individuelle est approuvé par la profession agricole. Un effort de communication réalisé début 2013 par la chambre régionale et l'ensemble des organismes agricoles de la région, a permis à un grand nombre d'agriculteurs de se former.

Les formations permettent une bonne sensibilisation des publics aux aspects de santé liés à l'usage des produits phytopharmaceutiques.

CERTIFICATION (chiffres au 15/09/14)

Nombre d'agriculteurs ayant obtenu leur Certiphyto : 3 278
Nombre de conseillers agricoles ayant obtenu leur Certiphyto : 126
Nombre de distributeurs ayant obtenu leur Certiphyto : 789
Nombre d'utilisateurs en zones non agricoles ayant obtenus leur Certiphyto : 30
Nombre d'applicateurs en prestation de service (zones agricoles et zones non agricoles) ayant obtenu leur Certiphyto : 400
Nombre total de Certiphyto délivrés : 4 623



GUADELOUPE





La Guadeloupe, département français situé dans les Caraïbes, est un ensemble de 6 îles habitées (la Basse-Terre, la Grande-Terre, Marie-Galante, Terre de Haut, Terre de Bas, Désirade) qui présentent des différences géomorphologiques très marquées. Un peu moins de la moitié de la surface agricole utilisée est plantée en canne à sucre (14 173 ha), 2 453 ha en bananes et 1 895 ha en maraîchage.

Du fait de sa situation tropicale et archipélagique, la Guadeloupe subit des contraintes et menaces phytosanitaires fortes sur l'ensemble des productions agricoles.

Mais seuls 29 % des besoins en traitement sur les cultures tropicales sont couverts. Ainsi, une des composantes du plan Ecophyto en Guadeloupe est la recherche de réponses à la problématique des usages orphelins par la mise en œuvre d'un programme d'expérimentation sur les usages vides, mal pourvus ou pourvus exclusivement par des préparations chimiques de synthèse. La maîtrise de l'enherbement est également une préoccupation pour toutes les cultures.

L'année 2013 a vu également les actions DEPHY EXPE et MAGECAF (méthodes alternatives à la gestion de l'enherbement en canne à sucre aux Antilles Françaises) prendre leur vitesse de croisière.

GOVERNANCE

Dates de réunions des

CROS et COPIL

26 avril 2013,
11 juillet 2013
5 novembre 2013 (CROS)
17 avril 2014,
5 septembre 2014

Nombre de groupes de travail

4

(Communication, DEPHY,
Professionnalisation des acteurs,
Epidémiosurveillance)

Structure du plan d'action régional

Plan d'action régional validé

4

enjeux régionaux

12

fiches actions

ACTION PHARE

Expérimentation sur les usages orphelins

Le Centre technique de la canne à sucre de la Guadeloupe (CTCS) mène depuis 2009 des expérimentations sur les usages orphelins en lien avec la DGAL dans le cadre de son agrément BPE (Bonne Pratique d'expérimentation). Il a réalisé depuis le démarrage du plan 84 essais sur différentes productions des Antilles (canne à sucre, banane, igname, laitue, ananas, avocatier, patate douce et melon) et différentes problématiques (enherbement, cercosporiose, anthracnose, tigre, oïdium, pourriture des couronnes, cochenilles et symphytes). Ces essais ont permis et permettront l'homologation de solutions phytosanitaires d'origine chimique de synthèse ou biologique pour les cultures.



TESTER ET PROMOUVOIR LES BONNES PRATIQUES EN ZONES AGRICOLES

LES RÉSEAUX D'EXPLOITATIONS ET D'EXPÉRIMENTATION

Le **réseau DEPHY FERME est piloté par la Chambre d'agriculture de la Guadeloupe**. 9 exploitations agricoles développant des systèmes de polyculture-élevage à dominance canne à sucre et réparties sur l'ensemble de l'archipel de la Guadeloupe se donnent pour objectif de réduire l'utilisation des pesticides sans réduire leur revenu. Le diagnostic initial de ces exploitations est en cours de validation, et le fil rouge de chaque exploitation est en cours de finalisation, l'objectif étant de déterminer le point zéro de chaque exploitation du groupe afin d'établir les plans d'actions individuels permettant d'atteindre l'objectif de réduction de 16% de l'usage des produits phytosanitaires du groupe. L'enregistrement des données des exploitations permettra de tirer des références, et d'identifier des systèmes de culture économes et performants.

Le projet DEPHY EXPE ayant pour titre : « Mécanisation et innovation technique en vue de réduire l'utilisation des produits phytosanitaires dans des systèmes diversifiés ultramarins » et conduit par l'EPLFPA, en partenariat avec l'INRA, le CTCS et la CDA a démarré en décembre 2012. Sur la thématique de la maîtrise de l'enherbement, des expérimentations de mécanisation sont mises en place comme par exemple :

- sur canne : désherbineuse, plantation double-rang, désherbage thermique, inter-rangs enherbés (plantes de service semées et enherbement naturel maîtrisé)
- sur ignames : analyse des effets précédent, effet densité, paillages (papier et paille de canne).

ACTIONS D'INITIATIVE RÉGIONALE

Les actions de communication Ecophyto en 2013 ont visé les agriculteurs et le grand public : la Chambre d'agriculture a organisé deux journées techniques dans le cadre de la mise en œuvre des fermes DEPHY. La première a réuni 15 agriculteurs du groupe du Nord Grande-Terre sur une exploitation à Anse-Bertrand pour une démonstration de paillage manuel d'une parcelle d'igname.

La deuxième journée chez deux agriculteurs en Nord Basse-Terre a réuni 17 participants (agriculteurs, chercheurs INRA et CIRAD, conseillers agricoles de la Chambre d'agriculture de la Guadeloupe, ingénieur réseau de la Martinique) sur le thème de la valorisation de la matière organique sur les exploitations.

La présence de l'ingénieur réseau de la Martinique a permis d'échanger sur les techniques alternatives utilisées en canne à sucre.

Des actions de communication ont été conduites en direction du grand public :

- Journée de l'environnement aux Abymes ;
- publication des actions réalisées et en cours du plan Ecophyto sur l'agenda de la Chambre d'agriculture ;
- publications sur le journal France Antilles sur les fermes DEPHY.

Enfin, 1 330 plaquettes ont été distribuées aux agriculteurs et au grand public.

SURVEILLER L'ÉTAT PHYTOSANITAIRE DES CULTURES

Fonctionnel depuis 2011, le réseau d'épidémiosurveillance est animé par la FREDON Guadeloupe. Il compte 6 animateurs-observateurs répartis dans 5 structures partenaires et permet de sécuriser 6 filières de productions végétales (cane à sucre, banane, horticulture, arboriculture fruitière, cultures maraîchères et vivrières) dans une démarche concertée et collective. En 2013, au total 1 305 parcelles ont été suivies, dont 53 sites fixes, et 20 BSV ont été publiés retranscrivant les données d'observation de 14 nuisibles. La majorité des parcelles flottantes observées, soit 98 %, concernait la cercosporiose noire, détectée en 2012. La mobilisation autour de ce nuisible a permis de suivre son extension sur l'année.

Pour l'année 2014 (chiffres arrêtés au 31/08), 81 parcelles ont été suivies, dont 49 fixes. Un total de 37 BSV concernant 17 nuisibles a déjà été publié. Un renforcement s'est opéré dans le réseau avec 6 nouveaux nuisibles ciblés pour les cultures maraîchères.

Étant une région insulaire tropicale, nous nous employons à faire valider nos protocoles spécifiques, et à les intégrer au sein de la base nationale.

Nombre de BSV publiés en 2013 et en 2014 (chiffres au 31/08/2014)

	2013	2014
Grandes cultures	11	21
Arboriculture fruitière	7	8
Cultures légumières		5
Viticulture		
Horticulture	1	
Zones non agricoles		
Cultures vivrières	1	3



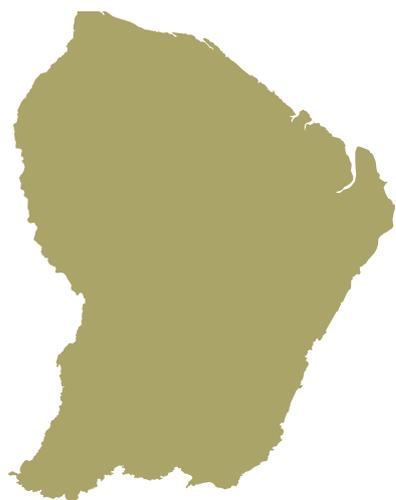
FORMER ET PROFESSIONNALISER

Aux chiffres du 8 septembre 2014, 12 structures habilitées sont intervenues pour assurer des formations/tests relatives aux 9 certificats individuels, 89 sessions ayant été réalisées et/ou programmées et se répartissant comme suit : en exploitation agricole, décideurs 56, opérateurs 7 ; en travaux et services décideurs 6, opérateurs 10 ; conseil 7 ; distribution produits grand public 5 ; distribution produits professionnels 0 ; en

collectivités territoriales, applicateurs 0, applicateurs-opérateurs 4. Les décideurs en exploitation agricole, titulaires du Certiphyto depuis le début de l'opération, représentent 47 % des déclarations de surface 2014 et les opérateurs en exploitation représentent 26 % des salariés permanents recensés au RGA de 2010. Aujourd'hui, 3 406 professionnels sont titulaires du Certiphyto.

CERTIFICATION (chiffres au 15/09/14)

	2013	2014	Total global
Nombre d'agriculteurs ayant obtenu leur Certiphyto	1146	505	2 302
Nombre de conseillers agricoles ayant obtenu leur Certiphyto	61	22	142
Nombre de distributeurs ayant obtenu leur Certiphyto	55	9	141
Nombre d'applicateurs en prestation de service (zones agricole et zones non agricoles)	291	140	821
Nombre total de Certiphyto délivrés	1553	676	3406



GUYANE





La Guyane est la seule région ultrapériphérique à se situer en Amérique Latine et à être continentale. C'est également le seul département qui voit son nombre d'agriculteurs et sa surface agricole progresser rapidement (+ 8 % et + 10 % sur 10 ans), à l'instar de l'explosion démographique que vit la région (plus de 3,7 % par an). L'amélioration du taux de couverture des besoins alimentaires par une production endogène respectueuse de la santé et de l'environnement constitue un enjeu important pour l'agriculture locale.

Ce développement reste cependant confronté à de fortes contraintes, notamment agronomiques (usages orphelins, faible fertilité des sols), biotiques (climat et environnement propices aux bioagresseurs) et structurelles (difficultés de la Chambre d'agriculture, disparition de la FREDON, faible organisation des filières) qui ont fragilisé la mise en œuvre du plan Ecophyto.

Pour autant, depuis 2011, le plan Ecophyto a su mobiliser la quasi-totalité des parties prenantes autour des préoccupations phytosanitaires en concentrant les efforts sur :

- la capitalisation des données relatives aux produits phytosanitaires disponibles ;
- le développement d'itinéraires économes en intrants en concertation avec les organisations professionnelles et en lien avec le Réseau d'innovation et de transfert agricole (RITA) ;
- la professionnalisation des acteurs avec notamment la mise en place du certificat individuel « Certiphyto » ;
- la lutte contre les produits phytosanitaires illicites.

En 2014 ont été ajoutées l'épidémiosurveillance, l'élimination des déchets agricoles et la communication.

GOVERNANCE

Dates de réunions des CROS

04 octobre 2011
 22 octobre 2012 (CROSOP)
 13 mai 2014
 05 septembre 2014 (CROSOP)

Nombre de groupes de travail

7

Structure du plan d'action régional

Plan d'action régional validé

Actualisation du plan régional :
 non
 Nb d'enjeux régionaux :
 20
 Nb de fiches actions :
 6 en cours

ACTION PHARE

Depuis 2011, des financements sont alloués par le Ministère des outre-mer pour la mise en place d'actions de collecte de PPNU et EVPP dans les DOM. En Guyane ces fonds sont également destinés à la collecte de produits phytosanitaires illicites (PPI) saisis par les services de l'État lors des contrôles routiers et frontaliers.

Les PPI représentent un handicap majeur pour la réussite du plan Ecophyto en Guyane et, dans l'impossibilité de les quantifier, ils interfèrent dans l'interprétation des indicateurs développés pour le suivi du plan. Dès 2011, une société a été mandatée pour collecter et expédier pour destruction en métropole ces PPI saisis.

Près de 4 tonnes de PPI ont ainsi été éliminées depuis 2011, soit une moyenne de 1 tonne par an. Se posent encore des soucis de manipulation et de stockage intermédiaire sécurisés en passe d'être résolus.

Après la mise en place de la Mission Inter Services de Sécurité Sanitaire des Aliments et de la Mission Inter Services de l'Environnement, l'intervention de la Brigade Nationale d'enquêtes vétérinaire début 2014 a consolidé davantage les actions de contrôles en inter-service.

TESTER ET PROMOUVOIR LES BONNES PRATIQUES EN ZONES AGRICOLES

LES RÉSEAUX D'EXPLOITATIONS ET D'EXPÉRIMENTATION

Du fait de la faible organisation des filières végétales en Guyane et d'un cahier des charges inapproprié, les appels à projets DEPHY de 2011 et 2012 sont restés infructueux.

Pour autant, des expérimentations liées à Ecophyto perdurent depuis 2008 et visent à adapter des pratiques alternatives aux produits phytosanitaires afin de réduire leur utilisation, à combler des usages vides, et à servir de support pratique pour la vulgarisation de ces pratiques.

Depuis juin 2012, ces expérimentations sont intégrées au Réseau d'innovation et de transfert agricole de Guyane (RITA) émanant des Etats Généraux de l'Outre-Mer dont un des objectifs est d'assurer le transfert de ces techniques innovantes.

En 2013, quatre actions d'expérimentation et une étude ont été subventionnées par des fonds Ecophyto via l'axe 6 du plan. Trois de ces actions se poursuivent en 2014. En parallèle d'autres actions d'expérimentations sont menées sur d'autres sources de financements.

Alors que les deuxièmes versions du RITA et du plan Ecophyto sont en gestation, les besoins en solutions de lutte phytosanitaire dans un contexte d'usages orphelins restent une des préoccupations importantes des professionnels agricoles de Guyane.

ACTIONS D'INITIATIVE RÉGIONALE

Une large concertation s'est tenue en juin 2012 pour définir les actions à conduire dans le cadre du RITA de la Guyane. Parmi les points touchant à la protection sanitaire des cultures et à la thématique « Ecophyto », les agriculteurs et leurs représentants ont fait émerger une demande forte concernant l'amélioration des itinéraires culturaux sur ananas, notamment face aux difficultés de gestion de l'enherbement et à la pourriture du fruit, qui conduisent dans certains cas à l'abandon de cette culture.

L'objectif des essais portés par le CIRAD dans le cadre de l'axe 6 du plan Ecophyto et du RITA en 2013 a été de tester

différentes méthodes de lutte en insistant sur les aspects économiques et environnementaux et sur la durabilité des matériaux testés :

- proposer dans un court terme un mode de paillage naturel ou artificiel ré-utilisable sur plusieurs cycles, réduisant l'impact financier et les nuisances environnementales.
- évaluer l'efficacité de l'utilisation de filets protecteurs pour la lutte contre la pourriture du fruit, le coût et les bénéfices de cette technique et identifier les filets les mieux adaptés.

Ce projet est toujours en cours et des actions de transfert sont prévues.



SURVEILLER L'ÉTAT PHYTOSANITAIRE DES CULTURES

Le Comité régional d'épidémiologie (CRE), présidé par le Président de la Chambre d'agriculture et mis en place en janvier 2012, a établi l'organisation générale et les besoins financiers du dispositif qui ont été validés par le Comité national d'épidémiologie de mai 2012 puis le Conseil d'administration de l'ONEMA de novembre 2012.

Compte-tenu de la fragilité de la Chambre d'agriculture de Guyane, la première phase de mise en place du réseau de surveillance épidémiologique de Guyane a démarré en mars 2014 avec l'embauche d'un agent dédié à cette tâche.

Les premiers travaux ont consisté en la recherche d'observateurs auprès des organisations professionnelles, la sélection de sites et de cultures à observer, et l'élaboration de protocoles d'observation adaptés. L'édition des premiers Bulletins de Santé du Végétal sur les cultures de diversification est prévue pour le dernier trimestre 2014.

Cette mise en place reste toutefois handicapée par :

- la faiblesse de l'organisation professionnelle,

- le manque de moyens humains disponibles (ingénieur filière, observateurs),
- la quasi-absence de réseaux de surveillance pré-existants, l'absence d'Organisme à vocation sanitaire.

Nombre de BSV publiés en 2013 et en 2014

(chiffres au XX/XX/2014)

	2013	2014
Grandes cultures	0	0
Arboriculture fruitière	0	0
Cultures légumières	0	0
Viticulture	0	0
Horticulture	0	0
Zones non agricoles	0	0
Autres	0	2

SOUTENIR LA DYNAMIQUE SUR LA RÉDUCTION DES PESTICIDES EN ZNA

Le domaine des ZNA a été pris en charge par la FREDON-Guyane à l'issue du premier CROS d'octobre 2011. La première réunion s'est tenue en janvier 2012 et a permis de faire un premier bilan des connaissances de ce milieu aux nombreux acteurs et aux pratiques phytosanitaires dans l'ensemble peu connues.

Devant ce premier constat, le groupe ZNA a envisagé une enquête auprès des différents acteurs identifiés afin d'établir un état des lieux plus précis. CNFPT et UNEP, déjà impliqué dans le domaine des ZNA (formations aux bonnes pratiques,

Certiphyto), se sont proposés en tant que facilitateurs dans cette action.

Suite à la liquidation de la FREDON Guyane en février 2012, l'enquête n'a pas été réalisée. L'animation du groupe ZNA reste en suspens et ce malgré un appel à candidature lancé lors du dernier CROS de mai 2014. Hormis au travers du certificat individuel « Certiphyto » et de l'agrément des entreprises et collectivités territoriales concernées, aucune autre action n'est menée en ZNA sur le territoire guyanais.

FORMER ET PROFESSIONNALISER

Depuis 2012 avec la mise en place de la nouvelle procédure d'agrément et de certification individuelle, quatre organismes de formation ont été habilités en Guyane, dont deux régionaux (EPLEFPA de Matiti, Agronomie Services) et deux nationaux (APCA ROSALIA, BMDC-FORMACOM).

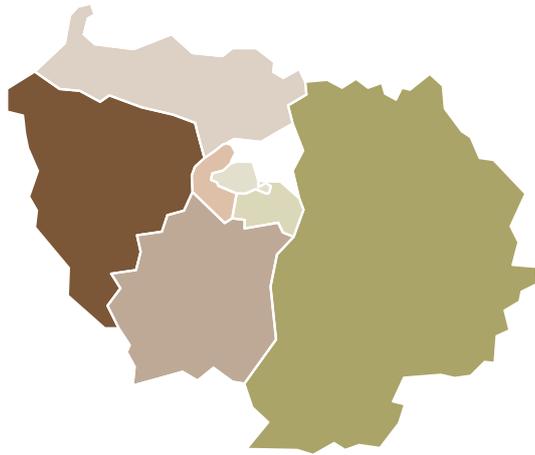
À ce jour, 658 certificats ont été délivrés. Ils ont été obtenus à 78% par des agriculteurs, à 14% par des applicateurs en prestation de services, à 6% par des distributeurs, et à 2% par des conseillers agricoles. À noter qu'aucun utilisateur en ZNA n'a encore fait de demande d'obtention du Certiphyto.

Le nombre de certificats délivrés a été multiplié par 8 entre 2012 et 2013 et le nombre de certificat individuel délivrés en 2014 est équivalent à celui de 2013.

Des efforts de communication et d'animation restent à faire pour espérer tenir les délais, notamment en ce qui concerne la certification des conseillers agricoles, et des utilisateurs en ZNA.

CERTIFICATION (chiffres au 21/08/14)

Nombre d'agriculteurs ayant obtenu leur Certiphyto : 485
Nombre de conseillers agricoles ayant obtenu leur Certiphyto : 12
Nombre de distributeurs ayant obtenu leur Certiphyto : 41
Nombre d'utilisateurs en zones non agricoles ayant obtenu leur Certiphyto : 0
Nombre d'applicateurs en prestation de service (zones agricoles et zones non agricoles) ayant obtenu leur Certiphyto : 91
Nombre total de Certiphyto délivrés : 629



ÎLE-DE-FRANCE





Avec 48 % de la surface totale régionale, l'agriculture occupe une place importante en Île-de-France. Très largement dominantes, les céréales, oléo-protéagineux et betteraves sont cultivés selon un modèle cherchant à valoriser au mieux des conditions pédo-climatiques très favorables.

L'Île-de-France se caractérise aussi par le maintien, mais en régression, d'une ceinture verte avec une activité maraîchère, arboricole et horticole, orientée vers l'approvisionnement de proximité. L'agriculture biologique progresse sensiblement mais reste cependant à un niveau modeste avec moins de 2 % de la surface agricole utile (8 860 ha).

Par ailleurs, avec 12 millions d'habitants, l'Île-de-France est la région la plus peuplée et la plus urbanisée de France. Elle développe une surface de zones non agricoles nettement supérieure aux autres régions françaises, avec une grande variété d'acteurs : parcs et jardins, routes et voiries, réseaux SNCF-RFF et RATP, golfs, jardins des particuliers, espaces verts des logements collectifs et des zones d'activités...

L'enjeu de la reconquête de la qualité de l'eau est très important dans cette région à forte densité de consommateurs. Cette reconquête se traduit notamment par le déploiement en cours des plans d'action sur 30 captages Grenelle et la sélection de 50 nouveaux captages, l'ensemble formant les captages prioritaires SDAGE 2016-2021.

GOVERNANCE

Dates de réunions des CROS

22 mars 2010,
22 septembre 2012,
22 mars 2013

Nombre de groupes de travail

6

Structure du plan d'action régional

Plan d'action régional validé lors du CROS le 22 mars 2010

Actualisation du plan régional :

non

Nb d'enjeux régionaux :

6

Nb de fiches actions :

18

ACTION PHARE

La chambre d'agriculture Île-de-France Ouest s'implique dans le changement des pratiques agricoles vers des systèmes plus respectueux de l'environnement et travaille à faire évoluer les stratégies de protection des cultures en fonction notamment de critères économiques des exploitations, des situations géographiques (aires d'alimentation de captage,...). Elle réalise chaque année, en partenariat avec d'autres acteurs de la filière (coopératives, instituts), des plateformes dédiées à l'expérimentation technique et à l'innovation. Ces plateformes sont le support de journées de visites techniques ouvertes à un large public d'agriculteurs.

En 2014, une de ces plateformes était dédiée à la réduction des herbicides par la mise en place de couverts en interculture puis sous mulch avec travail du sol localisé à la ligne de semis. À cette occasion furent présentées différentes modalités d'implantation appuyées par des démonstrations d'outils de travail dans un mulch et de conduites techniques de maïs sous couvert.

TESTER ET PROMOUVOIR LES BONNES PRATIQUES EN ZONES AGRICOLES

LES RÉSEAUX D'EXPLOITATIONS ET D'EXPÉRIMENTATION

En Île-de-France, **le réseau de fermes DEPHY Ecophyto est constitué de 3 groupes de fermes "grandes cultures"**. Les établissements d'enseignement agricole s'investissent également dans l'expérimentation et la diffusion de pratiques économes en intrants.

Les situations initiales contrastées, en termes de recours aux produits phytosanitaires, le restent après trois ans, mais l'on constate une progression (+15%) des systèmes ayant une valeur d'IFT inférieure à 70% de la valeur de référence régionale. En 2013, certaines situations semblent pouvoir répondre aux critères « économes » et « performants » ; d'autres situations montrent des démarches d'intérêt (utilisation combinée de leviers agronomiques tels le retard de la date de semis, le choix

variétal, le recours au désherbage mécanique, la lutte biologique) qui doivent être poursuivies et stabilisées. Des actions de communication sous forme de rendez-vous périodiques ou actions de démonstration ponctuelles ont permis de toucher 200 agriculteurs des territoires de proximité mais il est encore trop tôt pour envisager d'en mesurer l'effet en termes d'adoption des pratiques d'intérêt.

ACTIONS D'INITIATIVE RÉGIONALE

Mesure de l'évolution d'usage et de la pression biotique

L'évolution d'usage est mesurée à partir d'un indicateur dérivé du RICA (Réseau d'information comptable agricole). Un indicateur dit de pression biotique est calculé à partir des notes synthétiques (SBT) de pression pour les principaux bio-agresseurs. Ainsi, entre 2009 et 2011 les variations de niveau d'usage par rapport à 2008 sont respectivement de +1,9%, -4,8% et -2,9%, alors que ces années présentaient une moindre pression biotique qui aurait pu être davantage valorisée (-10 à -30%). Par contre, la campagne culturale 2012 a été confrontée à une forte pression biotique (+5%), expliquant un recours à une protection phytosanitaire renforcée (+9%).

Portes ouvertes du lycée agricole de Brie Comte-Robert (77)

Dans le cadre de la semaine du développement durable le lycée de Brie-Comte-Robert a organisé, à destination de 70 étudiants et enseignants, une journée dédiée à l'impact des pratiques agricoles sur l'eau et l'environnement avec une démonstration de désherbage mécanique et une conférence sur les enjeux de réorientation des exploitations vers des systèmes de production s'inscrivant dans l'agro-écologie et économes en produits phytosanitaires.



SURVEILLER L'ÉTAT PHYTOSANITAIRE DES CULTURES

Le réseau de surveillance biologique du territoire, structuré autour des 5 grandes filières de la région (grandes cultures, ZNA, horticulture - pépinières, maraîchage et arboriculture), répond aux objectifs d'information sur l'état sanitaire des végétaux. Il permet d'apprécier le risque et de limiter le recours aux produits phytosanitaires. Cette action est animée par la chambre régionale d'agriculture et supervisée par la DRIAAF. Elle s'appuie sur l'expertise de techniciens (chambres, FREDON, instituts techniques, coopératives et négoce), d'agriculteurs et de responsables d'espaces verts, et fédère 120 observateurs sur plus de 300 sites d'observation.

Les données acquises permettent l'élaboration de 140 BSV diffusés chaque semaine à près de 4 000 destinataires. Depuis 2012, la mise en place d'un réseau de 21 parcelles d'observation des effets non intentionnels contribue à appréhender les effets des produits phytosanitaires sur l'apparition de résis-

tances et sur la biodiversité. Les résultats des relevés de flore, de coléoptères, de vers de terre et d'oiseaux sont restitués aux agriculteurs et valorisés au niveau national.

Nombre de BSV publiés en 2013 et en 2014

(chiffres au 01/09/2014)

	2013	2014
Grandes cultures	43	31
Arboriculture fruitière	40	37
Cultures légumières	23	15
Viticulture		
Horticulture	21	16
Zones non agricoles	5	12
Autres		

SOUTENIR LA DYNAMIQUE SUR LA RÉDUCTION DES PESTICIDES EN ZNA

Outre les actions conduites par des acteurs historiquement investis dans la recherche de réductions d'usages en zones non agricoles, les enveloppes régionales du plan Ecophyto pour 2013 et 2014 ont permis de mettre en place 19 projets portés par 6 acteurs régionaux couvrant l'ensemble des thématiques ZNA : espaces verts, pelouses sportives, cimetières, jardiniers amateurs, acteurs des collectivités territoriales et des entreprises du paysage. Différents supports guides, documents techniques, et vidéos ont été produits dans ce cadre.

En cohérence et par anticipation de l'application de la loi « Labbé » visant à interdire l'usage des produits phytosanitaires

d'ici à 2020 dans les espaces verts publics, la FREDON a organisé six demi-journées thématiques Ecophyto sur des modes de gestion économes ou ne nécessitant pas de produits phytosanitaires.

Pour sa part, la DRIAAF a publié et fait parvenir aux 1290 collectivités d'Île-de-France un guide réglementaire des bonnes pratiques dans les zones non agricoles. Ce guide récapitule les dispositions réglementaires ainsi que les bonnes pratiques et les restrictions d'usages pour la protection de l'eau et de la santé.

FORMER ET PROFESSIONNALISER

Le Certiphyto est généralisé à tous les utilisateurs de produits phytosanitaires (agriculteurs, salariés des agriculteurs et des collectivités, organismes et entreprises du paysage). 36 structures ont été habilitées pour dispenser les formations en Ile-de-France. Au total, 13 695 certificats ont été délivrés au 31 juillet 2014, avec une forte progression en 2013 et 2014 dans la perspective de l'échéance de 2014 où la détention du Certiphyto sera obligatoire. Les formations pour les collectivités ont débuté en 2013; depuis, 1320 utilisateurs ont été certifiés.

Les entreprises de distribution, d'application et de conseil en produits phytosanitaires doivent également obtenir un nouvel agrément, en remplacement du DAPA, pour exercer leur activité. Cet agrément est obtenu via un organisme certificateur. Au 31 juillet 2014, 325 agréments ont été délivrés, dont l'agrément multi-site de l'APCA qui recouvre 76 établissements.

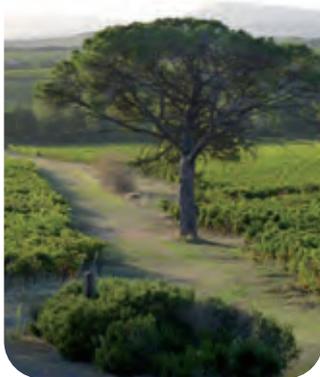
CERTIFICATION (chiffres au 21/08/14)

Nombre d'agriculteurs ayant obtenu leur Certiphyto : 4 292
Nombre de conseillers agricoles ayant obtenu leur Certiphyto : 744
Nombre de distributeurs ayant obtenu leur Certiphyto : 2 709
Nombre d'utilisateurs en zones non agricoles ayant obtenu leur Certiphyto : 1 320
Nombre d'applicateurs en prestation de service (zones agricoles et zones non agricoles) ayant obtenu leur Certiphyto : 4 047
Nombre total de Certiphyto délivrés : 13 695



LANGUEDOC-ROUSSILLON





Avec le premier vignoble de France (234 500 ha en 2013, 30 % du vignoble national), le Languedoc-Roussillon a une agriculture très marquée par la viticulture (plus de la moitié de la valeur de la production agricole), secteur aux revenus médiocres (18K€ par travailleur non salarié en 2013). Ainsi, le revenu moyen par actif agricole non salarié situe le Languedoc-Roussillon en dernière place des régions françaises, même si l'écart se réduit.

La région est un amphithéâtre sur la mer avec de l'élevage en Lozère et dans les Pyrénées. L'essentiel des cultures consommatrices en pesticides sont dans la plaine littorale et l'ouest audois: viticulture, fruits et légumes, grandes cultures et semences... dans un contexte méditerranéen dominant (à nuancer dans les montagnes). Les quatre départements littoraux ont été classés à « enjeu pesticides » dans le Schéma directeur d'aménagement et gestion des eaux (SDAGE) Rhône Méditerranée, révélant une contamination importante des eaux.

Le plan d'action régional, validé le 8 juillet 2010, s'articule autour de 4 enjeux :

- organiser la gouvernance régionale, suivre les réalisations et communiquer ;
- réduire l'utilisation des phytosanitaires en agriculture ;
- tendre vers le « zéro phyto » en zone non agricole (ZNA) ;
- mettre en synergie les actions de recherche, d'expérimentation, de démonstration et de formation.

GOVERNANCE

Dates de réunions des CROS

8 juillet 2010,
11 juillet 2012,
8 juillet 2014

Nombre de groupes de travail

3
Comités techniques

Structure du plan d'action régional

Plan d'action régional validé

le 8 juillet 2010

16
fiches actions
4
d'enjeux régionaux

ACTION PHARE

Forum sur la pulvérisation en viticulture (IFV/ IRSTEA/ Chambres d'agriculture Languedoc-Roussillon/ FDCuma)

Le 5 novembre 2013, ce forum présente les travaux menés pour optimiser l'application des produits phytosanitaires et ainsi réduire leur impact. Après des premiers essais au vignoble, et la validation de protocoles sur la vigne artificielle EvaSprayViti, les essais d'évaluation de la pulvérisation ont montré qu'une même dose appliquée à l'hectare cadastral conduit à des dépôts par unité de surface sur les organes cibles (feuilles et grappes) très variables (facteur de 1 à 9) en fonction du stade de végétation, des pratiques et du matériel, d'où a priori de **larges perspectives d'optimisation et réduction** de l'utilisation des pesticides. Issue de ces travaux, une **première fiche conseil**, élaborée par le groupe régional machinisme (même intervenants que pour le forum), est parue début 2014 pour « **Réduire les phytosanitaires lors des premiers traitements sur vigne** » (téléchargeable sur le site de l'IFV, de la DRAAF, ou d'EcophytoPic)

Le travail se poursuit, avec un financement de l'ONEMA pour développer une **éco-évaluation des systèmes de pulvérisation** afin de contribuer à l'amélioration du parc de pulvérisateurs, en partenariat avec des constructeurs de matériels.



TESTER ET PROMOUVOIR LES BONNES PRATIQUES EN ZONES AGRICOLES

LES RÉSEAUX D'EXPLOITATIONS ET D'EXPÉRIMENTATION

Depuis 3 ans, le **réseau FERME artichaut/salade** affiche une baisse de l'IFT moyen de l'ordre de 25%. Une nouvelle stratégie de protection des parcelles privilégie l'observation et le raisonnement plutôt que l'approche sécuritaire et répétitive. La prise de conscience de l'intérêt de protéger la faune auxiliaire est utile dans la lutte contre certains bio agresseurs.

Le groupe FERME s'appuie sur les résultats du projet EXPECOPHYTO mené par la station Sudexpé-CENTREX. La diffusion à court terme vise à lutter contre :

- les adventices par l'introduction du binage mécanique de l'inter-rang et donc l'abandon complet des herbicides. L'efficacité pourra être optimisée par l'introduction de la plantation mécanisée et l'irrigation au goutte à goutte.

- le puceron vert, *Capitophorus hornii*, présent à l'automne qui est maîtrisé par la faune auxiliaire présente à l'automne si celle-ci est protégée et bénéficie d'un habitat propice autour des parcelles (bandes enherbées).

Les agriculteurs du groupe FERME se sont constitués en association, Acréphyl, dont le projet a été retenu à l'appel à projets 2014 « Mobilisons-nous pour l'agro-écologie » de préfiguration des GIEE.

ACTIONS D'INITIATIVE RÉGIONALE

Quelle place pour les cépages résistants aux maladies cryptogamiques ?

La thématique proposée sur les cépages résistants à l'oïdium et au mildiou suscite un intérêt croissant chez les viticulteurs.

Malgré l'évolution des pratiques culturales et l'adaptation des traitements à la surface foliaire, les progrès sont limités, d'autant que les viticulteurs sont confrontés à une importante hétérogénéité de la pression sanitaire en fonction des terroirs mais également du millésime. Ce constat s'appuie sur le suivi des exploitations du réseau FERME dans le Narbonnais et dans les Pyrénées-Orientales depuis 2010. Lors du colloque du 17 octobre 2013, **l'accent a été mis sur l'état des travaux en France, les solutions à disposition des viticulteurs et les démarches à suivre.** Parmi les travaux : suivis de vieux hybrides (8 000 ha en France), tests de cépages européens à résistance partielle mais permettant de réduire de 60 à 80% les traitements fongicides, et développement de variétés à résistance polygénique de l'INRA (à partir de 2020). Actuellement, seul un accès dans le cadre d'une démarche d'expérimentation est possible, avec un impact sur la commercialisation et la pérennité en cas de non inscription.

The poster features a background image of a vineyard. At the top, it reads 'L'Avenir du plan Ecophyto'. The main title is 'Demain, Quelle place pour les Cépages résistants aux maladies cryptogamiques ?'. The date and time are 'Le jeudi 17 octobre 2013 À 14 h 00'. The location is 'Au palais des congrès à Gruissan'. A central graphic shows a globe with a grid, filled with dark grapes. At the bottom, there are logos for 'ECOPHYTO' (with sub-logos for 'VITICULTURE' and 'DEPHYT'), 'ONEMA', and 'Chambre d'Agriculture de l'Aude'. Contact information for 'Pôle Viticulture-Oenologie' is provided: '04 68 11 79 61'.

SURVEILLER L'ÉTAT PHYTOSANITAIRE DES CULTURES

En 2013, la région s'est portée pilote pour une expérimentation nationale sur la place des adventices dans les BSV en viticulture. Le groupe de travail est composé de l'IFV, de la Chambre d'agriculture du Gard, de la FREDON, du SRAL/DRAAF et de la Chambre régionale d'agriculture Languedoc-Roussillon. Les travaux menés ont pour objectif de faire un état des lieux des pratiques en cours en région et de leur impact, et de mettre en place des protocoles simples sur la détection d'adventices émergentes, invasives et des résistances. Le réseau d'épidémiologie-surveillance viticulture s'est mobilisé pour participer à cette expérimentation menée in fine par 39 observateurs, sur 541 parcelles. Il n'y a pas eu de parution dans les BSV. Un groupe régional a été constitué pour rédiger la note « Entretien des sols ». Cette note a pour objectif de rappeler les stratégies de désherbage efficaces, économes en herbicides, de mettre en avant les méthodes alternatives au désherbage, de faire un point sur les espèces invasives et émergentes.

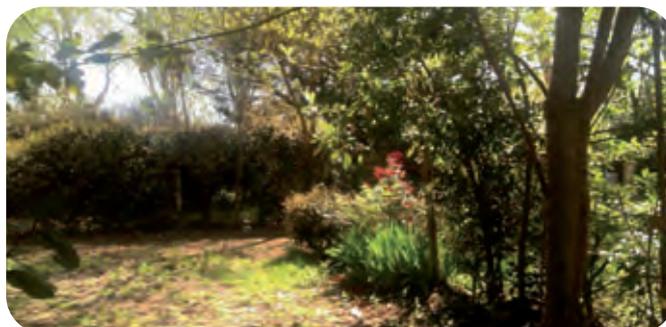
En 2014, l'expérimentation se poursuit. Le nombre de régions passe de trois à six mais le Languedoc-Roussillon reste la seule région pilote pour la viticulture.

Nombre de BSV publiés en 2013 et en 2014 (chiffres au 30/06/2014)		
	2013	2014
Grandes cultures	10	8
Arboriculture fruitière	21	12
Cultures légumières	19	14
Viticulture	22	11
Horticulture		
Zones non agricoles		
Riz	2	1

SOUTENIR LA DYNAMIQUE SUR LA RÉDUCTION DES PESTICIDES EN ZNA

La coordination régionale sur les zones non agricoles, assurée par la FREDON, permet de mutualiser les outils (cahiers des charges, démarches, outils de communication), les compétences (formations..) et les actions. Plus de 240 communes engagées, 4 conseils généraux, 37 structures d'animation locales (EPCI, syndicats mixtes..), et des journées « zéro pesticide » : dans les cimetières, dans les stades, dans les campings. La récente démarche sur les campings a été lancée sur la zone fragile du Parc Naturel Régional de la Narbonnaise. Au départ, l'évaluation de la pression phytosanitaire sur ce secteur a conduit, grâce à la collaboration des services, à des contrôles intrants de la DRAAF, puis à une journée de formation/sensibilisation avec la CCI. Puis la Région a incité l'association « les AssEauciés » à intégrer cette démarche dans leur action pilote en hôtellerie de

plein air. La FREDON a accompagné la définition et la mise en place d'un plan d'amélioration des pratiques phytosanitaires et horticoles au camping Les Floralys, pionnier sur la démarche.

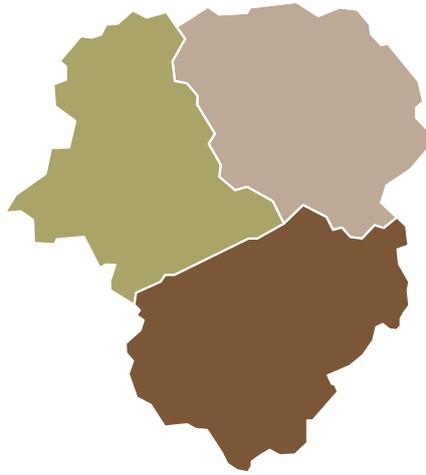


FORMER ET PROFESSIONNALISER

Un accord-cadre de coopération Eau et Agriculture dans l'enseignement agricole pour 2013-2018, a été signé le 8 octobre 2013 entre l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée - Corse et les DRAAF du bassin.

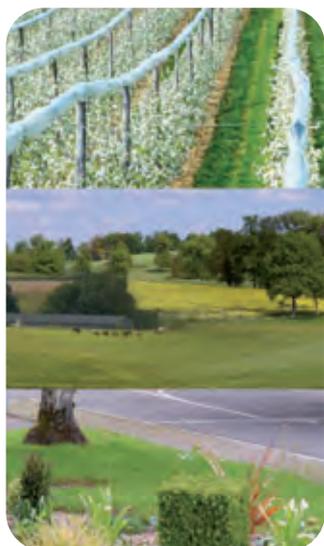
Il s'agit de hisser les lycées agricoles et leurs exploitations au rang de précurseurs en matière de gestion de l'eau et d'améliorer la formation des apprenants pour lutter contre les pollutions et économiser l'eau. L'appui s'organisera via des appels à projets. Celui de 2013, pour une mise en œuvre en 2014, a retenu un projet en région : l'EPL de Carcassonne pour le passage au bio de parcelles agricoles traversées par un cours d'eau et sur une analyse de l'impact sur la qualité de l'eau. Celui de 2014 a retenu deux établissements en région : Castelnau le Lez (horticulture : zéro effluent, faisabilité de la certification "agriculture biologique") et Perpignan (kit de jeu de rôle sur la gestion durable de l'eau).

CERTIFICATION (chiffres au 30/06/14)
Nombre d'agriculteurs ayant obtenu leur Certiphyto : 12 526
Nombre de conseillers agricoles ayant obtenu leur Certiphyto : 600
Nombre de distributeurs ayant obtenu leur Certiphyto : 1 348
Nombre d'utilisateurs en zones non agricoles (collectivités) ayant obtenu leur Certiphyto : 654
Nombre d'applicateurs en prestation de service (zones agricoles et zones non agricoles) ayant obtenu leur Certiphyto : 1 421
Nombre total de Certiphyto délivrés : 16 549



LIMOUSIN





Le Limousin est un territoire à dominante agricole pour lequel un des défis majeurs est de renforcer la compétitivité des exploitations, tout en confortant leur performance environnementale. Il s'agit de l'une des régions où la part de Surface Agricole Utile recevant des produits phytosanitaires est la plus faible en France. Ceci s'explique notamment par la prédominance d'un système de production en polyculture-élevage, incluant des rotations longues et une part importante laissée aux surfaces herbagères. Toutefois, la fréquence de traitements sur certaines filières spécialisées et localisées au niveau de bassins de production sectoriels, couplée au mitage résidentiel du territoire agricole, placent la question de l'exposition des populations aux traitements phytosanitaires au cœur des préoccupations de la société civile.

Ainsi des passerelles se mettent en place avec l'Agence régionale de santé et la DIRECCTE, pour coordonner les différentes politiques publiques sur la question des produits phytosanitaires et de la santé dans notre région.

Cette mobilisation se retrouve également au niveau des collectivités territoriales, puisque plus de 20% d'entre elles sont déjà engagées dans une démarche locale de réduction de l'usage des pesticides pour l'entretien de leurs espaces publics.

GOVERNANCE

Dates de réunion des CROS

Le 18 décembre 2013

Nombre de groupes de travail

4 groupes de travail
se réunissent
1 à 3 fois/an

Structure du plan d'action régional

Plan régional d'actions
validé en 2011
et actualisé
lors du dernier CROS

Nb d'axes régionaux :
7

Nb de fiches actions :
23

ACTION PHARE

Le colloque régional 2014 "Phytos et santé des utilisateurs : quelles perspectives en Limousin ?", qui a rassemblé plus de 160 personnes, a permis d'informer sur les risques potentiels pour les utilisateurs professionnels, de rappeler les actions régionales de prévention et de gestion du risque, et de mettre en évidence des solutions.

Par ailleurs, l'Agence Régionale de Santé a installé en janvier 2014 l'Observatoire Régional Santé Environnement, qui a pour vocation de mutualiser les données relatives aux impacts de l'environnement sur la santé (dont les phytos), et de faire des propositions sur le suivi et les actions à entreprendre pour les réduire.

D'autres actions de sensibilisation des utilisateurs ont également été menées :

- 4 forums "phytos" pour les collectivités, en partenariat avec les services prévention des centres de gestion ;
- publication de brèves au sein des journaux agricoles de la région, proposant des éléments pratiques pour favoriser l'adoption des "bons" réflexes ;
- mise à disposition d'une borne Phytos-Santé par département, avec de la documentation santé et un kit d'équipements de protection individuelle ;
- poursuite du volet « prévention santé » dans les formations Certiphyto.



TESTER ET PROMOUVOIR LES BONNES PRATIQUES EN ZONES AGRICOLES

LES RÉSEAUX D'EXPLOITATIONS ET D'EXPÉRIMENTATION

Outre les vidéo-reportages réalisés en 2013, les **4 réseaux DEPHY limousins** poursuivent leurs actions pour promouvoir des pratiques économes en phytos, adaptées au contexte local. Ainsi, dans le cadre de l'opération nationale « **Les fermes DEPHY vous ouvrent leurs portes !** », le **réseau DEPHY Pomme Limousin** a organisé 3 demi-journées d'échanges, qui ont réuni plus de 140 arboriculteurs, conseillers, mais aussi élus locaux et médias. Après un historique des actions déjà mises en œuvre par la filière pour réduire les phytos, les travaux du réseau DEPHY ont été commentés, avant de se rendre sur 4 ateliers au verger : auxiliaires, confusion sexuelle, désherbage mécanique, réduction des doses de phytos selon le volume de végétation.

En polyculture-élevage, le **réseau DEPHY de la Creuse**, en partenariat avec le Programme limousin des acteurs de l'agriculture biologique, a souhaité informer sur une technique encore peu répandue : le désherbage mécanique des céréales. Une quarantaine de personnes ont pu assister à la présentation de 3 machines en fonctionnement sur blé tendre : herse étrille, bineuse avec guidage par patin et bineuse avec guidage par caméra.

ACTIONS D'INITIATIVE RÉGIONALE

Le **réseau DEPHY Pomme Limousin** a organisé en février une conférence sur **l'optimisation de la pulvérisation** en verger, réunissant près de 140 arboriculteurs, techniciens et constructeurs de toute la France. L'expert allemand Peter Triloff a exposé ses travaux innovants, ainsi que les résultats de tests effectués sur 16 pulvérisateurs limousins grâce à un banc de répartition d'air venu d'Allemagne.

En avril, environ 40 personnes ont assisté à la journée « Pulvérisation en fraise hors sol » organisée par l'équipe DEPHY Fraise et fruits rouges du grand sud-ouest. Les principes d'une pulvérisation de qualité ont été rappelés, en s'appuyant sur

des tests aux papiers hydrosensibles, réalisés sous tunnel par 3 pulvérisateurs différents. Les points de réglage et d'amélioration de la qualité de pulvérisation sont compilés au sein de la plaquette « Réaliser une pulvérisation efficace en fraise hors-sol ».

Enfin, côté grandes cultures, les Chambres d'agriculture du Limousin ont élaboré une note exposant les 4 étapes clefs pour régler son pulvérisateur à rampe basse.

Plus d'info sur <http://limousin.synagri.com/synagri/outils-et-documents-ecophyto>.



SURVEILLER L'ÉTAT PHYTOSANITAIRE DES CULTURES

Depuis 2009, le nombre de Bulletins de santé du végétal (BSV) publiés sur le Limousin ne cesse de croître, avec 138 bulletins publiés en 2013 (9 éditions pour 11 filières suivies), contre 90 en 2010.

De même, le nombre d'abonnés progresse : près de 3 500 en 2013 (900 en 2010), auxquels il faut ajouter les lecteurs de la presse agricole écrite et ceux téléchargeant les bulletins sur Internet. En 2013, le site Internet des Chambres d'agriculture a enregistré plus de 13 000 consultations de la page BSV.

En 2014, eu égard au développement de cette filière sur la région, le réseau d'épidémiologie-surveillance s'est étoffé d'un nouveau bulletin : le « BSV Pomme de terre ». Ce BSV s'appuie sur 5 structures qui réalisent des observations sur 7 parcelles réparties sur nos 3 départements. Ces parcelles reflètent la diversité locale de la filière (pommes de terre de consommation et production de plants) et des modes de conduite (conventionnelle ou biologique).

Nombre de BSV publiés en 2013 et en 2014 (chiffres au 01/09/2014)

	2013	2014
Grandes cultures	35	30
Arboriculture fruitière	42	36
Cultures légumières	20	36
Viticulture	19	19
Horticulture	0	0
Zones non agricoles	8	8
Autres : prairies, tabac	14	15

16 BSV pomme de terre Limousin ont été publiés en 2014, retrouvez-les sur : <http://www.limousin.synagri.com/synagri/pomme-de-terre-limousin>.

SOUTENIR LA DYNAMIQUE SUR LA RÉDUCTION DES PESTICIDES EN ZNA

Au delà de l'engagement de certaines collectivités dans la charte de réduction « **objectif zéro pesticide** », la FREDON Limousin a souhaité informer l'ensemble des collectivités de la région sur les techniques alternatives aux produits phytosanitaires. Une note technique comparative des différentes méthodes, basée sur des témoignages locaux, a ainsi été éditée fin 2013. Elle a été déclinée en poster en 2014 pour pouvoir être aisément affichée dans les locaux techniques. Retrouvez-la sur <http://www.fredon-limousin.fr>.

Pour sensibiliser les jardiniers amateurs, la ville de Limoges a

souhaité, dans le cadre de la vaste opération « Nature Urbaine », mettre en place une parcelle expérimentale au sein d'un des jardins familiaux de la ville. Elle a pour cela fait appel au CFPPA de Limoges-Les Vaseix spécialisé dans le maraîchage biologique. La parcelle a été conduite par les jardiniers du site, sur la base d'animations régulières du formateur. Plusieurs techniques testées se sont déjà propagées efficacement sur les autres parcelles. Des animations menées par la ville et une exposition ont permis de faire partager cette expérience au grand public.

FORMER ET PROFESSIONNALISER

La sensibilisation des collectivités menée fin 2013 via l'organisation de 4 forums, et la mise en place concomitante des sessions de formations Certiphyto, ont permis une forte progression de l'obtention des certiphytos « collectivités territoriales » en 2014. Avec plus de 480 personnes certifiées au 1^{er} septembre 2014, on atteint en 10 mois près de 25% du pool estimé. Face aux échéances de la loi Labbé et aux contraintes réglementaires liées à l'usage des phytos, il est probable que les collectivités s'orientent plus rapidement vers l'arrêt ou la délégation des traitements, ou décident de spécialiser certains de leurs agents.

Du côté des agriculteurs, ce sont plus de 80% des utilisateurs de produits phytosanitaires estimés qui ont obtenu leur certiphyto. Si le rythme actuel de formation se maintient, les 100% devraient être atteints au 1^{er} semestre 2015.

Quant aux entreprises de distribution ou d'application en prestation de service, la DRAAF s'attache à contrôler en priorité celles qui ne disposent pas d'un agrément conforme au nouveau dispositif, comprenant notamment la certification du personnel obligatoire depuis le 1^{er} octobre 2013.

CERTIFICATION

(chiffres au 15/09/14)

Nombre d'agriculteurs ayant obtenu leur Certiphyto : **5 707**

Nombre de conseillers agricoles ayant obtenu leur Certiphyto : **239**

Nombre de distributeurs ayant obtenu leur Certiphyto : **731**

Nombre d'utilisateurs en zones non agricoles ayant obtenu leur Certiphyto : **486**

Nombre d'applicateurs en prestation de service (zones agricole et zones non agricoles) ayant obtenu leur Certiphyto : **460**

Nombre total de Certiphyto délivrés : 7 623



LORRAINE





La Lorraine est une région d'élevage, avec une forte vocation laitière, et de grandes cultures, caractérisée historiquement par des exploitations de grande taille. On y trouve également des productions locales plus mineures mais très emblématiques de l'identité des terroirs : la mirabelle (dont elle représente 75 % de la production nationale) et de la viticulture avec deux AOC.

Le principal enjeu pour la mise en œuvre du plan Ecophyto en Lorraine porte sur la **réduction du recours aux herbicides et de leur impact sur l'environnement**, en particulier sur la qualité des eaux.

Cet enjeu est soumis à des contraintes fortes :

- les herbicides sont les principaux produits phytopharmaceutiques utilisés, et ceci aussi bien en secteur agricole que non agricole ;
- la rotation culturale dominante est courte, généralement triennale (colza-blé-orge et maïs-blé-orge) et peu diversifiée, et c'est sans doute une des principales clés pour répondre à cet enjeu,
- des situations pédologiques souvent difficiles, avec à la fois des sols lourds et fortement drainés et des sols superficiels très drainants et très caillouteux,
- un important développement des techniques simplifiées de travail des sols.

La Lorraine bénéficie toutefois d'atouts pour y faire face : des organismes de recherche et d'enseignement supérieur impliqués sur ces questions, ainsi qu'une profession agricole attentive et mobilisée depuis longtemps sur la question de la qualité des eaux, à travers des partenariats actifs pour l'évolution des pratiques phytosanitaires et la recherche de systèmes de cultures durables.

GOVERNANCE

Dates de réunion des CROS

15 juin 2010
13 mai 2011
19 septembre 2012
16 mai 2013
2 octobre 2014

Nombre de groupes de travail

7

Structure du plan d'action régional

Plan d'action régional
validé le 13 mai 2011
Nb de fiches actions :

31

ACTION PHARE

Journée technique : les paroles et les actes des agriculteurs DEPHY FERME grandes cultures et polyculture élevage

Après les rallyes portes ouvertes dans les fermes DEPHY en mai 2013, les agriculteurs des réseaux grandes cultures et polyculture-élevage se sont réunis en janvier 2014 pour poursuivre le partage d'expériences, lors d'une journée technique co-organisée par l'ensemble des acteurs de ces filières, qui a rassemblé plus de 200 agriculteurs et conseillers. 3 thèmes ont été développés autour de la **maîtrise de la pression des mauvaises herbes** : la gestion des adventices en intercultures, le désherbage mécanique, l'allongement de la rotation et les perspectives de développement de filières en Lorraine.

Au long de cette journée, experts et agriculteurs DEPHY se sont succédé pour présenter leurs résultats et expériences. En clôture, l'INRA a présenté les atouts et limites de la génétique comme levier pour réduire l'usage des produits phytosanitaires.

Cette journée, dont les présentations sont disponibles sur le site de la Chambre d'agriculture de Lorraine, a abordé un panel de leviers, de systèmes de production dans différentes conditions pédoclimatiques, **afin que chacun puisse y trouver une technique adaptable à son exploitation.**

TESTER ET PROMOUVOIR LES BONNES PRATIQUES EN ZONES AGRICOLES

LES RÉSEAUX D'EXPLOITATIONS ET D'EXPÉRIMENTATION

Le réseau FERME lorrain comprend : 6 réseaux grandes cultures et polyculture-élevage, 1 réseau viticulture, 1 réseau maraîchage et 1 réseau arboriculture. Trois lycées agricoles publics et un lycée agricole privé y participent.

Le réseau EXPE est constitué de 4 plateformes travaillant sur les systèmes innovants en grandes cultures et polyculture-élevage et 1 plateforme du réseau EXPE arboriculture.

Afin de partager les premiers résultats des réseaux de fermes DEPHY, les chambres d'agriculture ont rédigé une plaquette « [Acquérir des références sur des systèmes de cultures pour réduire l'usage des produits phytosanitaires](#) » où sont

présentées les évolutions des 4 réseaux de FERMES grandes cultures et polyculture-élevage qu'elles animent. 650 exemplaires en ont été diffusés auprès d'agriculteurs, d'élus et d'organismes publics et privés.

Dans le cadre de l'action de communication nationale « les lycées agricoles ouvrent leurs portes près de chez vous », le [lycée de Courcelles-Chaussy](#) (57) a accueilli 120 apprenants sur une vingtaine de stands retraçant les actions du plan Ecophyto : observations au champ et seuils d'intervention, auxiliaires et leviers agronomiques pour la réduction des intrants.

ACTIONS D'INITIATIVE RÉGIONALE

Journée technique Ecophyto & Agrifaune organisée par les chambres d'agriculture

Une trentaine d'agriculteurs se sont réunis pour prendre connaissance des leviers mis en place sur les fermes DEPHY Ecophyto pour réduire les produits phytosanitaires et préserver la microfaune du sol. L'ingénieur réseau Ecophyto et l'animateur régional « Agrifaune » ont présenté les résultats d'essais des différents réseaux : impact des anti-limaces sur les carabes et les vers de terre, leviers agronomiques pour réduire les phytos... La journée s'est terminée par des comptages aux champs de vers de terre.

Expositions itinérantes pour collectivités

Pour sensibiliser et diffuser des informations sur des pratiques d'entretien sans pesticides au plus près des utilisateurs, la FREDON Lorraine a conçu en 2009 des [expositions itinérantes](#) à destination des collectivités (« Se passer des pesticides, c'est possible ! ») et des jardiniers amateurs (« Objectif zéro pesticide dans nos jardins ! »).

La FREDON a étendu son offre en 2014 en concevant 2 nouvelles séries de posters didactiques : l'une portant sur la [gestion durable des espaces publics](#) et l'autre sur la [création et l'entretien écologique des vergers](#).



SURVEILLER L'ÉTAT PHYTOSANITAIRE DES CULTURES

Le réseau d'épidémiologie-surveillance lorrain couvre toutes les productions végétales régionales : grandes cultures (céréales à pailles, oléagineux-protéagineux et maïs), arboriculture, viticulture, cultures maraîchères, horticulture-pépinières et zones non agricoles. Depuis 2012 il est complété d'un suivi des effets non intentionnels des pratiques phytosanitaires sur la biodiversité et sur les risques d'apparition de bio-agresseurs résistants aux traitements chimiques.

Ce réseau, placé sous la présidence de la Chambre d'agriculture de Lorraine, constitue une action partenariale exemplaire, **associant 27 organismes techniques** très divers pour la mise en œuvre de protocoles d'observations harmonisés. Un dialogue technique permanent vise à adapter en continu le dispositif aux problématiques phytosanitaires régionales, à conforter la qualité des observations et des analyses de risque, sous la supervision technique de la DRAAF.

Les **6 éditions de BSV** sont accessibles sur les sites Internet de la DRAAF et de la CRAL. Ils sont aussi relayés par un nombre croissant de partenaires, le plus souvent directement auprès des utilisateurs professionnels (agricoles et non agricoles).

Nombre de BSV publiés en 2013 et en 2014 (chiffres au 12/09/2014)		
	2013	2014
Grandes cultures	33	25
Arboriculture fruitière	26	26
Cultures légumières	29	23
Viticulture	19	19
Horticulture	19	13
Zones non agricoles	15	10

SOUTENIR LA DYNAMIQUE SUR LA RÉDUCTION DES PESTICIDES EN ZNA

Depuis des années l'Agence de l'eau Rhin-Meuse développe des partenariats très actifs afin de promouvoir des pratiques de réduction de l'usage des pesticides en zone non agricole.

Dans ce cadre, la **FREDON Lorraine** conduit des actions auprès des collectivités territoriales : en 2013 plus de 200 communes ont été sensibilisées lors de journées techniques, **21** se sont engagées dans des plans de réduction et le 25 septembre, avec la FREDON Alsace, a été organisé un **colloque sur la gestion durable des espaces publics**. D'autres acteurs publics sont ciblés, comme les offices publics d'habitats, les entreprises sociales pour l'habitat, les golfs, les campings et

les ESAT. Ce partenariat couvre aussi des actions auprès des jardiniers amateurs : cette année une journée d'échange a été mise en place avec les associations intervenant dans la pratique du jardinage et la sensibilisation à l'environnement, afin de mutualiser leurs outils de communication et d'en démultiplier l'audience.

En 2013 un nouveau partenariat a été initié avec l'**AREXHOR Grand Est** afin de promouvoir la réduction d'utilisation des phytos auprès des pépiniéristes et des horticulteurs, par la diffusion d'un **Flash Info Vert** auprès des professionnels.

FORMER ET PROFESSIONNALISER

Avec près de **4 000 nouveaux certificats délivrés en une année**, le réseau des organismes de formations habilités s'est remarquablement mobilisé afin que la majorité des utilisateurs professionnels ayant besoin d'un Certiphyto pour la conduite de leur activité soient prêts pour l'échéance du 1er janvier 2015.

Depuis le bilan de l'année dernière, ce sont ainsi **plus de 2 000 agriculteurs qui ont obtenu leur certificat**, le plus souvent à la suite d'une formation. Le nombre de Certiphyto agricoles délivrés est aujourd'hui presque équivalent au nombre d'exploitations dites « professionnelles » (sur des critères statistiques de taille et de production).

Un effort très important a également été réalisé par les opérateurs en zone non agricole malgré des formations disponibles tardivement. Il est à noter que ces personnels garderont largement le bénéfice des formations suivies à l'occasion de la mise en place des méthodes alternatives aux produits phytosanitaires dans les espaces publics qui auront à

se déployer afin d'appliquer les dispositions de la Loi Labbé (interdiction des traitements chimiques sur les espaces accessibles au public) à l'échéance 2020.

NOMBRE DE CERTIFICATS DÉLIVRÉS (Chiffres au 18/08/2014)	
Nombre d'agriculteurs ayant obtenu leur Certiphyto :	6 554
Nombre de conseillers agricoles ayant obtenu leur Certiphyto :	362
Nombre de distributeurs ayant obtenu leur Certiphyto :	1 516
Nombre d'utilisateurs en zones non agricoles ayant obtenu leur Certiphyto :	589
Nombre d'apPLICATEURS en prestation de service (zones agricoles et non agricoles) ayant obtenu leur Certiphyto :	1 300
TOTAL certificats délivrés : 10 321	



MARTINIQUE





Située au cœur de l'archipel des Caraïbes, l'île bénéficie d'un climat tropical océanique favorable au développement des productions agricoles qui occupent 30% de sa surface. L'agriculture y est caractérisée d'une part par une forte présence de petites exploitations familiales en cultures de diversification (agrumes, goyave, igname, laitue, melon, et désormais ananas), soit 70% du nombre total des exploitants, qui possèdent moins de 5 hectares. D'autre part, deux filières historiques représentent à elles seules la moitié de la surface agricole avec une production résolument tournée vers la qualité :

- la banane export qui s'inscrit depuis 2008 dans les plans « Banane durable » I et II et leurs objectifs déterminés de réduction de l'utilisation des produits phyto-pharmaceutiques ;

- la canne à sucre dont le débouché principal est la distillerie et la production d'un rhum agricole dont la typicité est reconnue par une AOC depuis 1996.

Les atouts de la Martinique sont aussi ses points faibles puisque l'air chaud et humide est propice au développement des adventices, des pathogènes et des ravageurs. La nécessité de trouver des solutions alternatives aux produits phytosanitaires est sans doute plus pressante ici puisque 71% des usages ne sont pas couverts. En outre, l'interdiction de certains produits et de l'épandage aérien amènent les acteurs à développer des solutions innovantes. Enfin, l'insularité de la Martinique rend difficile et coûteux le traitement des produits phytosanitaires non utilisés et des emballages vides. La mise en place d'une filière pérenne constitue une priorité.

GOVERNANCE

Dates de réunion des CROS

16 juin 2010
28 juin 2011
6 juin 2012
18 juin 2013
26 juin 2014

Nombre de groupes de travail

10

Structure du plan d'action régional

Plan d'action régional validé
Actualisation du plan régional :

Oui le 06 juin 2012

Nb d'enjeux régionaux :

3

Nb de fiches actions :

4

ACTION PHARE

Campagne d'élimination des déchets phytosanitaires

En octobre 2013, une troisième grande collecte gratuite d'emballages vides (EVPP) et de produits phytosanitaires non utilisés (PPNU) a été organisée par l'APROMAR, l'association des distributeurs d'intrants de la Martinique. Ils ont bénéficié du soutien et de l'encadrement des instances publiques (DAAF, DEAL, ODE) et de la Chambre d'agriculture pour cette opération qui a permis de récolter plus de 5 tonnes de PPNU et 200 m³ d'EVPP. Ce succès partagé, tant sur le plan de l'organisation que de la communication et de l'engagement des partenaires, a mis en évidence la nécessité de mettre en place une filière pérenne au vu des difficultés rencontrées : saturation des outils de traitement en local, coût du transport des PPNU vers la métropole, besoin en personnel qualifié... L'étude réalisée sur ce sujet précis en 2013-2014 par ADIVALOR laisse présager de la mise en place d'une filière dans le cadre de la REP



(Responsabilité élargie des producteurs) inscrite dans la loi Grenelle 2. Il est important de conserver l'implication des acteurs historiques, qui ont d'ores et déjà démontré leur technicité, dans les futurs dispositifs de gestion.

TESTER ET PROMOUVOIR LES BONNES PRATIQUES EN ZONES AGRICOLES

LES RÉSEAUX D'EXPLOITATIONS ET D'EXPÉRIMENTATION

Trois groupes DEPHY-FERME ont été retenus : Ananas, Banane et Canne à sucre, et un ajourné (diversification maraîchère). En tout, 26 exploitations agricoles sont suivies par deux ingénieurs réseaux de la Chambre d'agriculture. Par exemple, le travail sur l'ananas a permis de proposer des solutions valides conduisant à un IFT inférieur à 1. Les journées de démonstration (en moyenne une quarantaine de personnes) sont l'occasion de partager ces pratiques.

Le Réseau d'innovation et de transfert agricole (RITA), développé à l'occasion de la subvention exceptionnelle à l'agriculture de diversification martiniquaise par le Comité

interministériel d'outre-mer a, quant à lui, pour objectif de traduire les problématiques des agriculteurs en projets d'expérimentation, puis de leur transférer les connaissances acquises. Ce réseau est préférentiellement tourné vers les cultures maraîchères et fruitières et a pour mission de structurer ces filières. Plus de 200 agriculteurs ont bénéficié des formations et des ateliers « bord de champs ».

Enfin, un programme d'expérimentation interDOM dans le cadre du réseau DEPHY-EXPE est en place depuis 2009. Il est conduit par différents centres d'expérimentations..

ACTIONS D'INITIATIVE RÉGIONALE

La lutte biologique inondative : mise en place d'un élevage d'auxiliaires

Depuis 2012, la FREDON travaille sur un projet de mise en place du contrôle biologique à la Martinique, mode de protection des cultures encore peu utilisé dans les DOM. L'étude menée en 2012 puis en 2013 a permis de repérer des couples ravageurs-auxiliaires et un élevage expérimental a été initié avec le concours d'un spécialiste cubain de la lutte biologique inondative.

Parallèlement, un travail d'identification des méthodes pour favoriser les auxiliaires autochtones a été réalisé : utilisation

de plantes attractives, de sources de nourriture secondaires aux auxiliaires, etc. Ces méthodes de lutte biologique de conservation, combinées à la lutte biologique inondative, ont vocation à être utilisées dans le cadre d'une stratégie globale de protection biologique intégrée des cultures.

A partir de 2014, sera créé un élevage de masse d'auxiliaires utilisant les enseignements de l'élevage expérimental ; en 2016, il sera réorganisé en vue de la commercialisation des auxiliaires pour 2017. L'objectif final est d'avoir une production d'auxiliaires suffisante pour l'ensemble des maraîchers de l'île au terme de ces 3 ans.



SURVEILLER L'ÉTAT PHYTOSANITAIRE DES CULTURES

En Martinique, un seul BSV est édité qui regroupe le résultat des observations de l'ensemble des filières : banane, canne, ananas et diversification (arboriculture, maraîchage, cultures vivrières). Il est diffusé par la Chambre d'agriculture mensuellement à l'ensemble de la profession agricole et mis en ligne sur les sites institutionnels de la DAAF et de la FREDON.

Cette année, le réseau épidémiosurveillance a été entièrement revu en collaboration avec un entomologiste du CIRAD pour optimiser les suivis : des réorientations ont été effectuées en fonction de la pertinence des nuisibles et des cultures. 2014 verra également le lancement d'une étude pour déterminer des seuils de nuisibilité, notamment sur l'antracnose de l'igname.

Enfin, comme dans les autres départements, le partage des informations s'organise avec la saisie des données d'observation dans une base nationale d'ici fin 2014.

Nombre de BSV publiés en 2013 et en 2014 <i>24(chiffres au 12/09/2014)</i>		
	2013	2014
Grandes cultures		
Arboriculture fruitière		
Cultures légumières		
Viticulture		
Horticulture		
Zones non agricoles		
Autres	24	24

SOUTENIR LA DYNAMIQUE SUR LA RÉDUCTION DES PESTICIDES EN ZNA

Communes : en route vers le « zéro » phyto :

Dans le cadre de ce projet porté par la FREDON en partenariat avec la DEAL et l'Office de l'eau, trois communes pilotes ont rédigé leur plans de désherbage communal. 63 agents d'entretien ont été formés et du matériel a été prêté pour tester les méthodes alternatives au désherbage chimique. Le retour d'expérience de ces communes a permis de réaliser un guide de bonnes pratiques qui sera diffusé avant la fin de l'année. L'accompagnement va être élargi à l'ensemble du territoire et une charte avec trois niveaux d'implication viendra reconnaître les efforts des communes engagées. Un comité de labellisation

a été mis en place et une première commune, celle de Case-Pilote, s'est d'ores et déjà engagée à ne plus utiliser de produits phytopharmaceutiques.

Jardiniers amateurs : Sur ce volet, l'information passe par des campagnes de sensibilisation, la présence sur des manifestations grand public et l'organisation d'ateliers « Jardiner sans pesticides ». Des enquêtes ont permis d'adapter les supports et sont sans doute à l'origine du succès du « Petit guide à l'attention du jardinier amateur », adapté au contexte local et qui sera réédité cette année.

FORMER ET PROFESSIONNALISER

8 organismes de formation sont habilités en Martinique pour organiser les sessions pour l'obtention du Certiphyto. Depuis 2011, ce sont plus de 2 000 Certiphyto qui ont été délivrés soit 30% de l'objectif fixé. Les formations sont adaptées aux attentes des utilisateurs de PPP et insistent sur des points essentiels (comme le dosage des produits, l'étalonnage des pulvérisateurs avec des exercices pratiques...) dont la bonne maîtrise peut amener à réduire les consommations de produits phytopharmaceutiques.

Des ateliers et journées techniques sont organisés par la Chambre d'agriculture dans le cadre de DEPHY-FERME ou du RITA : les agriculteurs répondent présents et apprécient ces temps d'échanges de bonnes pratiques et de transfert des enseignements issus de la recherche.

Enfin, la DAAF organise également des ateliers axés sur les aspects réglementaires et les problématiques de protection des végétaux. Ainsi des sessions permettant aux professionnels de

reconnaître la psylle vecteur du HLB (greening) sont organisées afin de contenir ces menaces pour les agrumes, non négligeables pour l'économie du territoire et fortement présentes dans tous les jardins privés.

NOMBRE DE CERTIFICATS DÉLIVRÉS (Chiffres au 27/08/2014)	
Nombre d'agriculteurs ayant obtenu leur Certiphyto :	1 673
Nombre de conseillers agricoles ayant obtenu leur Certiphyto :	87
Nombre de distributeurs ayant obtenu leur Certiphyto :	132
Nombre d'utilisateurs en zones non agricoles ayant obtenu leur Certiphyto :	20
Nombre d'applicateurs en prestation de service (zones agricoles et non agricoles) ayant obtenu leur Certiphyto :	272
TOTAL certificats délivrés :	2 184



MAYOTTE





L'agriculture mahoraise a un rôle « d'amortisseur social » important : on recense, en plus des 8870 exploitations, 6860 ménages exerçant une activité agricole mais consommant la totalité de leur production. Au sein de cette catégorie, 1050 ménages dépendent entièrement de l'agriculture ; elle constitue pour eux le seul moyen de subsistance.

Les systèmes de production sont de très petite taille. Les superficies moyennes cultivées par les exploitations agricoles sont de 0.53 hectare en moyenne. 44% des exploitations cultivent moins de 0.3 ha, alors qu'elles ne sont que 3.2% à cultiver 2 ha et plus.

La majorité de la population agricole pratique une agriculture de polyculture, associant des productions vivrières et des arbres fruitiers. Ce système de cultures associées constitue un mode de production durable et contribue, entre autres, à la faible utilisation des produits phytosanitaires malgré la forte pression parasitaire liée au climat tropical de l'île.

La faible organisation de l'agriculture mahoraise et l'absence de structure de recherche et de centres techniques constituent un frein à la maîtrise des données techniques phytosanitaires.

Dans ce contexte, la mise en place du plan Ecophyto nécessite la mobilisation de tous les acteurs locaux pour favoriser l'organisation des professionnels, pour la mise en valeur des méthodes et la recherche des nouvelles techniques moins gourmandes en produits phytosanitaires, pour la formation et la sécurisation des producteurs.

GOVERNANCE

Dates de réunion des CROS

Comité ad hoc du 10/12/2013

Nombre de groupes de travail

0

Structure du plan d'action régional

Plan d'action régional non validé

Actualisation du plan régional :

en cours

Nb d'enjeux régionaux :

5

Nb de fiches actions :

6

ACTION PHARE

L'utilisation des produits phytosanitaires dans l'agriculture mahoraise remonte à plus de 20 ans. Le devenir de ces produits (périmés ou illicites) et de leur contenant n'a jamais fait l'objet de traitement en l'absence de filière organisée de collecte et d'élimination des produits phytosanitaires non utilisables (PPNU) et des emballages vides de produits phytosanitaires (EVPP). La DAAF assure cette action depuis 2008. Initialement, cette action de collecte se passait chez les distributeurs (en 2008), avec 796,5 kg de PPNU collectés. Depuis 2011 cette action ne concerne que les agriculteurs et a permis de collecter et de traiter respectivement 384 kg de PPNU en 2011, 27 kg de PPNU en 2012 et 121 kg de PPNU et 14 kg d'EVPP en 2013. Cette action a mobilisé les inspecteurs intrants de la DAAF lors des contrôles chez les exploitants ; les PPNU et EVPP sont collectés et transmis à un prestataire de service pour les faire éliminer dans les sites agréés.

L'étude d'ADIVALOR (Agriculteurs, distributeurs, industriels pour la valorisation des déchets de l'agrofourmure), financée par le plan Ecophyto sur la mise en place d'une filière de gestion des intrants agricoles en fin de vie dans les Dom, et dont les résultats sont attendus fin 2014, doit permettre d'aboutir à la mise place d'une filière pérenne de collecte et d'élimination des ces déchets agricoles.



TESTER ET PROMOUVOIR LES BONNES PRATIQUES EN ZONES AGRICOLES

LES RÉSEAUX D'EXPLOITATIONS ET D'EXPÉRIMENTATION

Il n'existe pas de réseau DEPHY ; cependant le CGAAER suggère la mise en place de réseaux d'expérimentation et de démonstration sur les pratiques économes ou alternatives à l'utilisation des produits phytosanitaires. Des enquêtes ont été réalisées chez 16 structures agricoles (producteurs, groupements, association) :

pour identifier les pratiques actuelles au niveau de la gestion des cultures et de l'utilisation des produits phytosanitaires ;
pour identifier les méthodes de lutte alternative ou économes en intrants.

ACTIONS D'INITIATIVE RÉGIONALE

Dans le cadre de la mise en place de la formation Certiphyto, des actions de sensibilisation des acteurs ont été menées par la chambre d'agriculture puis le CFPPA de Coconi afin qu'ils s'inscrivent aux différentes sessions de formation. En plus des courriers et des sorties terrain expliquant la nécessité de détenir le certificat pour leur activité, une émission interactive radiophonique a permis d'échanger avec la population sur ce sujet.



SURVEILLER L'ÉTAT PHYTOSANITAIRE DES CULTURES

Il n'existe pas de réseau de surveillance épidémiologique organisé à Mayotte. En effet la faible organisation des professionnels n'a pas encore permis la création d'une FREDON sur laquelle se reposerait ce réseau. La mise en place de ce dernier, piloté par la chambre d'agriculture, est prévue fin 2014 pour être fonctionnel en 2015. Cependant la DAAF suit depuis 2011 l'évolution des populations des mouches des fruits de Mayotte et diffuse un bulletin annuel d'information.

Nombre de BSV publiés en 2013 et en 2014 (chiffres au 12/09/2014)		
	2013	2014
Grandes cultures		
Arboriculture fruitière	1	1
Cultures légumières	0	0
Viticulture		
Horticulture	0	0
Zones non agricoles	0	0
Autres	0	0

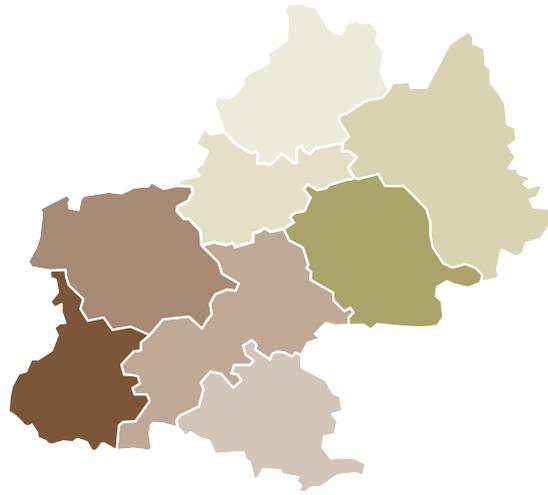
SOUTENIR LA DYNAMIQUE SUR LA RÉDUCTION DES PESTICIDES EN ZNA

Il y a très peu de ZNA à Mayotte. Les rares ZNA présentes n'ont pas recours aux produits phytosanitaires jusqu'alors.

FORMER ET PROFESSIONNALISER

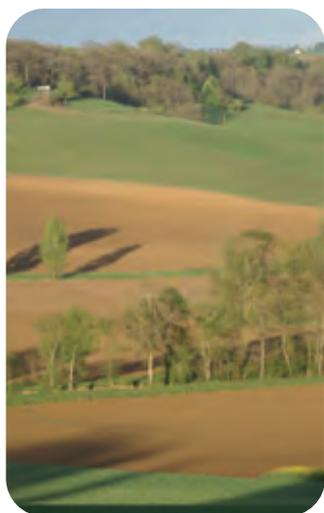
Suite à la nouvelle réglementation sur le dispositif de certification individuelle, d'agrément et certification des entreprises, un seul organisme de formation est habilité à dispenser les formations à Mayotte (le CFPPA de Coconi). Des formations à l'attention des distributeurs et applicateurs ont débuté depuis 2013 et se sont poursuivies en 2014 avec les agriculteurs. La participation des producteurs reste en deçà des prévisions (300 agriculteurs) faites par le CFPPA pilote de l'action. 144 personnes (126 décideurs, 10 conseillers et 8 distributeurs/applicateurs en prestation de service) ont participé aux formations.

NOMBRE DE CERTIFICATS DÉLIVRÉS (Chiffres au 27/08/2014)
Nombre d'agriculteurs ayant obtenu leur Certiphyto : 126
Nombre de conseillers agricoles ayant obtenu leur Certiphyto : 10
Nombre de distributeurs ayant obtenu leur Certiphyto : 8
Nombre d'utilisateurs en zones non agricoles ayant obtenu leur Certiphyto : 0
Nombre d'applicateurs en prestation de service (zones agricoles et non agricoles ayant obtenu leur Certiphyto) : 0
TOTAL certificats délivrés : 144



MIDI-PYRÉNÉES





Avec 47 000 exploitations agricoles valorisant 2,3 millions d'hectare de surface agricole utile (SAU) la région Midi-Pyrénées représente 10% des exploitations et 8 % de la SAU de métropole. L'agriculture régionale (93 000 emplois directs) est caractérisée par une production de qualité et d'une diversité importante : élevages bovin et ovin, grandes cultures, arboriculture, viticulture sous AOP, ail de Lautrec, Chasselas de Moissac...

Les exploitations sont orientées majoritairement vers l'élevage (60%) et la production de « grandes cultures » (30%). La viticulture ou l'arboriculture représentent 8% et les cultures spécialisées 2%.

La gestion économe des produits phytosanitaires présente une résonance plus ou moins forte selon les productions : les grandes cultures « consomment » peu de produits mais ceux-ci, en particulier les herbicides, sont déployés sur de grandes surfaces (env. 950 000 hectares) ; tandis que les cultures pérennes requièrent une protection soutenue et concentrée sur des surfaces moindres (environ 55 000 hectares).

Le plan Ecophyto, pour la région Midi-Pyrénées, s'appuie sur les outils nationaux ainsi que sur la mise en œuvre d'actions portées par différents acteurs. Ces dernières résultent d'initiatives souvent collectives et sont consolidées par l'animation de la DRAAF et de la chambre régionale d'agriculture.

En particulier la démarche Astarté de large consultation des acteurs, a abouti à la signature d'une charte régionale Ecophyto adossée à des groupes de travail selon les cinq axes stratégiques identifiés collectivement. Plus d'information est disponible sur le site de la DRAAF.

GOUVERNANCE

Dates de réunion des CROS

Assemblée générale de la charte Ecophyto : le 31 janvier 2014
Comité régional «surveillance biologique du territoire» :
le 1^{er} octobre 2014

Nombre de groupes de travail

5

visent la capitalisation, la diffusion et le partage d'informations concernant les pratiques à la fois économes en pesticides et viables pour l'exploitant agricole

Structure du plan d'action régional

En complément des actions nationales déclinées localement, le plan régional Ecophyto se concrétise au travers de 5 axes stratégiques

ACTION PHARE

Suivi des effets non intentionnels

La mise en place du suivi des effets non intentionnels (ENI) des pratiques agricoles sur la biodiversité, sur 33 parcelles et avec l'appui de l'unité mixte de recherche « Dynafor » de l'INRA, a suscité un vif intérêt chez les partenaires et les agriculteurs mettant leurs parcelles à disposition. En fin de campagne, chaque agriculteur reçoit une fiche individuelle sur l'organisation du réseau régional et les résultats obtenus. Ces fiches ont initié des débats autour des pratiques agricoles et de la biodiversité mise en évidence.

La compilation régionale des relevés a fait l'objet d'une publication spécifique et mis en évidence une biodiversité remarquable en Midi-Pyrénées :

- Flore des bords de champs (188 espèces) ;
- Coléoptères des bords de champs : 3300 spécimens collectés majoritairement des charançons, chrysomèles et coccinelles ;
- Oiseaux des zones agricoles : 69 espèces, des « généralistes » (Corneille noire, Pigeon ramier...), et quelques « spécialistes du milieu agricole » (Alouette des champs, Bruant proyer, Bergeronnette, ...) ;
- Vers de terre des champs cultivés : 42 individus/m² pour la vigne et 10 à 40 individus/m² dans les sols des cultures annuelles (données conformes aux valeurs publiées par l'Observatoire participatif des vers de terre).

Sources : CRA et Inra

TESTER ET PROMOUVOIR LES BONNES PRATIQUES EN ZONES AGRICOLES

LES RÉSEAUX D'EXPLOITATIONS ET D'EXPÉRIMENTATION

Présentation rapide des réseaux

DEPHY FERME	Nbre de groupes	2013			2014		
		Nb de journées de démonstration	Nb de participants	dont agriculteurs (%)	Nb de journées de démonstration	Nb de participants	dont agriculteurs (%)
	12 groupes rassemblant 136 fermes	20	1 680	1 500	24	2 100	1 900

En Midi-Pyrénées, DEPHY Ferme regroupe 12 réseaux (soit 136 agriculteurs). Des systèmes de cultures économes en produits phytosanitaires et techniquement performants ont été identifiés, et certains, plus innovants, comme les semis combinés de luzerne et de maïs, sont testés au lycée agricole de La Roque à Rodez.

Ces systèmes permettent de garantir l'autonomie fourragère de l'exploitation. Ils ont été construits en modifiant les méthodes de travail du sol, en adaptant les assolements et les rotations culturales, mais également par la mise en place de techniques récentes comme la réduction de dose, le faux-semis

ou l'utilisation de couverts végétaux permanents. Depuis trois ans, l'accompagnement des agriculteurs reste un engagement fort de la Chambre d'agriculture de l'Aveyron.

Le transfert des références ainsi produites vers d'autres agriculteurs du département les incite à appliquer, sur leur exploitation, les techniques des systèmes Ecophyto, pour réduire davantage les volumes de produits phytosanitaires.

Cet engagement collectif donne dès aujourd'hui à la filière « Veau d'Aveyron » les moyens de présenter aux consommateurs sa volonté de garantir une production agricole viable, dans le respect de la nature. *Source CDA 12 (Aveyron)*

ACTIONS D'INITIATIVE RÉGIONALE

Intégrer autant que possible des indicateurs de moyens et de résultats

Pour réduire la présence des herbicides dans les eaux superficielles, le groupe régional multipartenarial « adventices » fournit depuis 2012 des informations sur les adventices présentes dans un contexte pédoclimatique et un itinéraire technique donnés, pour inciter à observer les parcelles, aider à la prise de décision, et renforcer les connaissances sur les adventices.

Il en ressort que l'accompagnement et la formation sont fortement recommandés, qu'il est conseillé de consacrer au minimum 30 minutes d'observation hebdomadaire par parcelle, et que les informations diffusées permettent a minima de confirmer les choix techniques des exploitants. Ces travaux ont également contribué à l'émergence d'une gestion collective des plantes allergènes telles que les ambrosies.

InnovAction 2014 et DEPHY

Témoignage de Pascal P., agriculteur DEPHY FERME qui travaille 95 ha de vignes et de grandes cultures au centre du Tarn dont 10 ha en « agriculture biologique » :

« La recherche de nouvelles techniques, la mise en place des

observations poussées de mon vignoble et le raisonnement du recours aux intrants ont pour but principal la viabilité économique de mon exploitation ; je souhaite réduire mes charges tout en maintenant mon potentiel de production. J'implante des couverts végétaux dans mes vignes. Ils sont semés en octobre un rang sur deux pour maintenir, voire améliorer le potentiel agronomique de mes sols en augmentant la teneur en matière organique. Ces couverts sont composés de féverole, navette et orge. Après destruction mécanique on obtient un mulch qui est laissé sur le rang et qui va protéger le sol. Le deuxième objectif est de diminuer, grâce à cette implantation, le recours aux herbicides et le travail du sol, et ainsi réduire les coûts et le temps de travail. »



© Th. Massot, CABT

SURVEILLER L'ÉTAT PHYTOSANITAIRE DES CULTURES

Afin d'analyser la perception et l'utilisation du BSV, un questionnaire a été construit, diffusé aux utilisateurs du monde agricole, et analysé pour mesurer leur niveau de connaissance et de satisfaction du BSV. 140 réponses ont été recueillies (33 % d'agriculteurs et 66 % de conseillers). Il en ressort que le BSV est un outil jugé très satisfaisant, et que plus de la moitié des acteurs du conseil enquêtés diffusent le BSV conjointement à leur bulletin technique. Parmi les pistes d'amélioration identifiées : diffusion directe aux agriculteurs, informations sur les méthodes alternatives, outils et critères pour évaluer le risque au niveau de la parcelle, informations pédagogiques sur les bio-agresseurs... Par ailleurs, pour quantifier le recours à l'analyse de risque du BSV, une étude des bulletins techniques en grandes cultures émis par les organismes de conseil a été réalisée. Il en ressort que 84 % des bulletins techniques mentionnent le BSV ainsi que l'adresse des sites Internet de téléchargement, que 85 % des bulletins techniques présentent une situation sanitaire iden-

tique au BSV, que 72 % des conseils apportés en céréales à paille et 91 % en colza se fondent sur une analyse de risque conforme à celle du BSV.

Nombre de BSV publiés en 2013 et en 2014 (chiffres au 30/09/2014)		
	2013	2014
Grandes cultures	39	36
Arboriculture fruitière	27	27
Cultures légumières	22	18
Viticulture	132	136
Horticulture, Pépinières	12	9
Zones non agricoles	9	7
Noix, noisettes, châtaignes	39	34
Ail	15	14
Melon	25	26

SOUTENIR LA DYNAMIQUE SUR LA RÉDUCTION DES PESTICIDES EN ZNA

La FREDON Midi-Pyrénées est en charge de l'animation du BSV ZNA. Ce réseau d'observation s'est étoffé et compte aujourd'hui 26 observateurs, issus de 25 communes et d'un syndicat mixte de rivière, répartis sur les huit départements de la région. En plus des observations, un réseau de piégeage permet d'alimenter le BSV ; il concerne trois ravageurs principaux : la mineuse du marronnier (51 pièges), la chenille processionnaire du pin (20 pièges) et la pyrale du buis (11 pièges).

La FREDON déploie en outre la charte d'entretien des espaces publics à trois niveaux d'exigence (1 feuille, 2 feuilles et 3 feuilles), dont l'objectif est d'une part d'utiliser les produits

phytopharmaceutiques en respectant la réglementation (1 feuille) de limiter leur utilisation (2 feuilles), voire même les supprimer totalement (3 feuilles) dans la perspective de l'application de la « loi Labbé » à l'horizon 2020.

Les risques de transferts de produits phytosanitaires vers les rivières étant de 40 à 50 fois supérieurs en zones urbaines par rapport aux terres agricoles, ces dispositifs contribuent aux terres agricoles, ces dispositifs contribuent à la mise en place de plans de désherbage communaux afin d'accompagner les collectivités à une moindre utilisation des produits, notamment des herbicides.

FORMER ET PROFESSIONNALISER

La certification des utilisateurs et vendeurs de produits phytosanitaires au moyen du dispositif Certiphyto, sous l'égide de la DRAAF (SRFD), a permis de qualifier plus de 80 % des 30 000 applicateurs professionnels de la région et l'essentiel des conseillers. 27 000 certificats ont été édités et délivrés.

En Midi-Pyrénées, 42 établissements sont agréés pour dispenser les formations au Certiphyto : des chambres d'agri-culture, des établissements d'enseignement, des fédérations professionnelles, le CNFPT, etc.

L'objectif est désormais d'intégrer des références régionales issues des dispositifs Dephy (Ferme et Expe) et des résultats de la recherche appliquée en région.

Pour cela il est prévu d'organiser une journée de séminaire des formateurs régionaux, de systématiser l'invitation des formateurs aux autres actions régionales, et enfin d'inciter les organismes de formation à mettre à jour leurs contenus de formation sur la base des actualités régionales.

Par ailleurs la DRAAF et ses partenaires du dispositif (chambre régionale d'agriculture, Vivéa, Fafsea) rechercheront désormais, à l'occasion de ces formations, la diffusion d'une approche de la production tournée vers « l'agro-écologie ».

NOMBRE DE CERTIFICATS DÉLIVRÉS (Chiffres au 27/08/2014)	
Nombre d'agriculteurs ayant obtenu leur Certiphyto :	21 000
Nombre de conseillers agricoles ayant obtenu leur Certiphyto :	1 200
Nombre de distributeurs ayant obtenu leur Certiphyto :	2 800
Nombre d'utilisateurs en zones non agricoles ayant obtenu leur Certiphyto :	1 500
Nombre d'applicateurs en prestation de service (zones agricoles et non agricoles) ayant obtenu leur Certiphyto :	2 800
TOTAL certificats délivrés ou en cours : 29 300	



NORD-PAS DE CALAIS





Une région très urbanisée...

La région Nord-Pas-de-Calais est réputée pour sa forte densité de population (324 hab/km²), son important maillage d'infrastructures et ses industries. Sous leur effet, la surface agricole utile (SAU) a régressé depuis 2000 de 20 500 ha, soit environ 2 000 ha/an.

pourtant majoritairement agricole

La part dédiée à l'agriculture reste très importante puisque la SAU représente 66 % de la surface régionale. La forêt occupe 9 % du territoire.

L'agriculture régionale se caractérise par ses performances et ses productions diversifiées qui ont en commun d'être globalement productives et consommatrices d'intrants. Il est difficile de concilier des contraintes de production et de rentabilité avec une réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires.

A l'échelle nationale, l'agriculture régionale se situe dans les premiers rangs pour plusieurs productions. Ainsi en 2013, elle est :

- 1^{ère} région productrice de pommes de terre (33% de la production nationale) et d'endives (56% de la production nationale),
- 3^e région pour la betterave sucrière,
- 10^e région pour les céréales,
- 5^e région productrice de lait.

L'industrie agro-alimentaire se situe au 3^e rang national pour son chiffre d'affaires. Elle est très diversifiée. Les produits phares sont le sucre, les légumes transformés, la pomme de terre, la chicorée, les produits amylacés, la bière...

En raison de son assolement, de son fort potentiel agronomique et de ses conditions climatiques, l'enjeu de la diminution de l'utilisation des pesticides est majeur en Nord Pas de Calais.

GOVERNANCE

Dates de réunion des CROS

10 décembre 2013
et 11 décembre 2014

Nombre de groupes de travail

2 COPIL en 2013
(le 3 avril et le 9 octobre)
3 COPIL en 2014
(les 21 février, 8 juillet
et 28 octobre 2014)

Structure du plan d'action régional

Plan d'action régional validé
Actualisation du plan régional :
non
Nb d'enjeux régionaux :
7
Nb de fiches actions :
32

ACTION PHARE

Une enquête sur le BSV a été réalisée, qui avait pour objectif de connaître l'utilisation du BSV par la prescription en vue d'améliorer le dispositif actuel. Elle a recueilli 64 réponses pour 250 destinataires parmi les conseillers du développement, de la distribution et de l'agroalimentaire. Elle a montré que l'état des lieux de la situation sanitaire reste l'élément le plus apprécié des BSV.

Dans une large majorité, l'analyse de risque portée par les BSV, compréhensible pour 67% des interrogés, est en adéquation avec l'analyse de risque telle qu'elle est y perçue localement.

Cette étude a été complétée par une étude comparative de l'analyse de risque des bulletins techniques et des BSV. L'objectif était de définir le niveau de concordance entre l'analyse de risque en amont de la préconisation et l'analyse de risque du BSV.

345 bulletins ont été étudiés pour les grandes cultures : l'analyse de risque est conforme à celle du BSV dans 53% des situations. Elle est absente ou incomplète dans 42% des cas et n'est différente que dans 5% des comparaisons.

L'étude a donc montré l'importance de mieux communiquer sur les seuils de nuisibilité et sur les modèles épidémiologiques pour en faciliter leur appropriation.

TESTER ET PROMOUVOIR LES BONNES PRATIQUES EN ZONES AGRICOLES

LES RÉSEAUX D'EXPLOITATIONS ET D'EXPÉRIMENTATION

Le **réseau DEPHY FERME** comporte cinq réseaux qui regroupent 49 exploitations caractéristiques des productions régionales. Des échanges sont mis en place entre les agriculteurs des réseaux et extérieurs aux réseaux avec la réalisation de journées thématiques au sein de chaque groupe, comme par exemple « les CIPAN » ou « les plantes compagnes ». En 2013, un film de 7 minutes portant sur « la valorisation des actions mises en œuvre dans les exploitations des réseaux de FERME DEPHY » a été tourné dans la région.

Par ailleurs, **deux lycées agricoles**, l'EPL du Pas-de-Calais et Genech, sont engagés dans l'action 16. Les élèves et les

enseignants participent aux observations des cultures et aux propositions d'évolution de systèmes de cultures mis en place sur les exploitations.

Enfin, un **projet DEPHY EXPE** est déployé depuis 2012 sur 2 sites : le Pôle légumes de la Région Nord à Lorgies et l'EPL du Pas-de-Calais à Tilloy-les-Mofflaines. Le projet porte sur l'expérimentation longue durée des systèmes de cultures dans des rotations grandes cultures-pomme de terre-légumes avec l'objectif de réduire d'au moins 50 % l'IFT de ce système de cultures par rapport à la référence régionale.

ACTIONS D'INITIATIVE RÉGIONALE

Qualipom'Nord

Le 27 juin 2013, pour la cinquième édition de Qualipom'Nord, près de 1 500 professionnels se sont donné rendez-vous à Chocques : des méthodes alternatives à l'utilisation des produits phytosanitaires leur ont été présentées.

Cette journée dédiée aux producteurs est organisée tous les deux ans et a pour objectif d'aider les agriculteurs à partager techniques et innovations pour optimiser la production. Cela passe par le choix des variétés de pomme de terre, pour devoir moins arroser par exemple, ou l'utilisation de machines plus précises, comme un tracteur guidé par GPS capable d'une précision de binage à 2 cm.

A l'occasion de cette journée organisée par le Comité technique de la pomme de terre du Nord-Pas-de-Calais en lien avec les partenaires de la filière, un volet céréales et oignons a aussi été ouvert. En marge des essais en pomme de terre, une nouvelle plate-forme d'expérimentations (après les céréales) en oignons a ainsi été proposée par le Pôle légumes Région Nord. Différents ateliers dynamiques (broyage, traitement du plant, cloisonnements interbuttes) ont permis aux visiteurs d'appréhender en direct le comportement du matériel sur une thématique précise.

SURVEILLER L'ÉTAT PHYTOSANITAIRE DES CULTURES

Le réseau d'épidémiosurveillance en région Nord-Pas-de-Calais est composé de 6 filières : grandes cultures, légumes (frais et transformation), pommes de terre, arboriculture fruitière, (pomme et poire), jardins et espaces verts (ZNA), effets Non Intentionnels (ENI).

2013 est la première année de fonctionnement de ce dernier réseau composé de 15 parcelles fixes. Aucun bulletin ENI n'a été édité en 2013, les données étant représentatives et exploitées au niveau national.

Les parcelles du réseau ENI sont regroupées par trois sur une petite région (deux parcelles en conduite conventionnelle, une parcelle en agriculture biologique). Le suivi, réalisé par des spécialistes régionaux, porte sur quatre indicateurs : la flore des bords de champs, les vers de terre, les coléoptères et les oiseaux.



Pour les autres réseaux, 5 éditions sont disponibles dont deux en inter-région avec la Picardie : légumes et arboriculture.

En 2013, 250 observateurs ont émis plus de 6 150 observations sur 575 parcelles réparties sur l'ensemble de la région.

Nombre de BSV publiés en 2013 et en 2014 (chiffres au 21/07/2014)

	2013	2014
Grandes cultures	39	36
Arboriculture fruitière	55	55
Cultures légumières	36	33
Viticulture		
Horticulture, Pépinières		
Zones non agricoles	7	10
Autres : pommes de terre	44	40

SOUTENIR LA DYNAMIQUE SUR LA RÉDUCTION DES PESTICIDES EN ZNA

En plus des actions destinées aux collectivités territoriales, la FREDON développe différentes stratégies pour sensibiliser les jardiniers amateurs de la région à la réduction de l'usage des produits phytopharmaceutiques au travers de messages et témoignages sur les solutions alternatives au jardin :

- recensement de documents régionaux sur la sensibilisation des particuliers au jardinage au naturel,
- diffusion d'affiches et articles pour sensibiliser les particuliers sur le lieu des déchèteries,
- relecture d'une exposition sur les risques liés à l'usage des produits phytosanitaires pour la santé de l'homme et

l'environnement dans le cadre d'un projet FREDON/Conseil régional,

- réalisation des lettres d'information « Comment jardiner autrement ? ».

Depuis l'automne 2012, 8 éditions de la lettre d'information Ecophyto ont été ainsi diffusées. Cette lettre est destinée aux associations régionales de jardiniers amateurs et aux collectivités qui souhaitent relayer ces messages sur leur territoire.

Elle est transmise aux membres du groupe de travail (113 contacts), qui relayent eux-mêmes la diffusion auprès de leurs adhérents (soit près de 3630 contacts).



FORMER ET PROFESSIONNALISER

La problématique des secteurs agricole et paysage étant différente, le groupe régional dédié à la formation s'est scindé en deux :

- le sous-groupe « secteur agricole » : l'offre de formation est déjà bien étoffée mais elle a des difficultés à mobiliser les agriculteurs et les salariés agricoles ;
- le sous-groupe « secteur de l'aménagement paysager » : des besoins en formation restent à couvrir par une offre de formation complémentaire.

Le sous-groupe paysage a constaté :

- des besoins de formation des entreprises paysagères et des collectivités territoriales sur les méthodes alternatives à l'utilisation des produits phytosanitaires en tenant compte des contraintes économiques des entreprises ;
- que le Certiphyto répond aux besoins en formation des vendeurs « grand public » de la grande distribution. Cependant, même s'ils sont en capacité de donner des conseils, ils ont peu de temps à consacrer à la sensibilisation des jardiniers amateurs ;
- que les jardiniers amateurs utilisent moins de produits phytosanitaires, sauf pour le désherbage. Une offre de formation vis-à-vis de ce public est proposée par les centres de formation agricole

sur les thèmes de la plante, du sol, de la valorisation des déchets.

Remarque : Parmi les publics ayant demandé leur certiphyto, 8901 agriculteurs sur 13 500 l'ont obtenu. Toutefois, certains agriculteurs font également de la prestation de services et sont titulaires du certiphyto « décideurs travaux et services » (comptabilisé dans la ligne « Nb d'applicateurs en prestation de service ayant obtenus leur Certiphyto »), lequel valide le certificat « décideurs agricoles ».

NOMBRE DE CERTIFICATS DÉLIVRÉS (Chiffres au 22/07/2014)	
Nombre d'agriculteurs ayant obtenu leur Certiphyto :	8 901
Nbre de salariés agricoles ayant obtenu leur Certiphyto :	485
Nombre de conseillers agricoles ayant obtenu leur Certiphyto :	686
Nombre de distributeurs ayant obtenu leur Certiphyto :	2 320
Nombre d'utilisateurs en zones non agricoles ayant obtenu leur Certiphyto :	1 886
Nombre d'applicateurs en prestation de service (zones agricoles et non agricoles ayant obtenu leur Certiphyto) :	3 161
TOTAL certificats délivrés ou en cours :	17 439



NORMANDIE





L'agriculture est très présente sur le territoire normand : la SAU représente près des trois quarts de son territoire, ce qui en fait la région la plus agricole de France en proportion de sa surface régionale.

En Basse-Normandie, la filière dominante est l'élevage bovin (près de la moitié de la SAU est en surface toujours en herbe) malgré sa diminution au profit des cultures de céréales et d'oléagineux depuis quelques années. La Haute-Normandie reste plutôt orientée vers les grandes cultures.

La Normandie comporte également une grande diversité de paysages et de milieux typiques (côtes, marais, bocages, forêts, réseau hydrographique dense) qu'il convient de préserver.

Le plan Ecophyto, mis en place dans la région depuis 2010, intervient comme une plus-value dans la démarche d'amélioration et de diminution de l'usage des produits phytosanitaires, contribuant au développement des actions régionales et favorisant ainsi la préservation des richesses du territoire normand.

Grâce à de nombreuses actions de communication menées par les différents acteurs du plan normand, les problématiques de réduction d'usage des produits phytosanitaires commencent à imprégner les esprits de tous : professionnels agricoles, gérants d'espaces verts, mais aussi jardiniers amateurs. Depuis la mise en place du plan, ses actions phares comme la formation des professionnels via le Certiphyto, la surveillance biologique du territoire et les réseaux de fermes de référence DEPHY, ne cessent de se développer dans la région et touchent de plus en plus de personnes.

GOVERNANCE

Dates de réunions des CROS

5 juillet 2010
9 décembre 2010
14 juin 2011
24 novembre 2011,
18 décembre 2012
12 juin 2013
26 juin 2014

Nombre de groupes de travail

4

Structure du plan d'action régional

Plan d'action régional
validé le 24 novembre 2011

Actualisation en cours

6

enjeux régionaux

ACTION PHARE

Communication en faveur du maintien de la biodiversité auprès d'agriculteurs et du grand public :

Les zones de plaines céréalières sont généralement pauvres en biodiversité. Sur une exploitation de plaine, membre du réseau Fermes DEPHY animé par Agrial, des jachères apicoles ont été implantées dans différentes parcelles. De même, grâce à un partenariat avec des apiculteurs, des ruches ont été installées à proximité des cultures. L'objectif est d'améliorer la biodiversité et de stimuler la présence de pollinisateurs et auxiliaires, permettant de lutter contre les ravageurs et ainsi de réduire les traitements insecticides. Deux jeux d'affiches ont été installés sur ces parcelles en bord de route, afin de présenter auprès d'un large public le dispositif et les suivis réalisés.

Un court-métrage a été réalisé sur cette même exploitation pour communiquer sur les techniques innovantes utilisées pour réduire l'utilisation des produits phytosanitaires en grandes cultures. Le suivi des effets non intentionnels, dans lequel l'exploitation est également engagée, est aussi présenté dans la vidéo.



TESTER ET PROMOUVOIR LES BONNES PRATIQUES EN ZONES AGRICOLES

LES RÉSEAUX D'EXPLOITATIONS ET D'EXPÉRIMENTATION

Avec **11 réseaux Fermes DEPHY, 4 sites EXPE DEPHY et 2 lycées agricoles** engagés dans l'action 16 du plan Ecophyto, l'expérimentation et la production de références sur des techniques économes en produits de traitement occupent une place d'envergure.

Pour autant, les actions de démonstration, dans le cadre du plan Ecophyto et du dispositif DEPHY, sont tout aussi importantes puisqu'elles permettent de faire connaître et de diffuser au plus grand nombre les initiatives agricoles, les outils existants, les leviers agronomiques et mécaniques, les innovations testées ainsi que les connaissances acquises dans des contextes pédo-climatiques propres à la région normande.

Ces actions, réalisées directement par les ingénieurs-réseaux, ont été diffusées sous différentes formes en 2013 : 22 portes ouvertes, plusieurs tenues de stands, présentations ou témoignages lors de réunions, de conférences, de salons ou de colloques, distribution de plaquettes, chroniques radio, reportage TV, 25 articles dans la presse agricole et quotidienne et dans d'autres périodiques, rubriques web, soit plus de 60 actions de communication en 2013.

ACTIONS D'INITIATIVE RÉGIONALE

Identification des freins et des leviers au développement de l'agriculture intégrée

La Chambre régionale d'agriculture de Normandie (CRAN) a conduit un projet sur l'identification des freins et des leviers au développement de l'agriculture intégrée. Plus de 500 agriculteurs normands ont répondu à une enquête qui a permis d'identifier 4 freins majeurs au développement des méthodes limitant les intrants : les aléas climatiques, la crainte du manque d'efficacité des techniques, le prix des productions, la diversification ou l'allongement difficile des rotations. Le projet a permis de mettre en avant que la communication constituait, pour les acteurs, le levier majeur pour contourner les différents freins.

Rédaction d'une note de suivi régionale

En 2013, une note de suivi du plan régional Ecophyto à mi-parcours a été rédigée. Cette note évalue et analyse l'évolution des pratiques en termes de recours aux produits phytosanitaires. Les résultats présentés sont appréciés relativement aux données de l'année 2008, année de référence du plan. Cette note de plus de 40 pages fournit une revue complète des avancées du plan en Normandie et des résultats obtenus depuis 2008.



SURVEILLER L'ÉTAT PHYTOSANITAIRE DES CULTURES

Le réseau de surveillance biologique du territoire mobilise plus de 300 observateurs, d'horizons divers (distribution, chambres d'agriculture, instituts techniques, industrie agroalimentaire, agriculteurs...). Les observations sur plus de 800 parcelles ont conduit en 2013 à l'édition de 251 BSV. La diffusion des BSV est assurée par les animateurs vers les conseillers et par leur mise en ligne sur les sites des DRAAF et de la CRAN pour les agriculteurs, avec possibilité de s'abonner pour les recevoir par courriel.

La consultation de ces BSV sur les sites de DRAAF est en constante progression : 12 205 vues en 2013 et 18 371 vues au 31/07/2014. De même, le nombre d'abonnements a doublé entre 2012 et 2013 : on compte 700 abonnements au 31/12/2013. En 2013, 509 BSV ont été diffusés par les animateurs filières vers les producteurs et les collectivités. Des extraits sont aussi publiés dans la presse agricole normande, qui compte plus de 20 600 abonnés. La forte implication des différents acteurs du

monde agricole permet la reconnaissance du dispositif et le renforcement de la cohérence des informations transmises aux agriculteurs, dans l'objectif de réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires.

Nombre de BSV publiés en 2013 et en 2014 (chiffres au 31/07/2014)

	2013	2014
Grandes cultures	126	104
Arboriculture fruitière	22	19
Cultures légumières	74	38
Viticulture	nc	nc
Horticulture	26	14
Zones non agricoles	3	5

SOUTENIR LA DYNAMIQUE SUR LA RÉDUCTION DES PESTICIDES EN ZNA

En 2013, 333 collectivités normandes ont adhéré à la charte d'entretien des espaces publics développée par les FREDON. Les FREDON de Basse et Haute-Normandie ont organisé en octobre 2013 une journée technique de démonstration des méthodes alternatives dans chacune des deux régions. Ces journées étaient proposées à toutes les collectivités normandes, ainsi qu'à tous les gestionnaires d'espaces verts. En Basse-Normandie, cette journée a réuni 18 exposants et 126 visiteurs. En Haute-Normandie, 17 exposants étaient présents pour 109 visiteurs.

Un colloque sur la gestion écologique des espaces verts a été organisé par l'association FLORYSAGE (Arexhor Seine-Manche) en 2013 à Evreux.

Arexhor Seine-Manche a conçu 6 fiches techniques de reconnaissance des auxiliaires naturels dans les cultures ornementales et a tenu un stand sur ses actions en lien avec le plan Ecophyto lors d'un salon professionnel. L'association de consommateurs UFC QUE CHOISIR a créé une plaquette sur le thème « jardiner sans pesticides, c'est possible ».

FORMER ET PROFESSIONNALISER

En Normandie, au 31/04/2014, 7 889 agriculteurs (décideurs et opérateurs) sont détenteurs du Certiphyto (3 952 en Basse-Normandie et 3 937 en Haute-Normandie) sur un total de 67 625 actifs pour 35 374 exploitations normandes (recensement agricole 2010).

À cette même date, 713 certificats « conseil » avaient également été délivrés (383 en Haute-Normandie et 330 en Basse-Normandie). 31 organismes de formation en Haute Normandie et 43 en Basse-Normandie sont habilités à délivrer un ou plusieurs types de Certiphyto.

La formation à la réduction de l'utilisation des pesticides passe aussi par les établissements d'enseignement agricole : 9 établissements normands sont impliqués dans le plan Ecophyto dont 2 dans l'action 16. Des plates-formes d'expérimentation et de démonstration sont mises en place afin de servir de supports d'enseignement en matière de pratiques économes en intrants. Pour valoriser cette implication, un colloque sur le thème « Produisons autrement avec Ecophyto » a été organisé

au lycée agricole de Chambray (27) en avril 2014. Il a réuni 40 étudiants, 35 enseignants et formateurs, 20 agriculteurs et 20 techniciens et agents de développement.

CERTIFICATION (chiffres au 31/07/14)

Nombre d'agriculteurs ayant obtenu leur Certiphyto : 7 889
Nombre de conseillers agricoles ayant obtenu leur Certiphyto : 713
Nombre de distributeurs ayant obtenu leur Certiphyto : 2 319
Nombre d'utilisateurs en zones non agricoles ayant obtenu leur Certiphyto : 1 221
Nombre d'applicateurs en prestation de service (zones agricoles et zones non agricoles) ayant obtenu leur Certiphyto : 2 470
Nombre total de Certiphyto délivrés : 14 612



PAYS DE LA LOIRE





Avec 2,1 millions ha de SAU, les Pays de la Loire représentent 8 % de la SAU nationale, et comprennent 58 % de cultures fourragères et 38 % de céréales et d'oléoprotéagineux. Les cultures spécialisées, renommées de la région, occupent 56 000 ha (vigne, fruits, légumes, horticulture, plantes aromatiques et médicinales). La réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires s'avère un enjeu majeur pour toutes ces filières.

Si les résultats, calculés par l'Observatoire des achats de produits phytosanitaires (OAPP) sur trois années glissantes 2008-2012, sont encourageants avec une baisse de la quantité de substances actives (QSA) de 13 % (hors métam-sodium), le suivi de la qualité des eaux superficielles témoigne toujours d'une égale contamination, notamment par l'AMPA, métabolite du glyphosate. L'OAPP souligne sur le même pas de temps une augmentation de plus de 6 % de la QSA glyphosate. La réduction des herbicides reste donc l'enjeu majeur de la région.

Les autres résultats de l'OAPP sont à exploiter au niveau des bassins versants prioritaires pour engager des réflexions sur les actions à prioriser localement pour une amélioration durable.

Un autre enjeu en 2014 est la réduction de l'usage du métaldéhyde retrouvé trop souvent dans les eaux consommables, à des doses heureusement éloignées d'effets toxiques présumés.

Tous ces résultats montrent l'intérêt primordial de maintenir une forte implication de l'ensemble des acteurs en zones agricoles et non agricoles pour permettre un changement durable des pratiques et une amélioration de l'environnement et de la santé publique.

GOVERNANCE

Dates de réunion des CROS

13 décembre 2014

Nombre de groupes de travail

13

Structure du plan d'action régional

Plan d'action régional validé

Actualisation du plan régional :

le 24 avril 2014

Nb d'enjeux régionaux :

8

Nb de fiches actions :

21

ACTION PHARE

En 2010, le Comité régional d'orientation et de suivi a mis en place un observatoire des achats de produits phytosanitaires (OAPP) recensés à l'échelle des codes postaux des utilisateurs. Piloté par la DRAAF, ce dispositif a nécessité l'implication de nombreux acteurs : Coop de France Ouest, Négoces Ouest et Négoces Centre-Atlantique, la FREDON, l'Agence de l'eau Loire-Bretagne et la DREAL.

La valorisation brute des données montre des évolutions favorables : la quantité de substance active (QSA) a baissé de 28 % entre 2008 et 2012 soit plus de 1500 tonnes. Cette tendance concerne à la fois les usages professionnels et les produits portant la mention « emploi autorisé dans les jardins ».

La prise de conscience de l'intérêt de réduire l'utilisation des produits phytosanitaires, le changement des pratiques, l'évolution des substances utilisées (substitution), les contextes climatiques et parasites, expliquent cette tendance.

Toutefois, la valorisation plus fine des données permettra une analyse plus précise, appelée à gommer les fluctuations d'origine climatique et économique.

Hormis le suivi régional, l'objectif de l'OAPP est de permettre la valorisation des données par les acteurs territoriaux en vue de mettre en place des actions pour réduire et améliorer l'utilisation des produits phytosanitaires. A ce titre, une première phase test est lancée auprès de quatre SAGE qui ont bénéficié de la diffusion des données sur leur territoire et d'une méthode pour leur exploitation. Si cette expérience est conclusive, il est prévu de généraliser la diffusion à d'autres SAGE.

TESTER ET PROMOUVOIR LES BONNES PRATIQUES EN ZONES AGRICOLES

LES RÉSEAUX D'EXPLOITATIONS ET D'EXPÉRIMENTATION

Le réseau DEPHY FERME compte toujours 24 groupes et 230 exploitations dont 6 en lycées agricoles. La mobilisation régionale forte concerne toutes les filières : 11 groupes polyculture-élevage (PE), 5 grandes cultures (GC), 3 viticulture, 3 productions maraîchères et 2 arboriculture. Leur répartition reflète les zones de production et la diversité des acteurs impliqués. Après une phase de valorisation générale de tous les groupes, les premiers enseignements ont été présentés, pour les filières PE-GC et viticole, dans des journées techniques régionales et des plaquettes pour une diffusion plus large. Les actions de communication locale des groupes DEPHY se sont poursuivies avec un effort constant : 39 actions en 2013 réunissant environ 1400 participants.

Dans le réseau DEPHY EXPE, 10 sites intéressent notre région, dont 2 basés dans le Centre en "Val de Loire". Les filières y sont toutes représentées : 2 en polyculture-élevage, 1 en grandes cultures, 3 en viticulture, 2 en maraîchage, 1 en arboriculture et 1 en horticulture.

Concernant l'action 16, 1 ferme de lycée agricole est engagée : Le Fresne - Angers (49) dans la filière horticulture.

ACTIONS D'INITIATIVE RÉGIONALE

Action 1

« Mettre en œuvre les alternatives aux phytos » : thème du voyage de presse organisé par les Chambres d'agriculture, le 10 octobre 2013, dans le réseau DEPHY, près de Nantes (44) afin de montrer sur le terrain des modalités pratiques d'évolution vers des systèmes économes en produits phytosanitaires. Près de 50 personnes (10 journalistes) ont participé à cette visite sur 3 sites (maraîchage, polyculture-élevage, viticulture). Agriculteurs et techniciens ont présenté de nombreuses solutions innovantes et leurs projets, et ont ainsi convaincu les participants, saluant avec force les évolutions observées.

Action 2

Au titre des actions régionales de communication, France Nature Environnement a organisé le 27 novembre 2013 une journée d'information transversale sur le plan Ecophyto. La matinée a été consacrée à la présentation du plan Ecophyto et de sa déclinaison régionale en zone agricole et non agricole. L'après-midi a été consacrée à la présentation de 2 réseaux DEPHY par les ingénieurs réseaux, accompagnée de témoignages de 2 agriculteurs de fermes DEPHY. La journée a permis de réunir 37 personnes (associations, techniciens de collectivités, animateurs des bassins versants...).



SURVEILLER L'ÉTAT PHYTOSANITAIRE DES CULTURES

Après 5 années de fonctionnement, les réseaux des 6 filières constituées en Pays de la Loire sont entrés en phase de consolidation.

Fin 2013, les réseaux d'épidémiosurveillance étaient constitués de 420 observateurs, observant 1257 parcelles pour la publication de 170 BSV. Il y a eu plus de parcelles observées que l'année précédente pour un peu moins d'observateurs. Certaines structures « spécialisent » leurs agents dans l'observation ; d'autres préfèrent confier les observations à des personnes récemment recrutées et bénéficier du caractère formateur de cette activité.

En 2013, 29 prélèvements « résistances » ont été réalisés. Les observations se sont poursuivies dans les 33 parcelles « biodiversité » dans le cadre des ENI.

Suite au déploiement d'outils de communication ciblés, le nombre d'abonnés au mailing BSV a décollé pour atteindre les 3300 fin 2013. L'enquête annuelle menée auprès des abonnés par la Chambre régionale d'agriculture confirme l'intérêt des producteurs pour les BSV et l'impact de ceux-ci sur les pratiques phytosanitaires.

L'ensemble du dispositif, épidémiosurveillance et ENI, a été supervisé par les agents du SRAL y compris par des visites de terrain.

Nombre de BSV publiés en 2013 et en 2014 (chiffres au 15/07/2014)		
	2013	2014
Grandes cultures	42	23
Arboriculture fruitière	24	19
Fruits transformés (édition inter-régionale)	22	19
Cultures légumières	34	20
Viticulture	20	16
Horticulture	13	9
Zones non agricoles	15	8

SOUTENIR LA DYNAMIQUE SUR LA RÉDUCTION DES PESTICIDES EN ZNA

De nombreuses actions de communication à destination des professionnels non agricoles et des jardiniers amateurs ont été réalisées : 1 journée technique à destination des gestionnaires d'infrastructures de transports, 1 auprès des gestionnaires de golfs, une vingtaine d'interventions auprès de collectivités et jardiniers amateurs... Dans le cadre de l'appel à projets régional, 3 actions à destination des collectivités ont été organisées par l'Union régionale des centres permanents d'initiative pour l'environnement, 3 pour les paysagistes par la Chambre des artisans et des petites entreprises du bâtiment -

Chambre nationale des artisans des travaux publics et du paysage et 1 commune ZA-ZNA pour les associations et bassins versants par FNE Pays de la Loire. Elles sont complétées par l'actualisation et la diffusion d'outils de communication pertinents. Le nombre de signataires d'une charte de réduction d'utilisation des produits phytosanitaire type Crepepp est de 93 collectivités territoriales et on dénombre plus de 581 plans de désherbage réalisés. Adoptée par cinq bassins versants depuis 2012, la charte jardinerie bretonne intitulée « Jardiner au naturel, ça coule de source ! » compte 92 magasins signataires.

FORMER ET PROFESSIONNALISER

La dynamique de formation au Certiphyto s'est bien maintenue pour les 8 premiers mois de 2014 avec 7 476 certificats délivrés contre 7 516 pour la totalité de l'année 2013. Cette progression est largement due à la montée en puissance du dispositif mise en place en 2013 dans le secteur des collectivités territoriales qui est, pour l'année 2014, le deuxième pour le nombre de certificats délivrés, après celui des exploitants agricoles. Après une forte activité en 2013, le secteur de la vente / distribution marque le pas. Le secteur agricole est à peu près sur le même volume d'activité qu'en 2013 avec une légère progression qui est attendue d'ici la fin de l'année. Notons que 2 journées régionales d'information et d'échanges, totalisant environ 30 participants pour chacune, ont été organisées en décembre 2013 et mars 2014 par la DRAAF à destination des organismes de formation, avec l'appui des partenaires (Chambres d'agriculture, VIVEA, FREDON, MSA).

NOMBRE DE CERTIFICATS DÉLIVRÉS (Chiffres au 14/11/2014)
Nombre d'agriculteurs ayant obtenu leur Certiphyto : 22 272
Nbre de salariés agricoles ayant obtenu leur Certiphyto : 1 871
Nombre de conseillers agricoles ayant obtenu leur Certiphyto : 1 096
Nombre de distributeurs ayant obtenu leur Certiphyto : 3 572
Nombre d'utilisateurs en zones non agricoles ayant obtenu leur Certiphyto (collectivités territoriales) : 1 933
Nombre d'applicateurs en prestation de service (zones agricoles et non agricoles ayant obtenu leur Certiphyto) : 3 455
Nombre total de certificats délivrés : 28 748



PICARDIE





La région Picardie est une région de grandes cultures comportant des filières fortement utilisatrices de produits phytosanitaires (pommes de terre, légumes de plein champ, céréales, betteraves et colza).

D'un point de vue strictement environnemental, depuis 2001, la qualité des eaux souterraines qui constituent l'essentiel des ressources en eau potable de la région, est globalement stable mais préoccupante : en 2012, près de la moitié des points de prélèvements sont contaminés par des résidus de pesticides (11% en dépassement des normes réglementaires pour l'eau potable), et l'atrazine et ses métabolites ne sont plus les seuls à déclasser la qualité des eaux souterraines. La totalité des stations observées en cours d'eau sont contaminées, la concentration mesurée étant très variable selon les périodes et les conditions climatiques annuelles.

D'un point de vue réglementaire, 50% des masses d'eau superficielles est en report de délai par rapport à l'objectif de bon état 2015 fixé par la DCE ; 85% des masses d'eau souterraines n'atteindront pas le bon état et sont en report de délai pour moitié d'entre elles en 2021, le reste en 2027, les principaux paramètres déclassants étant les nitrates et les pesticides. L'état des lieux du nouveau SDAGE (Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux) 2016-2021 confirme cette dégradation des masses d'eau.

La déclinaison régionale du plan Ecophyto est donc un enjeu important afin d'atteindre les objectifs fixés en termes de préservation de la qualité des eaux superficielles et souterraines de la région.

GOVERNANCE

Dates de réunions des CROS

16 juin 2010
25 novembre 2011
11 avril 2014

Nombre de groupes de travail

8
réunions en 2012
8
réunions en 2013

Structure du plan d'action régional

Adoption en juin 2010

Un comité régional élargi (CROS) de **72** membres
Un comité de pilotage restreint (COPI) de **17** membres
16 fiches actions
sur les **9** axes du Plan national

ACTION PHARE

Une initiative picarde originale : le recueil des seuils utilisés dans les BSV grandes cultures et pomme de terre

En 2013 et 2014, les partenaires du réseau de surveillance biologique du territoire de Picardie (instituts techniques, chambres d'agriculture, FREDON...), ont conduit, à l'initiative de la chambre régionale d'agriculture et de la DRAAF de Picardie, une réflexion sur les seuils de nuisibilité des maladies et ravageurs qui affectent les grandes cultures de la région : blé, orge, colza, betterave, pomme de terre... Initialement, l'objectif d'un tel document était de se mettre d'accord entre partenaires du réseau sur des seuils d'intervention uniques qui permettent aux agriculteurs de prendre la décision qui convienne en cas d'affectation de leurs cultures par des maladies ou des ravageurs.

Ces seuils ont été définis sur la base d'un historique des problèmes sanitaires dans la région et suite à plusieurs années d'expérimentation sur ces thématiques. Ils sont aujourd'hui utilisés fréquemment dans les BSV et constituent une base pour la préconisation et la décision phytosanitaire en aval.

Ce petit recueil au format de poche, téléchargeable sur le site de la Chambre régionale d'agriculture de Picardie et de la DRAAF, est conçu comme un outil de travail, au service des agriculteurs et techniciens de la région. Certaines maladies et ravageurs n'ayant pas encore de seuil connu, ce travail s'inscrit dans la durée et le recueil devra être régulièrement actualisé.

TESTER ET PROMOUVOIR LES BONNES PRATIQUES EN ZONES AGRICOLES

LES RÉSEAUX D'EXPLOITATIONS ET D'EXPÉRIMENTATION

En Picardie sont en place **5 réseaux DEPHY** (dont 5 exploitations de lycées agricoles), sont en place en grandes cultures, productions légumières de plein champ pour l'industrie, et polyculture-élevage. 3 projets EXPE sont conduits dans la région, par l'INRA d'Estrées-Mons et l'Institut Lasalle Beauvais. Les journées portes ouvertes en 2013 ont porté sur le binage en plein sur haricots verts de plein champ pour l'industrie et sur la lecture du profil d'un sol. Dans le cadre des portes ouvertes nationales en juin 2013, deux opérations ont eu lieu : sur une ferme de polyculture-élevage de l'Oise certifiée « Haute valeur environnementale » et dans une exploitation de grandes cultures de la Somme.

En 2014 la communication a été ample : édition d'une brochure de témoignages d'agriculteurs sur les premiers résultats des réseaux DEPHY ; conférence sur la gestion des adventices (270 personnes) ; portes ouvertes sur le désherbage mécanique des carottes ; demi-journée sur la protection intégrée et l'agriculture de conservation ; témoignages d'agriculteurs DEPHY, notamment lors de l'opération Mecapole « conjuguer machinisme et innovations agronomiques » et dans une rubrique nouvellement créée « Dephy'l en aiguille » pour les journaux agricoles de la région.

ACTIONS D'INITIATIVE RÉGIONALE

Le réseau a publié pour la deuxième année en 2013 un bilan sanitaire régional qui reprend les principaux faits marquants de la campagne par filière, valorise le travail du réseau et sert de référence et de « mémoire » synthétique de la situation sanitaire régionale.

D'autre part, le recueil régional des seuils utilisés dans les BSV en Picardie a été édité, faisant de la Picardie la première région à concrétiser un travail sur ce sujet prioritaire, les seuils de nuisibilité participant activement à l'analyse du risque phytosanitaire.

En 2013 également, une étude régionale visant à caractériser les liens entre BSV et bulletins techniques d'organismes de conseil a montré que la prise en compte des BSV par le conseil doit être améliorée, et le recours aux seuils de nuisibilité et aux analyses de risque consolidé.

En 2014, la Picardie s'est portée volontaire pour tester et proposer des suivis et des moyens de communication sur la gestion des adventices, et une journée d'échanges a été organisée pour les partenaires et observateurs du réseau sur des problématiques locales (taupins, rouille jaune, limaces et adventices).



SURVEILLER L'ÉTAT PHYTOSANITAIRE DES CULTURES

Le réseau régional d'épidémiosurveillance, en place depuis 2009, concerne 12 filières regroupées en 6 éditions du BSV : grandes cultures, pomme de terre, légumes, arboriculture fruitière, petits fruits et zones non agricoles. Le BSV est diffusé directement par mail à 969 abonnés en grandes cultures, 112 en petits fruits, 511 en ZNA, 707 en légumes et 194 en arboriculture, ces 2 dernières filières étant inter-régionales avec le Nord-Pas-de-Calais. En 2013, on a recensé 9 500 consultations annuelles des BSV sur le site Internet de la DRAAF et 22 250 sur le site de la Chambre régionale d'agriculture (CRAP). Le BSV est également diffusé sur les sites des partenaires du réseau.

21 animateurs filières coordonnent sur 400 parcelles les observations réalisées par 115 partenaires. Les observateurs sont équipés du matériel adéquat et régulièrement formés.

Depuis 2012, les effets non intentionnels des produits sur la richesse et l'évolution de la biodiversité sont suivis sur 30 parcelles fixes (blé, maïs et salades). Ce dispositif surveille également

l'évolution des résistances des parasites (pucerons sur colza) et des maladies (mildiou sur pomme de terre) à différentes substances actives.

Nombre de BSV publiés en 2013 et en 2014 (chiffres au 13/10/2014)

	2013	2014
Grandes cultures	39	43
Arboriculture fruitière	36	50
Cultures légumières	74	40
Petits fruits	3	8
Pommes de terre	25	24
Zones non agricoles	15	18

SOUTENIR LA DYNAMIQUE SUR LA RÉDUCTION DES PESTICIDES EN ZNA

Après avoir recensé en 2013 les actions menées en ZNA dans la région (bilans régionaux réalisés par la FREDON sur les collectivités, les gestionnaires d'infrastructures linéaires, les cimetières), 2014 poursuit les travaux engagés les années précédentes.

Ainsi, 25 communes se sont engagées en 2013 et 2014 dans la charte régionale d'entretien des espaces publics initiée par le Conseil régional et les Agences de l'eau Artois-Picardie et Seine-Normandie, soit 54 signataires depuis 2009.

La plaquette « produits phytosanitaires et collectivités locales » réalisée par la FREDON et reprise par plusieurs régions

françaises a été rééditée afin d'être distribuée lors des formations Certiphyto collectivités.

Des journées d'information vers les élus et employés communaux sur les risques liés aux herbicides, les méthodes alternatives et la gestion différenciée, ont été conduites par l'Union régionale des centres permanents d'initiation à l'environnement (URCPIE), le Conseil régional et l'Agence de l'eau Seine-Normandie.

Enfin, une journée technique de démonstration sur « la re-végétalisation des espaces publics, un atout pour réduire les herbicides » a été organisée par la FREDON à l'attention des collectivités (100 personnes).

FORMER ET PROFESSIONNALISER

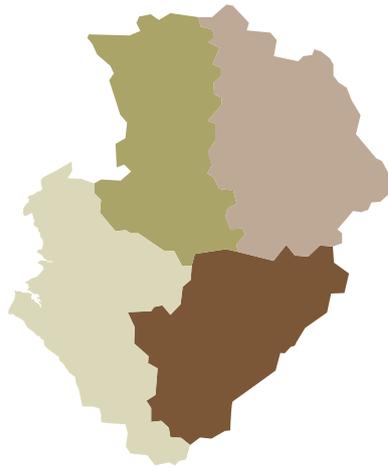
Après une période expérimentale en 2010-2011 pendant laquelle près de 3 500 agriculteurs ont pu suivre une formation Certiphyto, le dispositif de certification individuelle des personnes est bien avancé. 33 organismes de formation (nationaux et régionaux) sont habilités à délivrer des formations au certificat individuel.

Début octobre 2014, plus de 15 000 personnes sont actuellement certifiées dans la région.

Par ailleurs, 617 entreprises ont entamé et/ou achevé une procédure d'agrément rénové : 25 entreprises de conseil, 66 entreprises de distribution de produits phytosanitaires professionnels, 122 entreprises de distribution de produits grand public, et 404 établissements applicateurs en prestation de service.

CERTIFICATION (chiffres au 13/10/14)

Nombre d'agriculteurs ayant obtenu leur Certiphyto (DEA) : 8 539
Nombre de salariés agricoles ayant obtenu leur Certiphyto (OEA) : 1 194
Nombre de conseillers agricoles ayant obtenu leur Certiphyto (CT) : 614
Nombre de distributeurs de produits professionnels ayant obtenu leur Certiphyto (PP) : 540
Nombre de distributeurs de produits grand public ayant obtenu leur Certiphyto (PGP) : 1 038
Nombre d'applicateurs en prestation de service ayant obtenu leur Certiphyto (DTS et OPTS) : 1 944
Nombre d'applicateurs en collectivités ayant obtenu leur Certiphyto (ACT et AOCT) : 1 246
Nombre total de Certiphyto délivrés : 15 113



POITOU-CHARENTES





La région Poitou-Charentes est essentiellement rurale. En effet, sur les 1 465 communes de la région, 1 323 sont des localités de moins de 2 000 habitants ; il n'y a pas de grandes métropoles, seulement 13 agglomérations dépassent les 10 000 habitants. Elle affirme sa vocation agricole par l'importance de sa surface agricole utile, soit 70 % du territoire. Au niveau des productions végétales, Poitou-Charentes se caractérise par deux filières prédominantes : les grandes cultures et la viticulture. Cette dernière, principalement consacrée à la production du Cognac, occupe environ 80 000 ha. Les 25 400 exploitations agricoles, soit 5 % du total France entière, exploitent plus d'un million d'hectares en céréales et oléoprotéagineux. Poitou-Charentes occupe la seconde place après la région Centre pour les grandes cultures. La production de melon avec 3 850 ha est la principale production légumière de la région et elle représente environ 26 % des surfaces consacrées à cette production au niveau national.

Les surfaces consacrées aux productions végétales de vente se sont accrues au détriment de celles destinées aux productions fourragères. Néanmoins l'élevage représente encore plus du quart de la valeur de la production agricole de la région. Les surfaces herbagères occupent 30 % de la surface agricole utile.

Le climat océanique favorise le développement des maladies cryptogamiques. Dans ce contexte favorable à l'utilisation des produits phytosanitaires, la mise en œuvre du plan Ecophyto prend toute son importance.

GOVERNANCE

Pas de réunions du CROS en 2013

Nombre de groupes de travail
6

groupes techniques : Réseau Dephy-Fermes, ZNA, communication, indicateurs, AAC et pesticides et santé

Structure du plan d'action régional

Plan d'action régional validé le 12 mai 2010

Actualisation du plan régional : non

Nb d'enjeux régionaux :

36

Nb de fiches actions :

20 régionales

et **16** en priorité nationale

ACTION PHARE

Depuis plus de 20 ans, la Chambre d'agriculture de Poitou-Charentes, en partenariat avec ARVALIS-Institut du Végétal, le CETIOM (Centre technique interprofessionnel des oléagineux et du chanvre) et la FREDON (Fédération régionale de défense contre les organismes nuisibles), organise la réunion technique d'Aulnay réunissant les techniciens grandes cultures de différents organismes de la région pour une présentation des résultats des différents essais réalisés, dans l'année, sur la problématique de la protection des grandes cultures. Pour la première fois, en 2013, s'est ajoutée une rencontre technique « les après-midi d'Aulnay » consacrée « au biocontrôle en grandes cultures ». Cette demi-journée, financée dans le cadre de l'appel à projets régional de communication du plan Ecophyto, a été l'occasion de mieux appréhender les possibilités offertes par ces nouvelles techniques en matière de protection des plantes. Jean-Charles BOCQUET, Directeur de l'UIPP (Union des Industries de la Protection des Plantes), après avoir présenté le contexte réglementaire, a abordé les perspectives de développement du biocontrôle et les ingénieurs d'ARVALIS-Institut du Végétal et du CETIOM ont illustré les possibilités offertes par ces nouvelles formes de protection des cultures. Fort de son succès, avec près de 70 participants dont une quarantaine de conseillers, cette première est certainement le point de départ d'une nouvelle formule « les journées d'Aulnay » promise à une longue carrière.

TESTER ET PROMOUVOIR LES BONNES PRATIQUES EN ZONES AGRICOLES

LES RÉSEAUX D'EXPLOITATIONS ET D'EXPÉRIMENTATION

Deux journées consacrées au désherbage mécanique en grandes cultures :

La première, organisée par le CIVAM du Haut Bocage, en partenariat avec la ferme d'application du campus du lycée agricole des Sicaudières de Bressuire (79), a permis de faire le point sur les techniques de gestion préventive et curative des adventices. Avant d'aborder les méthodes et les outils, David Roy, technicien d'Agrobio35 a présenté le désherbage mécanique en le replaçant dans le cadre plus général de la maîtrise des adventices. L'après-midi a été consacré à la présentation de matériel (houes rotatives et herses étrille) et à des démonstrations sur les parcelles du lycée.

En complément, la chambre départementale d'agriculture des Deux-Sèvres a organisé une seconde journée de sensibilisation au lycée agricole de Melle. Elle s'est déroulée sous forme de deux ateliers. Le premier étant consacré aux leviers agronomiques et systèmes de cultures et le second à la pratique du désherbage mécanique.

Au total, sur ces deux journées, ce sont près de 190 agriculteurs et étudiants qui ont été sensibilisés à l'intégration du désherbage mécanique dans les pratiques culturales.

ACTIONS D'INITIATIVE RÉGIONALE

Révéléateur du dynamisme régional et de synergies entre les trois réseaux DEPHY-Ferme vigne de la région, une journée technique commune « Utiliser les produits alternatifs en agriculture » a été organisée le 14 novembre 2013 au lycée agricole de Saintes (17) par les chambres d'agriculture de Charente et de Charente-Maritime et la coopérative Charentes-Alliance. Cette réunion d'information a rassemblé 70 participants. Les ingénieurs des réseaux DEPHY, et des intervenants de l'Institut de la vigne et du vin et de la chambre départementale d'agriculture de Loire-Atlantique se sont succédé pour présenter les résultats de leurs travaux et de leurs expérimentations sur les produits alternatifs.

L'association Agrobio Poitou-Charentes a organisé le 20 mai dernier une journée sur le thème « adapter son système aux enjeux de demain, les leviers proposés par l'agriculture biologique », à Marigny (79). Après la présentation technico-économique de l'exploitation qui accueillait la journée et des visites d'essais, les opérateurs économiques locaux ont présenté la filière grandes cultures bio. L'après-midi était consacré au désherbage mécanique. Cette journée a rencontré un vif succès, avec plus de 200 participants.



SURVEILLER L'ÉTAT PHYTOSANITAIRE DES CULTURES

Afin d'améliorer la notoriété des bulletins de santé du végétal et d'augmenter leur diffusion, plusieurs opérations de communication ont été réalisées : la conception d'un document de présentation au format carte de visite, diffusé à plus de 3 000 exemplaires, et de panneaux d'information sur les parcelles de référence des différents réseaux d'observation. Un accord entre la chambre d'agriculture de Poitou-Charentes et le journal La Vienne Rurale, journal du groupe Réussir, permet la reprise des BSV « grandes cultures » dans l'hebdomadaire. Financé dans le cadre de l'appel à projets régional 2013, le site Internet <http://bsv-pc.fr/> offre la possibilité de s'abonner gratuitement aux différentes éditions. Depuis 2009, plus de 1 700 bulletins sont diffusés chaque semaine à plus de 800 abonnés.

En 2014, le comité régional d'épidémiologie a voté le renforcement de l'édition cultures légumières avec le suivi d'une nouvelle filière, la tomate, et l'extension du bulletin arboriculture fruitière Nord Poitou à tout le cortège du complexe parasitaire

de la pomme. Anticipant la sortie du nouvel arrêté de lutte contre les campagnols, la création d'un réseau de surveillance spécifique a été initiée.

Nombre de BSV publiés en 2013 et en 2014

(chiffres au 11/09/2014)

	2013	2014
Grandes cultures	35	23
Arboriculture fruitière	16	19
Cultures légumières	33	19
Viticulture (2 éditions)	35	32
Tabac	12	9
Interrégionaux (lin, châtaigne, noix, arboriculture Aquitaine)	55	60

SOUTENIR LA DYNAMIQUE SUR LA RÉDUCTION DES PESTICIDES EN ZNA

Les jardins familiaux de Bressuire, dans le bocage nord des Deux-Sèvres, étaient ouverts au public en ce bel après-midi du 27 juin 2014. La Chambre d'agriculture des Deux-Sèvres avait choisi ce site pour sensibiliser le grand public et les collectivités environnantes à la non-utilisation des pesticides. En découvrant l'un des 3 sites gérés par l'association des Jardins Familiaux de Bressuire (160 parcelles au total), près de 100 personnes sont venues découvrir les potagers traditionnels, mais aussi et surtout les nouvelles pratiques de jardinage qui permettent de limiter, voire même de supprimer l'utilisation des pesticides.

La Société nationale d'horticulture de France (SNHF) organisait, le 26 juin 2014, à Saujon (17), une rencontre « Jardiner autrement ». Cette rencontre associait conférences, échanges et visites de jardins, notamment le jardin ornemental de la Chaillière à Saint-Sornin (16) et celui de Bernard Patry, lauréat du concours « Jardiner autrement » en 2013. Charlotte Dor de la SNHF a présenté l'initiative « Jardiner autrement », la DRAAF a informé sur Ecophyto et les bienfaits des pollinisateurs pour l'agronomie puis Vincent Albouy de l'office pour les insectes et leur environnement (OPIE) a fait découvrir aux jardiniers les insectes du jardin et leurs intérêts, interventions fort appréciées du nombreux public présent.

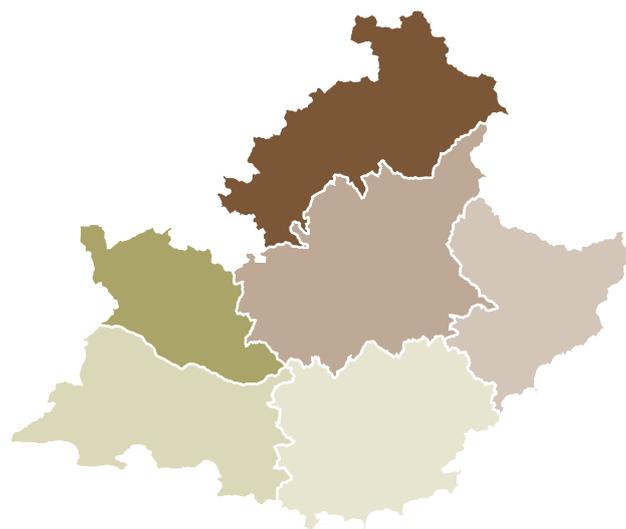
FORMER ET PROFESSIONNALISER

L'agrément des entreprises est passé de seulement 106 dossiers agréés en octobre 2013 à 482 fin août 2014, ce qui représente un peu plus de la moitié des agréments attendus connus. Les organismes certificateurs ont dû échelonner les audits suite aux nombreuses demandes, ce qui explique un retour des documents échelonné sur 2014, lié aussi à une entrée dans le nouveau dispositif en fin de période transitoire notamment par les applicateurs. Les premiers agréés furent majoritairement des distributeurs grand public, nouvellement concernés. Le nombre d'entreprises déclarant une activité de conseil indépendant est très faible (11). 116 entreprises ont déclaré une activité de distribution à des professionnels mais avec une forte disparité de taille, allant de l'établissement unique très local à des organismes multisites travaillant aussi dans les régions limitrophes, dont l'un dépasse 70 établissements. Le tiers des applicateurs (environ 200) est situé en Charente-Maritime. La nécessité de l'évolution des

statuts pour les EARL, SCEA et GAEC explique qu'un certain nombre de dossiers d'applicateurs restent longtemps en cours d'instruction.

CERTIFICATION (chiffres au 01/03/14)

Nombre d'agriculteurs ayant obtenu leur Certiphyto : 25 349
Nombre de conseillers agricoles ayant obtenu leur Certiphyto : 608
Nombre de distributeurs ayant obtenu leur Certiphyto : 1541
Nombre d'utilisateurs en zones non agricoles ayant obtenu leur Certiphyto : 131
Nombre d'applicateurs en prestation de service (zones agricoles et zones non agricoles) ayant obtenu leur Certiphyto : 1 275
Nombre total de Certiphyto délivrés : 29 106



PROVENCE-ALPES- CÔTE D'AZUR





62% de la superficie agricole de la région Provence Alpes Côte d'Azur ne reçoit pas de traitement phytosanitaire. En effet la région se caractérise par une zone littorale très urbanisée et de grands espaces naturels. Seul un tiers du territoire est mis en valeur par l'agriculture, dont près de deux tiers de surfaces herbagères.

Le nombre d'exploitations agricoles représentait 4,5% du total national en 2010, occupant 610 940 ha de la surface agricole utile (SAU). Près d'un quart des exploitations a disparu en dix ans, et la SAU a diminué de 12% en dix ans.

Le profil agricole régional se caractérise par des productions à haute valeur ajoutée : plus d'un tiers des exploitations est spécialisé en viticulture, 22% en arboriculture, 6% en maraîchage, 6% en horticulture, 12% en grandes cultures - plantes à parfum. La région, par son profil et ses conditions climatiques, est relativement peu tributaire des traitements phytosanitaires fongicides et herbicides, mais plus des insecticides. En revanche, sa localisation frontalière l'expose particulièrement aux risques d'introduction d'organismes nuisibles émergents.

Par ailleurs, les « zones non agricoles » occupent une place particulièrement importante compte tenu de la forte urbanisation, de l'influence du tourisme et des jardins remarquables dans la région.

GOVERNANCE

Dates de réunion des CROS

18 mai 2010
 18 novembre 2010
 10 novembre 2011
 5 décembre 2012
 17 décembre 2013
 16 décembre 2014

Nombre de groupes de travail

9 réunions en 2014
 CRE, GRAP, Copil ZNA,
 Indicateurs, Club des partenaires
 Communication, Dephy ...

Structure du plan d'action régional

Plan d'action régional validé
 Actualisation du plan régional :
 en cours
 Nb d'enjeux régionaux :
8
 Nb de fiches actions :
59

ACTION PHARE

La communication vers le grand public est un élément clé de la valorisation des actions entreprises dans le cadre du plan régional Ecophyto. Il s'agit de répondre aux attentes des consommateurs en leur apportant et en leur facilitant l'information sur les pratiques culturales actuelles, notamment en faveur de la réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires, et sur l'ensemble des actions portées par les acteurs agricoles et non agricoles. En 2013 un séminaire régional a rassemblé l'ensemble des partenaires associés à la communication régionale Ecophyto (producteurs, consommateurs, associations environnementales...). La volonté de mettre en œuvre un réseau social a émergé lors de ce séminaire.

Ce réseau social (Content Managements System ou CMS) est un espace commun de partage d'information et de dialogue. En 2014, il est en construction, en concertation avec les partenaires régionaux qui auront une page présentant leurs actions. Il permet le partage de documents au sein d'une bibliothèque qui centralise l'ensemble des productions du réseau sur la thématique Ecophyto (vidéo, articles de synthèse...), l'actualité, l'annonce des événements et des projets. Les utilisateurs qui s'inscrivent ont accès à toute l'information et aux groupes de discussion. Le CMS devrait être inauguré fin 2014.

TESTER ET PROMOUVOIR LES BONNES PRATIQUES EN ZONES AGRICOLES

LES RÉSEAUX D'EXPLOITATIONS ET D'EXPÉRIMENTATION

La région PACA compte 14 réseaux DEPHY FERME.

Les journées de démonstration se sont cette année particulièrement axées sur la qualité de la pulvérisation. La qualité de la pulvérisation dépend de plusieurs paramètres essentiels : le nombre de rangs à traiter, la qualité des gouttelettes (taille et nombre), les conditions météorologiques d'application, le réglage du pulvérisateur, la vitesse d'avancement.

En viticulture, lors de soirées organisées par l'association des vignerons de la Sainte-Victoire puis de la Chambre d'agriculture du Vaucluse, Renaud Cavalier (CA Gard) est intervenu sur les

modalités d'optimisation de la pulvérisation. Une application de fluorescéine selon différentes modalités, révélées à la tombée de la nuit par la lumière noire a permis de faire la démonstration de l'importance de la qualité de la pulvérisation pour optimiser la protection des vignes et limiter les pertes dans l'environnement.

Les réseaux Dephy des filières arboriculture et viticulture seront présentés lors du Salon Tech et Bio Méditerranée le 14 octobre 2014 à la station expérimentale de la Pugère.

ACTIONS D'INITIATIVE RÉGIONALE

Réduction de l'utilisation du cuivre sur le verger d'olivier

La maladie de l'œil de paon est avec la mouche de l'olive la principale cause d'utilisation des pesticides sur le verger d'olivier. Ce verger est extrêmement important pour la région, 3 fois plus important en surface que le verger de pommier, et dans des environnements naturels fragiles. Dès le lancement du plan régional Ecophyto, l'Association française inter-professionnelle de l'olive, le Centre technique de l'olivier, la DRAAF et le CIRAME ont collaboré pour qu'un système expert réalisé par la DRAAF PACA, OPTIPAON, soit mis en ligne sur Internet, et permette à tout oléiculteur d'estimer la pertinence

d'un traitement. L'oléiculteur doit réaliser un comptage du pourcentage de feuilles malades. Ensuite, après avoir consulté le BSV, il renseigne 6 rubriques en ligne, OPTIPAON lui retourne un indice de risque, une grille simple d'interprétation permet alors de décider s'il faut traiter ou pas. Dans de très nombreuses situations, la réponse sera NON, mais le nombre d'interventions peut atteindre 5 traitements à demi-dose si la situation le justifie pour conserver aux arbres suffisamment de feuillage.

Le prototype est en ligne sur www.agrometeo.fr et www.afidol.info.



SURVEILLER L'ÉTAT PHYTOSANITAIRE DES CULTURES

En 2013, les différents réseaux sont établis en cohérence avec les enjeux phytosanitaires des territoires et des filières de production. Les filières viticulture, maraîchage et arboriculture sont sécurisées par des réseaux d'observateurs stabilisés. Interpellé pour le suivi du risque *Drosophila suzukii*, le réseau viticulture a montré sa réactivité et sa capacité d'organisation.

En 2013, la CRA a réalisé une étude sur la prise en compte du BSV dans les bulletins techniques de préconisation dans l'objectif de proposer des améliorations qualitatives du BSV.

L'étude, conduite sur la filière viticulture, a permis d'élaborer des recommandations valables pour l'ensemble des filières. Elle conclue à la nécessité d'un positionnement fort du BSV, outil de référence pour l'établissement du conseil technique. La diffusion du BSV au plus grand nombre d'utilisateurs et prescripteurs apparaît prioritaire.

Depuis août 2014, une plate-forme d'abonnement au BSV est mise en place par la CRA : www.bsv-paca.fr

Nombre de BSV publiés en 2013 et en 2014 (chiffres au)		
	2013	2014
Grandes cultures	4	5
Arboriculture fruitière	24	23
Cultures légumières	25	23
Viticulture	29	25
Horticulture	22	22
Zones non agricoles	15	13
Riz	2	2
Plantes à parfum	7	5
Oléiculture	15	6

SOUTENIR LA DYNAMIQUE SUR LA RÉDUCTION DES PESTICIDES EN ZNA

Vers une région sans pesticides, nos collectivités s'engagent : L'Agence régionale pour l'environnement (ARPE) PACA réalise un recensement des collectivités engagées dans une gestion durable des espaces verts. Une première cartographie régionale a été réalisée et adressée avec un questionnaire à toutes les collectivités de PACA afin de recenser de façon exhaustive les démarches mises en œuvre sur le territoire régional.

Dans le cadre de la charte d'engagement « Vers une région sans pesticides, nos collectivités s'engagent », l'ARPE pilote les travaux d'un groupe de travail pour la construction d'une labellisation.

Comme en 2013, des journées techniques d'actualités sont organisées par la FREDON PACA et la DRAAF à destination des élus et agents territoriaux.

FORMER ET PROFESSIONNALISER

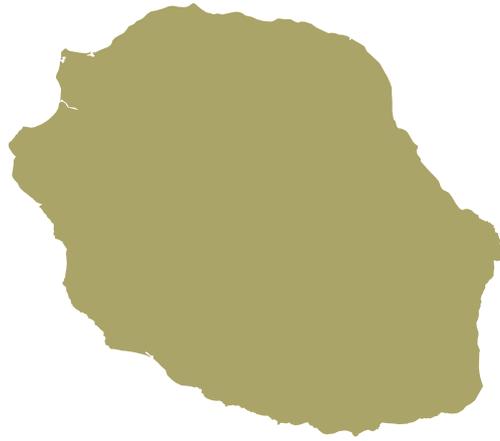
En 2013 en PACA, 87 organismes ont organisé des sessions de formations pour l'accès aux certificats individuels. Plus de 4 500 certificats ont été délivrés.

En 2014, à l'approche de l'échéance réglementaire, le nombre de candidats au Certiphyto a fortement augmenté pour atteindre plus de 400% de certificats délivrés en 2014 par rapport à 2013.

En septembre 2014, près de 80 % des exploitants agricoles sont détenteurs du Certiphyto « décideur en exploitation agricole ». En revanche, les salariés agricoles sont pour le moment peu nombreux à détenir le Certiphyto (8%).

Les formations pour les utilisateurs en collectivités territoriales se sont mises en place plus tardivement sur l'ensemble de la région.

NOMBRE DE CERTIFICATS DÉLIVRÉS (Chiffres au 22/07/2014)
Nombre d'agriculteurs ayant obtenu leur Certiphyto : 12 108
Nombre de conseillers agricoles ayant obtenu leur Certiphyto : 737
Nombre de distributeurs ayant obtenu leur Certiphyto : 1 917
Nombre d'utilisateurs en zones non agricoles ayant obtenu leur Certiphyto (collectivités territoriales) : 539
Nombre d'applicateurs en prestation de service (zones agricoles et non agricoles) ayant obtenu leur Certiphyto : 2 721
TOTAL certificats délivrés ou en cours : 18 820



LA RÉUNION





L'agriculture occupe une place économique, sociétale et environnementale importante à La Réunion. La canne à sucre, culture pivot de l'île, occupe 60 % des surfaces agricoles et consomme une grande partie des intrants. L'agriculture réunionnaise propose également une grande variété de productions végétales qui permet de couvrir plus des trois quarts de la consommation locale, notamment en produits frais. Cependant, la pression parasitaire due au contexte climatique tropical et très diversifié de l'île pourrait limiter le développement d'une production endogène de qualité. Cette situation phytosanitaire plutôt défavorable restreint les agriculteurs dans les possibilités de réduire et d'améliorer leur utilisation des phytos. Depuis vingt ans, les différents acteurs agricoles ont permis de faire évoluer les pratiques de protection des cultures en milieu tropical. L'objectif n'est pas seulement d'améliorer la qualité de la production et d'assurer une plus grande autosuffisance alimentaire. La réduction de l'impact des pesticides sur l'environnement est également un enjeu important dans un département « hotspot » de la biodiversité.

Le plan Ecophyto à La Réunion a pour objectifs de fédérer les acteurs locaux pour construire, développer et transférer des techniques et systèmes de production innovants plus économes en phytos. Ainsi, l'implication active et historique d'organismes de recherche performants constitue un atout indéniable dans la dynamique agro-écologique avec comme "DEPHY" de faire de La Réunion un département pilote tropical du projet agro-écologique pour la France.

GOVERNANCE

Dates de réunion des CROS

2 septembre 2014

6 décembre 2013

Nombre de groupes de travail

3

Structure du plan d'action régional

Plan d'action régional validé

Actualisation du plan régional :

non

Nb d'enjeux régionaux :

7

- Prise en compte des spécificités

DOM

- Réduction de l'usage des pesticides en agriculture

- Former à la réduction et à la sécurisation de l'utilisation des pesticides

- Évaluer l'impact des pesticides

- Suivi de l'état phytosanitaire des

cultures

- Réduction de l'usage des

pesticides en ZNA

- Gouvernance

Nb de fiches actions :

16

ACTION PHARE

La recherche agronomique

À La Réunion, les organismes de recherche sont très impliqués dans le plan Ecophyto ainsi que dans la démarche agro-écologique et la préservation de la biodiversité. Leurs compétences pluridisciplinaires, reconnues au niveau régional et international, sont des atouts pour construire des systèmes économes en phytos. Les organismes de recherche sont également une composante essentielle du RITA (Réseau d'innovation et de transfert agricole) et de l'UMT SPAT (Unité mixte technologique santé végétale et production agro-écologique en milieu tropical).

De nombreux projets en partenariat ou en coopération essaient de répondre à la problématique de l'utilisation durable des phytos comme GAMOUR (Gestion agroécologique des mouches des légumes à La Réunion), BIOPHYTO (Production durable de mangues sans insecticide, Photo), ECOCANNE (Gestion agroécologique intégrée du foreur des tiges et des mauvaises herbes de la canne à sucre), ECOFRUT (nouveaux systèmes de culture écologiques et durables en productions fruitières tropicales), AGRUM'AIDE (Élaboration d'un outil d'aide à la décision pour la conception et l'évaluation de vergers d'agrumes durables) ou encore des projets à venir (ATTRACTMYFLY, BIOPIPER).

TESTER ET PROMOUVOIR LES BONNES PRATIQUES EN ZONES AGRICOLES

LES RÉSEAUX D'EXPLOITATIONS ET D'EXPÉRIMENTATION

À La Réunion, 4 réseaux régionaux DEPHY ont été validés suite aux appels à candidature :

- DEPHY FERME Canne à sucre : IR Chambre d'agriculture, 9 exploitations, mise en place 2011 ;
- DEPHY FERME Mangue : IR Chambre d'agriculture, 9 exploitations, mise en place 2012 ;
- DEPHY EXPE Canne à sucre : IR GIE eRcane, mise en place 2013, Projet CanEcoH (Canne à sucre économe en herbicide)
- DEPHY EXPE Maraîchage : IR ARMEFLHOR, mise en place fin 2013, Projet RESCAM (Réseau d'expérimentations de systèmes de cultures agro-écologiques maraîchers).

- Le lycée agricole de St Paul (EPLEFPA) est engagé dans l'action 16 nationale et dans les 4 réseaux régionaux ; il représente ainsi un acteur important dans le plan Ecophyto dans le domaine de la formation, la démonstration et du transfert.

- Les premiers résultats dans les réseaux DEPHY FERME sont encourageants avec une baisse de 40% de l'IFT herbicide en canne à sucre et de 49% pour l'IFT en production de mangues.

- Pour le réseau DEPHY Expé Canne à sucre, des leviers pour réduire l'utilisation de phyto ont été identifiés, sans trop d'impact sur la production : des résultats sont à conforter.

ACTIONS D'INITIATIVE RÉGIONALE

Lutte biologique intégrée sous abris

Dans le cadre de l'appel à projets « Mobilisation collective pour l'agro-écologie », le projet de la coopérative Vivéa a été retenu. Ses adhérents ont pour ambition de développer des stratégies de lutte intégrée alternatives et innovantes pour leur production de fruits et légumes sous-abris. L'agroécologie est au cœur du dispositif où la production intégrée est déjà pratiquée à La Réunion dans des exploitations engagées dans des démarches de protection biologique intégrée. Ces méthodes de lutte pratiquées sont efficaces et plébiscitées par les producteurs qui souhaitent élargir le panel de solutions dont ils disposent.

Les actions prévues concernent l'ensemble de la démarche, de l'identification des besoins sur les exploitations à la validation de nouvelles méthodes de lutte par les producteurs. Ainsi tous les acteurs de la lutte biologique sont partenaires de ce projet : producteurs, recherche (CIRAD), développement et expérimentation (ARMEFLHOR, FDGDON, SARL Coccinelle) et diffusion (Vivéa, Fruits de la Réunion, AROP-FL, ARIFEL, Chambre d'agriculture). Pour information, la société Coccinelle est une unité locale de production d'insectes auxiliaires des cultures



SURVEILLER L'ÉTAT PHYTOSANITAIRE DES CULTURES

Le réseau d'épidémiologie réunionnais poursuit sa structuration. La forme et la périodicité du BSV ont évolué pour diffuser aux agriculteurs une information plus fréquente et plus analytique. Le BSV se décline désormais en 4 éditions par mois sur les principales filières agricoles de l'île (canne à sucre, cultures maraîchères, fruitières et ornementales). Dans ces BSV sont recensées les données de la pression phytosanitaire exercée par les 72 organismes nuisibles suivis par les animateurs filières, accompagnées d'une évaluation du risque. La mise en ligne du BSV restant une voie insuffisante de diffusion vers un public d'agriculteurs encore mal équipés en informatique, l'adressage du bulletin sur téléphone portable a été adopté.

En 2014 le contenu du BSV sera étoffé par un lien vers des fiches phytosanitaires qui renseigneront sur la biologie des organismes nuisibles et les dégâts associés, les insectes auxiliaires et les méthodes alternatives de lutte. Toutefois, le renforcement du réseau de surveillance est nécessaire pour assurer efficacement le rôle d'avertissements agricoles du BSV. Parallèlement, le traitement des données doit être optimisé.

Nombre de BSV publiés en 2013 et en 2014 (chiffres au 31/08/2014)		
	2013	2014*
Canne à sucre	7	8
Arboriculture fruitière	7	8
Cultures légumières	7	8
Horticulture	6	5

* Objectif 2014 : 41 BSV

SOUTENIR LA DYNAMIQUE SUR LA RÉDUCTION DES PESTICIDES EN ZNA

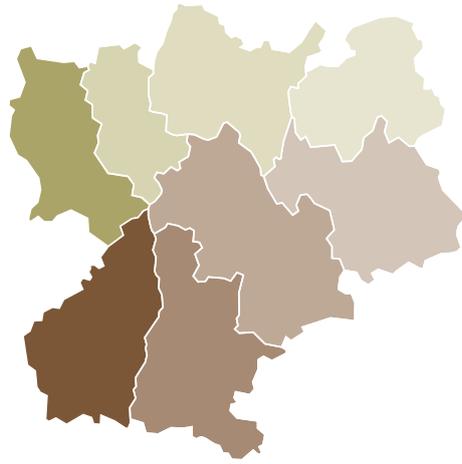
Dans le cadre du plan Ecophyto à La Réunion et du projet spécifique aux zones non agricoles (ZNA), la FDGDON, en partenariat avec l'UNEP et la SAPEF, organise un séminaire initial de rencontre et d'échange sur les pratiques et usages des produits phytosanitaires dans les espaces non agricoles. Prévu le 30 septembre 2014, ce séminaire s'adresse aux professionnels du paysage et des espaces verts (collectivités et entreprises du paysage) pour permettre la rencontre entre les différentes parties prenantes et le partage d'expériences

sur les techniques d'entretien des espaces verts. Il a pour objectif de présenter le "Projet ZNA à La Réunion", le contexte, les premiers résultats et les perspectives à venir. Au delà des enjeux de réduction et de sécurisation de l'utilisation des phytos, cette journée de sensibilisation et de mobilisation est l'occasion de réfléchir sur un réseau d'épidémiologie-surveillance en lien avec celui mis en place pour les productions végétales réunionnaises. A terme, un BSV ZNA pourrait voir le jour.

FORMER ET PROFESSIONNALISER

En 2013 et notamment en 2014, le nombre de Certiphytos délivrés a fortement augmenté. Au 1^{er} août 2014, près de 4500 agriculteurs ont suivi la formation Certiphyto, soit plus de 60 % des exploitations agricoles réunionnaises. Les sessions de formation ont été intensifiées en 2014 au niveau de la chambre d'agriculture. C'est au total plus de 5700 personnes qui ont suivi l'une des 9 formations proposées par les 5 centres habilités. En matière de formation, les 2 lycées agricoles publics de l'île sont pleinement investis dans le plan Ecophyto. Celui de St-Paul participe aux 4 réseaux DEPHY, au réseau national Ecophyto " Lycées agricoles " et aux différents programmes de recherche (BIOPHYTO...) . Le lycée de St Paul a ainsi organisé en novembre 2013 une journée "Produire autrement" à l'attention des apprenants et de quelques agriculteurs. Enfin, développé dans le cadre du projet Biophyto, le Certificat universitaire de qualification professionnelle (CUQP) "Protection agro-écologique des cultures" est la première formation diplômante destinée aux professionnels et permettant l'acquisition de compétences dans le domaine novateur de l'agro-écologie.

NOMBRE DE CERTIFICATS DÉLIVRÉS (Chiffres au 01/08/2014)	
Nombre d'agriculteurs ayant obtenu leur Certiphyto :	3 702
Nombre de conseillers agricoles ayant obtenu leur Certiphyto :	189
Nombre de distributeurs ayant obtenu leur Certiphyto :	423
Nombre d'utilisateurs en zones non agricoles ayant obtenu leur Certiphyto (collectivités territoriales) :	108
Nombre d'applicateurs en prestation de service (zones agricoles et non agricoles ayant obtenu leur Certiphyto) :	255
TOTAL certificats délivrés ou en cours : 4 677	



RHÔNE-ALPES





La région Rhône-Alpes se caractérise par une diversité importante : mosaïque de territoires, gradient climatique, pôles urbains importants contrastant avec des zones rurales menacées de désertification. Ces caractéristiques ainsi que la position de Rhône-Alpes entraînent des productions végétales très diversifiées : céréales, oléo-protéagineux, productions fourragères, cultures fruitières et maraîchères, vins, horticulture, cultures industrielles, semences.

Les bassins de consommation urbaine et touristique importants poussent à développer des productions sous signe de qualité (15% de l'offre nationale) ainsi que l'agriculture biologique (qui concerne 6,2% des surfaces et 7,3% des exploitations).

Les enjeux agricoles de la région sont étroitement liés à ceux du plan Ecophyto :

- produire durablement en valorisant les productions alimentaires de proximité et les produits régionaux sous signe de qualité. L'agriculture doit s'engager dans des systèmes et des pratiques de production adaptés aux territoires, conciliant efficacité économique et écologique tout en anticipant les impacts sanitaires du changement climatique ;

- préserver les ressources en eau : la région est largement affectée par la problématique de gestion de l'eau en relation avec l'activité agricole : pollutions par les produits phytosanitaires, conflits d'usages sur les prélèvements...

De par son ambition de réduire l'utilisation des pesticides, le plan Ecophyto conforte la volonté d'avoir en Rhône-Alpes une production agricole et une gestion des territoires limitant les impacts sur la santé et l'environnement.

GOVERNANCE

Dates de réunion des CROS

31 mai 2010

8 mars 2012

8 novembre 2013

Nombre de groupes de travail

8

se réunissant en tant que de besoin

Structure du plan d'action régional

Plan d'action régional validé

le 31 mai 2010

Pas d'actualisation du plan régional

Nb d'enjeux régionaux : **7**

- Organiser la gouvernance et la communication
 - Suivre l'évolution de l'usage des pesticides
 - Réduire l'usage des pesticides en zones agricoles
 - Suivre l'état sanitaire des cultures
 - Réduire l'impact des pesticides par la limitation des transferts
 - Améliorer la qualification des acteurs concernés par les pesticides
 - Réduire l'usage des pesticides en Zones Non Agricoles
- Nb de fiches actions : **17**

ACTION PHARE

Journées techniques dans les lycées d'enseignement technique agricole

À l'occasion des journées portes ouvertes dans les lycées de l'enseignement agricole, 2 journées techniques intitulées « Phytosanitaires : des solutions pour économiser vos intrants et gérer vos effluents » ont été organisées au printemps. Elles ont rassemblé une centaine d'agriculteurs, viticulteurs, conseillers techniques et agents de l'enseignement agricole.

La première partie a ciblé prioritairement agriculteurs et viticulteurs et s'est organisée autour de 2 thèmes :

- la gestion des effluents phytosanitaires : présentation de l'aire collective de remplissage-lavage des pulvérisateurs du lycée et témoignage d'un agriculteur équipé d'un équipement équivalent ;
- la réduction de l'usage des produits phytosanitaires : présentation des résultats des travaux conduits dans le cadre du réseau de fermes DEPHY auquel appartient l'exploitation du lycée d'accueil de la journée.

L'après-midi a été davantage orienté vers les conseillers et les enseignants. Cette deuxième partie sur les économies d'intrants liées à la réduction de l'usage des produits phytosanitaires était basée sur l'approche méthodologique et les résultats des travaux des réseaux de fermes DEPHY, avec la présentation des premiers résultats régionaux en cultures pérennes et en polyculture-élevage. Une 3^{ème} journée a été organisée début novembre. Destinée essentiellement aux élèves et apprentis de l'enseignement agricole, elle a permis à plus de 300 d'entre eux de participer à des ateliers thématiques (réseau DEPHY, Bulletin de santé du végétal, agroforesterie...).



TESTER ET PROMOUVOIR LES BONNES PRATIQUES EN ZONES AGRICOLES

LES RÉSEAUX D'EXPLOITATIONS ET D'EXPÉRIMENTATION

A l'automne 2013, Tech&Bio à Valence et la Finale nationale de labour dans l'Ain ont été 2 opportunités pour communiquer auprès d'un large public sur les actions des agriculteurs engagés dans les 13 réseaux DEPHY FERME.

Parallèlement, les journées organisées sur les sites EXPE ont permis aux producteurs et techniciens d'apporter leur regard sur les travaux réalisés. En Rhône-Alpes, les 2 sites EXPE visent à réduire l'usage des phytos en testant différentes techniques sur des vergers de pommiers à l'INRA Gotheron et en travaillant l'association d'arbres fruitiers et de cultures sur le site de la Chambre d'agriculture de la Drôme.

Les résultats issus de ces dispositifs sont diffusés lors de journées techniques (3 dans les lycées agricoles en 2014) ou de démonstrations (proposées par les réseaux FERME), afin de faire part des résultats et de mettre en avant des techniques intéressantes à promouvoir (désherbage mécanique, confusion sexuelle, glu, argile, huiles végétales pour lutter contre les ravageurs en arboriculture, outil d'aide à la décision (Optidose) en viticulture).

Un travail s'est engagé en 2014 avec tous les acteurs DEPHY pour produire une publication régionale de l'ensemble des résultats.

ACTIONS D'INITIATIVE RÉGIONALE

Recueil de fiches techniques sur les pratiques alternatives

Ce travail constitue l'aboutissement d'un stage de fin d'étude destiné à réactualiser un guide des bonnes pratiques phytosanitaires, sur la base d'un état des lieux rhonalpin et des dispositifs d'expérimentation et de démonstration existants.

Une quarantaine de fiches sur des techniques alternatives, de deux à quatre pages, sont en cours de validation. Destinées en priorité aux conseillers et aux agriculteurs des quatre grandes filières régionales (viticulture, arboriculture, maraîchage et grandes cultures), elles pourront également être utilisées dans le cadre de l'enseignement agricole. Ces fiches informent sur

les avantages et inconvénients de chaque solution et contiennent des références expérimentales et des données économiques. Chaque fois que possible, elles ont été complétées par un témoignage d'agriculteur.

Le recueil de fiches sera mis en ligne à la fin de l'année sur les sites Internet de la DRAAF-Rhône-Alpes, de la Chambre régionale d'agriculture et de la Cellule régionale d'observation et de prévention par les pesticides (CROPPP, groupe régional pesticides).



SURVEILLER L'ÉTAT PHYTOSANITAIRE DES CULTURES

Le réseau de surveillance biologique du territoire, mis en place les années précédentes, permet de poursuivre la publication de BSV pour 7 filières régionales et 1 filière inter-régionale (oléiculture) : plus de 130 BSV sont consultables annuellement. L'année 2014 a également permis de consolider l'ensemble des observations régionales dans la base nationale Epiphyt.

D'année en année, la qualité des publications s'améliore compte-tenu de la valorisation des historiques et d'une fiabilité renforcée du réseau. Toutefois, il reste toujours difficile d'évaluer le niveau d'appropriation du BSV par les agriculteurs et les prescripteurs. Une étude spécifique sera conduite afin de mesurer le niveau de satisfaction de l'utilisateur du BSV, d'évaluer le lien entre BSV et bulletin de conseil et de proposer des pistes d'amélioration du dispositif, afin de répondre au mieux aux enjeux du plan Ecophyto.

Le suivi des effets non intentionnels des pratiques agricoles sur la biodiversité est poursuivi pour la 3^{ème} année sur 30 parcelles, réparties sur 4 grandes filières : blé tendre d'hiver, maïs ; viticulture et salade.

Nombre de BSV publiés en 2013 et en 2014 (chiffres au 30/11/2014)

	2013	2014
Grandes cultures	42	39
Arboriculture fruitière	33	32
	+ 4 bilans	
Cultures légumières	18	17
Viticulture	18	18
	+ 1 bilan	+ 1 bilan
Horticulture	7	7
Zones non agricoles	12	12
Autres	2	1

SOUTENIR LA DYNAMIQUE SUR LA RÉDUCTION DES PESTICIDES EN ZNA

Lancée en 2012, la charte régionale « Objectif zéro pesticide dans nos villes et villages » se déploie sur le territoire (pilotage DRAAF/FREDON/Fédération Rhône-Alpes de protection de la nature). Portée par le groupe régional pesticides (CROPPP) et inscrite dans les objectifs du plan régional Ecophyto, elle constitue un levier efficace pour accompagner les collectivités dans une démarche progressive de réduction des pesticides.

De nombreux documents de communication et de valorisation (articles, brochures, expositions) sont mis à disposition des collectivités et des partenaires locaux. Un film de présentation

de la charte est actuellement disponible ; un second film, exposant des témoignages régionaux, sera achevé fin 2014. Parmi les autres formes de promotion : journées techniques organisées par les animateurs régionaux de la charte ou portées par différentes structures professionnelles (Plante&Cité, UNEP, Echos-paysage) ; communication événementielle via différents salons.

À ce jour, 116 collectivités sont engagées dans la charte (dont 1 conseil général et 1 communauté de communes), et 30 communes sont pressenties pour une signature avant fin 2014.

FORMER ET PROFESSIONNALISER

Le dispositif de formation « Certificat individuel produits phytopharmaceutiques » (CIPP ou Certiphyto) poursuit son activité sur 2014 avec plus de 7 300 personnes formées depuis le 1^{er} janvier 2014.

Ce résultat est dû essentiellement au développement des CIPP collectivités territoriales (2 000 personnes formées) et à la poursuite du rythme soutenu pour les utilisateurs exploitation agricole (70% des chefs d'exploitations professionnelles sont actuellement formés).

En Rhône-Alpes, 77 organismes de formation sont habilités pour les formations CIPP, dont 30 pour les CIPP collectivités territoriales.

La mise en place d'une communication régulière avec les organismes de formation permet de maintenir la mobilisation, notamment auprès des professionnels des zones non agricoles et des prestataires de service pour lesquels on constate une moindre implication.

L'activité d'attribution d'agrément s'est poursuivie en 2014 : à ce jour, 671 agréments ont été accordés depuis la mise en œuvre de la nouvelle réglementation.

NOMBRE DE CERTIFICATS DÉLIVRÉS (Chiffres au 01/08/2014)

Nombre d'agriculteurs ayant obtenu leur Certiphyto : 18 363
Nombre de conseillers agricoles ayant obtenu leur Certiphyto : 1 055
Nombre de distributeurs ayant obtenu leur Certiphyto : 3 055
Nombre d'utilisateurs en zones non agricoles ayant obtenu leur Certiphyto (collectivités territoriales) : 2 859
Nombre d'applicateurs en prestation de service (zones agricoles et non agricoles) ayant obtenu leur Certiphyto : 2 178
TOTAL certificats délivrés ou en cours : 27 510